



Réunion annuelle 2005 du SSATP

Bamako, Mali – Novembre 2005



Document de travail No. 81 du SSATP

Réunion annuelle 2005 du SSATP
Bamako, Mali

Janvier 2006

SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

AFERA	Association des fonds d'entretien routier africains
AGETU	Agence des transports urbains
AGPAOC	Association de gestion des ports pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
ARTTA	Association du développement des transports en milieu rural
ASANRA	<i>Association of Southern African National Road Agencies</i>
BAD	Banque africaine de développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'est
CCT	Comité de coordination des transports
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CETUD	Conseil exécutif des transports urbains de Dakar
CICOS	Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CSIR	Conseil de la recherche scientifique et industrielle
DfID	<i>UK Department for International Development</i>
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
FESARTA	<i>Federation of Eastern and Southern African Road Transport Associations</i>
FGR	Financement et gestion de la route
FIA	Fédération internationale de l'automobile
FITRD	Forum international pour le transport rural et le développement
FR	Fond routier
GRSP	Partenariat mondial pour la sécurité routière
IAPCR	Association internationale permanente des congrès de la route
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
INRETS	Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
ISTED	Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement
LAMATA	<i>Lagos Area Metropolitan Transport Authority</i>
NCTTCA	<i>Northern Corridor Transport Coordination Authority</i>
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODM	Objectifs de développement pour le millénaire
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PDC	Palais de la Culture
PDLT	Plan de développement à long terme
PIB	Produit intérieur brut
PMAESA	Association d'Afrique orientale et australe pour l'aménagement portuaire
PME	Petite et moyenne entreprise

PNB	Produit national brut
PRTSR	Analyse des stratégies de transport et de réduction de la pauvreté
PTMR	Programme de transport en milieu rural
REFATE	Réseau des Femmes Africaines pour la Promotion des Transports
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SITRASS	Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique subsaharienne
SR	Sécurité routière
SSATP	Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne
STA	Services de transport adaptés
TIR	Transport et intégration régionale
TNM	Transport non motorisé
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abbréviations	iii
Résumé analytique	vii
1. Introduction	1
2. Participants, déroulement et programme de la réunion	5
3. Stratégies de transport et de réduction de la pauvreté	15
4. Femmes et transport.....	21
5. Transport et intégration régionale.....	25
6. Financement et gestion de la route.....	27
7. Services de transport adaptés	31
8. Gestion des données et indicateurs	35
9. Sécurité routière	37
10. Coordination SSATP au niveau national	41
11. Tables rondes – Visions et défis en perspective	45
Appendice 1. Liste des participants.....	51
Appendice 2. Programme de la réunion.....	65
Appendice 3. Déclaration de Bamako	67

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Abritée par le Gouvernement malien à Bamako, la capitale, la réunion annuelle 2005 des parties prenantes du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne (SSATP) s'est en grande partie déroulée du 14 au 18 novembre. Les réunions préliminaires ayant débuté le 10 novembre, la réunion annuelle 2005 a duré au total environ huit jours.

Plus de 300 participants se sont réunis sur les deux principaux sites où ont eu lieu les travaux, le Palais de la Culture situé sur la rive nord du majestueux fleuve Niger, et le centre de conférence de l'Hôtel De l'Amitié.

Plus stratégique et comptant la présence de participants de haut niveau, la réunion de 2005 qui a donné lieu à davantage d'échanges, a été particulièrement différente des réunions annuelles antérieures. Elle visait à faire avancer la mise en œuvre du Plan de développement à long terme (PDLT) du programme SSATP conçu dans le but de réaliser des améliorations concrètes dans le secteur du transport en Afrique subsaharienne afin qu'il contribue pleinement à la croissance et à la réduction de la pauvreté. La réunion a examiné les questions identifiées par les membres et les partenaires du SSATP comme étant les plus importantes et les plus épineuses pour le développement du transport conformément à la vision et aux besoins de l'Afrique :

- Élaborer des stratégies de transport qui contribuent à la réduction de la pauvreté
- Renforcer les liens entre transport, commerce et intégration régionale
- Établir des institutions et des dispositifs de financement solides pour le secteur routier
- Gérer les nouvelles ressources financières des partenaires de développement
- Créer une vision d'avenir pour le transport en Afrique
- Améliorer la mobilité des pauvres des zones urbaines
- Faire en sorte que les perspectives des femmes soit prises en compte dans la mise en œuvre du PDLT

Objectif de la réunion

L'objectif de la réunion annuelle – Améliorer la mise en œuvre et les résultats du Plan de développement à long terme - a été convenu au cours d'une retraite de planification des parties prenantes organisée en septembre 2005 pour faire le point des réponses au questionnaire intitulé « Qu'est-ce que vous considérez comme important ? » distribué aux partenaires du programme en juillet et en août. La retraite avait également convenu qu'en raison de l'objectif visé, un dialogue réel avec les décideurs de haut niveau s'imposait.

Enfin, la réunion annuelle 2005 devait, pour atteindre son objectif, produire cinq résultats spécifiques, tous liés aux résultats visés par le PDLT.

Résultats visés par le PDLT	Résultats attendus de la réunion annuelle 2005
1. Coordination du SSATP – Approche intégrée du programme	1. Les gouvernements et CER reconnaissent l'importance d'une coordination du SSATP et savent comment celle-ci doit opérer pour bien fonctionner.
2. Ancrage des stratégies de transport dans les stratégies de réduction de la pauvreté	2. Les gouvernements sont déterminés à appuyer les principes et le processus d'analyse pauvreté/transport (PRTSR), et les gouvernements et bailleurs de fonds sont déterminés à intégrer les résultats du PRTSR dans des stratégies nationales de développement.
3. Adoption de solides dispositifs institutionnels et financiers	3. Meilleure compréhension, au plan politique et opérationnel, des problèmes de mise en œuvre soulevés par l'amélioration des FGR et des STA pour les pauvres.
4. Adoption de mesures de facilitation du commerce et des transports	4. Meilleure compréhension, au plan politique, du rôle joué par les gouvernements dans la gestion des corridors de transit et la facilitation du commerce et des transports.
5. Transfert progressif de la gestion du SSATP en Afrique	5. Les conditions d'un transfert réussi du SSATP en Afrique sont bien comprises.

La réunion visait en outre trois objectifs transversaux prioritaires

6. Meilleure capacité des pays membres du SSATP à faire face aux nouveaux risques et opportunités, et bonne compréhension de leurs besoins par les partenaires de développement.
7. Accord sur la phase 2 de l'initiative de collecte des données du SSATP et mobilisation des concours financiers des bailleurs de fonds.
8. Établissement d'un rôle précis pour un réseau de femmes dans le cadre du SSATP, comme élément contributif à la réalisation des objectifs du PDLT.

Acquis de la réunion

L'objectif de la réunion a été atteint à deux niveaux, le premier parce qu'elle a permis de montrer les améliorations accomplies au plan opérationnel grâce à l'examen des progrès réalisés, aux leçons apprises et au partage d'expérience, et le second parce qu'elle a réussi à rassembler un grand nombre de ministres qui ont tous adhéré à la Déclaration de Bamako, signe de leur appui politique sans réserve à la mise en œuvre du PDLT (voir le texte de la Déclaration à l'Appendice 3).

Fait marquant de la réunion annuelle 2005, un accent particulier a été mis sur la nécessité de corriger les défaillances de mise en œuvre liées à la prise en compte insuffisante des besoins et préoccupation des femmes. Cet objectif a été partiellement atteint à travers l'intégration des questions relatives au thème « Femmes et transport » dans les sujets traités au cours de la réunion. Un important groupe de femmes réunies pour le lancement du thème « Femmes et transport » a assuré une présence effective tout au long des travaux, apportant d'excellentes analyses en contribution aux séances plénières et renforçant, à travers leurs propositions, les voies et moyens de prendre en compte les questions prioritaires relatives à la problématique « Femmes et transport ».

Beaucoup reste à faire

Certains résultats n'ont toutefois pas été atteints, en particulier pour ce qui touche à la mobilisation des bailleurs de fonds en faveur du programme – Ce qui dans une large mesure s'explique par le fait que seulement deux importants bailleurs de fonds du secteur du transport étaient présents.

Quant aux résultats thématiques, notamment lorsqu'il s'agit des thématiques FGR et STA, ils auraient besoin de mieux se confirmer sur le terrain par rapport aux besoins des parties prenantes et des bénéficiaires, surtout les pauvres. La réunion a également mis en lumière la nécessité de renforcer les liens entre les thématiques, y compris entre le PRTSR et les études sectorielles.

Participants

À l'exception de Madagascar, tous les pays membres du SSATP étaient présents et pas moins de 17 ministres responsables des transports. Au total, 32 délégations composées de secrétaires généraux ou de hauts responsables de niveau comparable ont participé. La République de Djibouti qui n'est pas membre du programme a annoncé au terme des travaux sa décision de soumettre une demande d'adhésion au SSATP. Toutes les communautés économiques régionales de l'Afrique subsaharienne ainsi que 13 organisations sous-régionales des secteurs public et privé étaient à Bamako. Une forte équipe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a joué un rôle prépondérant dans les travaux du groupe thématique sur Le transport et l'intégration régionale (TIR) de même qu'un représentant du NEPAD. La Banque mondiale était fortement représentée dont bon nombre appartenant à la Division Transports de la Région Afrique. Au total, 311 personnes ont pris part aux travaux de la réunion annuelle, record de participation à ce jour.

Programme et déroulement de la réunion

Le programme de la réunion comprenait quatre jours de séances préliminaires et préparatoires suivies de la réunion proprement dite des parties prenantes qui s'est déroulée sur trois jours et demi. Une série d'ateliers et de séances de travail ont précédé la réunion annuelle, occasion pour les équipes thématiques du SSATP de faire le bilan de leurs activités, de partager les connaissances et expériences, et de consolider les messages de mise en œuvre à communiquer à toutes les parties prenantes du Programme. Les **séances thématiques**, cœur de la réunion, ont permis d'examiner les défis à cette mise en œuvre et les voies et moyens permettant de les surmonter. Les **équipes thématiques** ont également fait connaître leurs priorités devant les ministres. Les **séances ministérielles** consécutives ont permis aux experts et aux décideurs de rechercher des orientations communes et des principes d'engagement vis-à-vis du SSATP, instrument clé de la politique de développement du secteur. Au cours de la séance de clôture, les équipes thématiques ont présenté les actions prioritaires à mener et améliorations à apporter en 2006 et au-delà. Des **tables rondes** ont donné lieu à de riches débats sur les perspectives d'avenir et les questions clés du SSATP.

L'objectif global étant de renforcer la mise en œuvre et les résultats du PDLT, la réunion a été conçue de manière à permettre aux participants de proposer des améliorations et les moyens d'y parvenir. Contrairement à bien des réunions ou conférences, une part importante des travaux n'est pas préparée d'avance ; il n'existe pas d'ordre du jour extérieur aux travaux et les résultats obtenus sont entièrement le fruit du travail des participants qui en sont donc les auteurs.

Cette approche, certainement conforme à la nature du partenariat qu'est le SSATP et aux principes de participation qui le sous-tendent le programme, exige néanmoins de la part des participants qu'ils travaillent continuellement et d'arrache-pied. Dans le cas de la réunion de Bamako, comme on l'a observé, certains participants ont travaillé près de huit jours d'affilée.

Tel que structurée, la réunion a permis aux participants de disposer du temps voulu pour échanger les idées et expériences lors des sessions parallèles et plénières, de manière à identifier les moyens possibles d'améliorer la mise en œuvre au niveau opérationnel. Toujours grâce à sa structure, la réunion a facilité les efforts consentis par les groupes pour identifier les principales questions de fond qui devaient être abordées avec les ministres.

Des dispositions avaient été prises pour que le programme de la réunion prévoie un moment d'échange entre les ministres et les groupes thématiques, de même qu'un cadre d'intervention permettant aux groupes de faire connaître leurs priorités aux ministres. Il était également important de donner aux ministres l'occasion d'apporter leur soutien officiel au programme.

Les travaux de groupe se sont tenus au Palais de la Culture les samedi et dimanche 12 et 13 novembre, ainsi que le mardi 15 novembre. Le samedi 12 novembre, pas moins de six groupes travaillaient simultanément sur un certain nombre de thèmes dont les suivants : analyse stratégies transport/réduction de la pauvreté, collecte de données, financement et gestion de la route, services de transport adaptés, transport et intégration régionale et enfin, sécurité routière. À l'exception de quelques séances plénières au Palais de la Culture, toutes les séances formelles et ministérielles ont eu lieu à l'Hôtel de L'Amitié. L'atelier « Femmes et transport » s'est déroulé les 10 et 11 novembre à l'Hôtel Olympe, l'un des six hôtels de la ville de Bamako ayant accueilli les participants.

Tables rondes

Trois tables rondes organisées en séances plénières successivement les 14, 15 et 16 novembre auront été l'innovation des assises 2005. Les thèmes suivants y ont été traités : « Le transport en Afrique : une vision pour l'avenir », « Le transfert du SSATP en Afrique », et « L'Afrique face aux défis des promesses de l'après-G8 ».

Bien que ne faisant pas partie intégrante du déroulement normal de la réunion annuelle, ces tables rondes n'ont pas manqué d'enrichir les travaux en donnant aux participants l'occasion de s'exprimer en dehors de leurs sphères thématiques respectives.

Résultats issus des travaux

Deux types de résultats ont été produits : les priorités en matière de politique générale, examinées par les ministres (le 16 novembre) et les activités prioritaires pour 2006 (le 17 novembre).

Priorités en matière d'orientations

PRTSR & données – Les stratégies de transport comme les stratégies de réduction de la pauvreté comportent généralement des insuffisances, par exemple, les besoins des pauvres en termes de services et de mobilité ne sont pas adéquatement pris en compte dans une absence quasi totale de dialogue intersectoriel, les mécanismes actuels de gestion de la collecte de données ne facilitent pas la mise en place de politiques en faveur des pauvres. Les décideurs doivent d'un commun accord mettre en œuvre les plans d'action, principal résultat du processus d'analyse PRTSR.

FGR & STA – Certaines mesures ont été présentées aux ministres comme étant souhaitables : poursuivre la création de fonds routiers et d'agences routières, d'élever la taxe sur le carburant à au moins 10 cents américains par litre, affecter 20 % des recettes du fonds routier aux routes rurales, étendre la représentation du secteur privé et enfin, promouvoir le rôle des femmes dans les initiatives de transport non motorisé.

TIR – Les décideurs ont dû se pencher sur trois domaines prioritaires : 1) harmonisation juridique, 2) affectation des ressources, et 3) renforcement des capacités. En conséquence de quoi, il faudrait 1) instituer des conventions régionales qui passent par l'actualisation des législations nationales et l'harmonisation des normes et procédures ; 2) se concentrer sur des investissements permettant de trouver des solutions au problème des maillons manquants, action qui fait appel à l'amélioration des cadres réglementaires pour faciliter la prestation de services et les mécanismes de crédit et 3) prévoir des mécanismes de suivi des corridors faisant intervenir les secteurs public et privé, de manière à s'attaquer aux principales questions intersectorielles telles que la sécurité routière ou le VIH/SIDA, et encourager les relations avec les ministères clés pour supprimer les barrières non physiques à la circulation routière.

Sécurité routière – Les ministres ont été invités à défendre une approche multisectorielle permettant d'élaborer des politiques de sécurité routière afin de créer des offices nationaux disposant de pouvoirs statutaires et financièrement solides.

Activités prioritaires

PRTSR – Les actions à mener par les pays eux-mêmes et par le SSATP ont été définies pour les trois catégories de pays : 1) ceux ayant achevé le processus d'analyse, 2) ceux dont le processus est en cours et 3) ceux sur le point de démarrer. Les premiers se concentreront sur la mise en œuvre du plan d'action, les seconds sur sa préparation et la validation de l'atelier préparatoire du processus, enfin les troisièmes sur les principales activités préliminaires – approbation, mise en place d'un comité de pilotage, etc.

Collecte de données – L'accent sera mis sur des activités bien définies et inscrites dans un calendrier précis, qui permettront aux pays de passer de la première phase de l'exercice – rassembler des don-

nées secondaires immédiatement accessibles à l'étape qui consistera à répondre aux besoins sur le plus long terme d'assurer la gestion des données et de répondre aux questions institutionnelles qui ne manqueront pas de se poser.

FGR – La thématique FGR suivra la voie déjà tracée par les programmes de travail actuels concernant 1) la gestion du réseau routier – par la diffusion d'outils de gestion, 2) la promotion des fonds routiers – en appuyant l'Association des fonds d'entretien routier africains (AFERA), l'examen des législations, le choix des exemples à suivre, 3) l'amélioration de la gestion des routes – sur la base de partenariats, d'études de cas identifiant les bonnes pratiques, et à partir des législations et 4) le renforcement des capacités – grâce à des stages de formation anglophones et francophones, à la création d'une base de données sur les experts africains, à la mise en place de méthodes optimales de formation ouvertes aux femmes.

Sécurité routière – Le groupe sur la sécurité routière instituera un réseau de professionnels, constituera après examen des procédures d'élaboration de politiques viables dans les pays qui se portent « volontaires » et créera un bulletin sur la sécurité routière pour diffuser les enseignements et les exemples à suivre.

TIR – Le groupe sur le transport et l'intégration régionale (TIR) se concentrera sur la réduction de la pauvreté dans le cadre des coûts du transport et de la facilitation du commerce et du transport. Les thèmes pour 2006 sont les suivants : gestion des corridors et des observatoires, sûreté portuaire, VIH/SIDA, sécurité routière, aspects multi corridors (polices de la charge à l'essieu), et la coordination des communautés économiques régionales (CER).

STA – Les services de transport adaptés (STA) porteront principalement sur la consolidation des diverses études en cours dont les conclusions seront présentées en atelier dans le cadre d'une rencontre conjointe secteur urbain/secteur rural à organiser en collaboration avec le Forum international pour le transport rural et le développement (FITRD) et d'autres organisations dans l'objectif d'améliorer la formulation des stratégies thématiques, et d'évaluer la demande relative à la création d'une association pour le développement du transport en milieu rural.

Femmes & transport – Le groupe des femmes a proposé quatre actions prioritaires pour répondre au mieux aux besoins et aux préoccupations des femmes : évaluation des programmes de transport dans les pays ayant achevé le processus d'analyse PRTSR et constitution de données de référence devant servir à la préparation de projets/programmes futurs ; définition de données et de méthodologies dans le cadre de l'initiative Indicateurs et collecte de données du SSATP ; analyse des textes juridiques et autres régissant l'intégration régionale et les échanges ; examen des parties prenantes concernées par la sécurité routière et la sûreté.

Autres résultats de la réunion

Les tables rondes ont donné lieu à diverses contributions intéressantes : « *Le transport en Afrique : une vision pour l'avenir* », « *Le transfert du SSATP en Afrique* », et « *L'Afrique face aux défis des promesses de l'après-G8* ».

- Le thème « *Le transport en Afrique : une vision pour l'avenir* » a fait ressortir un certain nombre de perspectives. L'attention aura été marquée par l'accent mis sur les services accessibles et abordables, et sur les concepts d'installations multimodales bien intégrées.
- Tout en reconnaissant l'importance de la prise en main du programme par l'Afrique, la table ronde sur le thème « *Le transfert du SSATP en Afrique* » a soutenu la formule actuelle où l'équipe de gestion du Programme est intégrée à la Banque mondiale.
- Les débats menés sur le thème « *L'Afrique face aux défis des promesses de l'après-G8* » qui concerne la promesse faite d'augmenter l'aide extérieure accordée à l'infrastructure et au transport ont suscité de nombreuses questions, y compris celle relative au montant de l'enveloppe totale d'aide et les instruments ou mécanismes de mise à disposition. Toutefois, la question de savoir comment les nouvelles modalités respecteraient les dispositions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et correspondraient aux priorités des pays n'a pas été abordée. Malgré cela, il était clair dans tous les esprits que le SSATP a un rôle important à jouer dans l'aide dont les pays membres ont besoin pour faire face à ces questions.

Le pays hôte et les dispositions prises pour la réunion

Le Gouvernement malien a accordé une grande importance à la réunion dont l'ouverture comme la clôture officielles ont été faites par le Ministre de l'Équipement et des Transports, l'ouverture de la séance ministérielle ayant quant à elle été présidée par le Premier Ministre par intérim. De hauts responsables de l'administration étaient présents tout au long de la réunion.

La pleine collaboration du gouvernement s'est faite à toutes les étapes préparatoires. En raison d'une réunion de chefs d'État prévue au Palais des Congrès, ce principal centre de conférence que compte Bamako n'était pas disponible. Aucun hôtel ne disposant de l'espace nécessaire pour abriter les travaux des groupes thématiques, il a été décidé de recourir au Palais de la Culture, vaste complexe public disposant de toutes les commodités voulues et situé dans les jardins qui bordent les rives du fleuve Niger.

Dès le début, il ne faisait pas de doute qu'un important travail de préparation devait être accompli. C'est tout à l'honneur du ministère de tutelle et des services du Palais de la Culture si ce travail a été accompli à temps. En outre, tout au long des assises, le personnel de cette institution a travaillé sans relâche pour répondre aux attentes de la réunion et il est bon de noter que les frais acquittés par le programme SSATP ont servi à l'amélioration d'un édifice public - dont bénéficieront les utilisateurs futures - et que le déroulement des travaux a suscité la création d'un nombre non négligeable d'emplois pour des ouvriers occasionnels recrutés par la direction du Palais de la Culture.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte général

En juillet 2002, à l'occasion de la première réunion annuelle du SSATP tenue à Maputo, les parties prenantes ont défini l'objectif stratégique du programme, promouvoir la mise en œuvre de politiques de transport ancrées dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

La réunion annuelle 2003 de Kigali a adopté le Plan de développement à long terme (PDLT) établissant une stratégie sur quatre ans visant à réaliser l'objectif du programme. Cette réunion a aussi permis d'élaborer un programme de travail dont les résultats iraient dans le sens de cet objectif.

En 2004, à Addis Abeba, les parties prenantes après examen du programme de travail et des progrès accomplis, ont adopté à une large majorité l'approche et jeter les bases pour 2005.

La réunion annuelle 2005 exigeait une nouvelle approche du fait que la mise en œuvre du PDLT commençait dans le cadre d'initiatives thématiques à générer un certain nombre de résultats qui nécessitaient une révision des stratégies de mise en œuvre et de certaines approches opérationnelles. Il ne faisait donc pas de doute que la réunion 2005 devait prendre une tournure plus stratégique que celle de l'année passée.

1.2 Planification de la réunion de 2005

Planification logistique

C'est au début de 2005 que le Conseil du SSATP avait porté son choix sur l'offre faite par le Mali d'abriter les assises de 2005. Une première visite de planification a été organisée en mai pour établir de bonnes relations avec les autorités et les parties prenantes locales et examiner les options possibles pour accueillir la réunion et les participants.

Le Palais des Congrès, principal centre de conférences, a d'emblée été exclu compte tenu des travaux de rénovation en cours, qui auraient posé un problème de disponibilité pendant la période retenue pour la réunion du SSATP. Très vite, il devint évident qu'aucun hôtel ne disposait d'installations propices pour abriter les travaux de groupe prévus dans le cadre de la réunion. Il a donc été décidé de procéder aux négociations nécessaires pour obtenir la disponibilité du Palais de la Culture qui, bien que n'étant pas le site idéal du point de vue de son architecture, disposait de l'espace recherché et offrait une ambiance générale qui répondait aux besoins de la réunion. L'important travail de nettoyage et les travaux mineurs de rénovation nécessaires ont été efficacement gérés et réalisés en temps opportun grâce à l'excellente performance dont ont fait montre le directeur du Palais de la Culture et son personnel.

L'hébergement posait également problème en raison de l'espace limité dans les hôtels acceptables. Les participants ont donc dû être répartis dans plusieurs établissements : Hôtel Olympe, Hôtel Nord-Sud, Résidence Kome, Hôtel Salam, Hôtel Mirabeau et Hôtel Sofitel de L'Amitié.

Des contrats ont été établis à la faveur d'une seconde visite de planification organisée en août, couvrant une gamme complexe d'installations et services : lieu de la réunion, traduction, interprétation, secrétariat, équipement, banderoles, sacs, repas et rafraîchissements, accueil à l'aéroport, transport des hôtels au lieu de la réunion et vice versa.

Bien que tous les membres et partenaires du SSATP aient reçus plusieurs notes de rappel concernant les dates de la réunion, les invitations officielles et les informations relatives au programme de la réunion n'ont pu être transmises qu'après la réunion de planification tenue en septembre. Malgré ce court délai de notification, le niveau de réponse aux invitations s'est avéré impressionnant.

Planification des objectifs et du contenu de la réunion annuelle

À la mi-2005, le Conseil d'administration du SSATP avait approuvé la proposition d'organiser une retraite de planification de la réunion annuelle, au cours de laquelle le Conseil, les principales parties prenantes issues des pays partenaires et des institutions régionales, ainsi que les membres de l'équipe de gestion du programme examineraient et accepteraient conjointement l'objectif de la réunion annuelle et autres questions connexes.

Avant la tenue de cette retraite, en juillet et août 2005, la question ci-après avait été soumise aux parties prenantes du SSATP concernant la réunion annuelle : « Qu'est-ce que vous considérez comme important ? ». Trois thèmes sont ressortis des réponses envoyées par les soixante-quinze personnes : réduction de la pauvreté et transport, gestion et financement des routes, et transport et intégration régionale.

Cette retraite ou « journées de réflexions » comme on l'a appelée par la suite, s'est tenue en septembre en Belgique, lieu de rencontre d'accès relativement facile pour les participants qui venaient de l'Afrique, de Bruxelles et du siège de la Banque mondiale. Huit participants de haut niveau du SSATP sont venus de pays membres du Programme, coordinateurs du SSATP pour la plupart, un participant d'une communauté économique régionale, trois membres du Conseil du SSATP, ainsi que cinq membres de l'équipe de gestion du programme représentant les secteurs thématiques y ont pris part.

La première journée a permis de définir le contexte de la réunion annuelle 2005. Les participants ont examiné l'expérience des réunions antérieures, dressé le bilan de la mise en œuvre du PDLT, évoqué les principaux enjeux du développement pour les pays membres du SSATP, analysé les résultats du questionnaire du SSATP, et identifié les personnes et organisations que le programme devait sensibiliser et convaincre dans le but d'obtenir les résultats escomptés. Si les participants ont généralement trouvé qu'il existait une cohérence acceptable entre les résultats du programme de travail et le PDLT, il fallait à leurs yeux mettre l'accent sur certains domaines.

Les deuxième et troisième journées ont porté sur la définition de l'objectif de la réunion annuelle et sur les résultats attendus, notamment au regard des résultats définis dans le PDLT. Des propositions ont en outre été faites concernant les participants, les séances, et les activités. S'agissant des participants à la réunion annuelle, l'atelier a souligné la nécessité pour le programme de se rapprocher des responsables politiques de haut niveau des pays membres et de renforcer le dialogue avec les bailleurs de fonds.

Finalement l'objectif de la réunion annuelle 2005 est ressorti au terme de cet atelier « *Améliorer la mise en œuvre et les résultats du PDLT aux niveaux national et régional* ». Comme à l'accoutumée, la réunion devait également servir de cadre d'examen des progrès accomplis et une occasion idéale d'échanges. Elle devait faire une place aux femmes et leur donner l'occasion de s'exprimer sur la réalisation des objectifs du PDLT.

Concernant la mise en œuvre du PDLT, l'objectif global visé était qu'au terme de la réunion, tous les participants devaient être informés de ce qu'il fallait faire aux niveaux régional et national, et au niveau des thèmes.

Le rapport de l'atelier de planification est disponible en anglais et en français sur le site Internet du SSATP : www.worldbank.org/afr/ssatp.

2. PARTICIPANTS, DÉROULEMENT ET PROGRAMME DE LA RÉUNION

Plus de 300 personnes ont participé à la réunion de Bamako :

50 personnes impliquées dans les politiques et les programmes de transport au Mali, ainsi que des personnes issues de la société civile malienne

8 représentants des communautés économiques régionales (CER)

13 représentants des organisations sous-régionales des secteurs public et privé

Un représentant de l'Union africaine et du NEPAD

4 représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

15 ministres en charge des transports au Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Nigeria, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Swaziland, Tchad et Ouganda

2 ministres délégués de la Tanzanie et du Zimbabwe

55 hauts responsables du gouvernement et personnalités de la société civile s'occupant des politiques et programmes de transport et des stratégies de réduction de la pauvreté dans les 32 pays membres du SSATP

Des représentants des associations régionales appuyant les efforts d'élaboration de politiques de transport

Des représentants de la Communauté européenne, de la Banque mondiale (dont 2 directeurs), du Royaume-Uni, de la Suède, et de la Banque islamique de développement

Le Conseil du SSATP

Des consultants

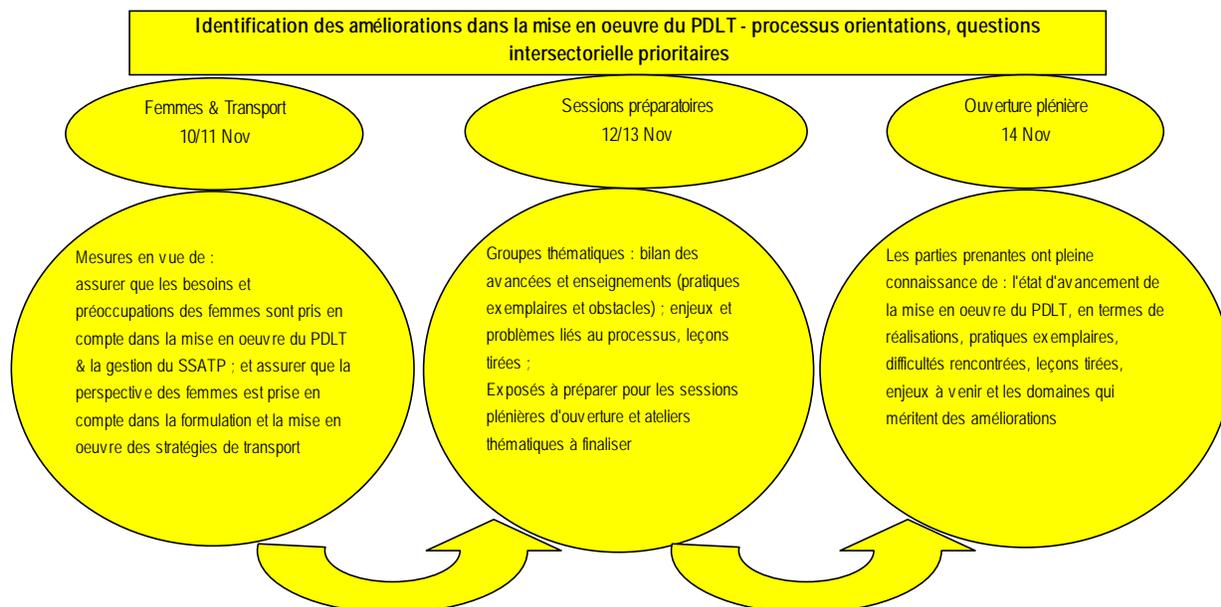
La liste des participants est présentée en Appendice 1.

2.1 Déroulement de la réunion

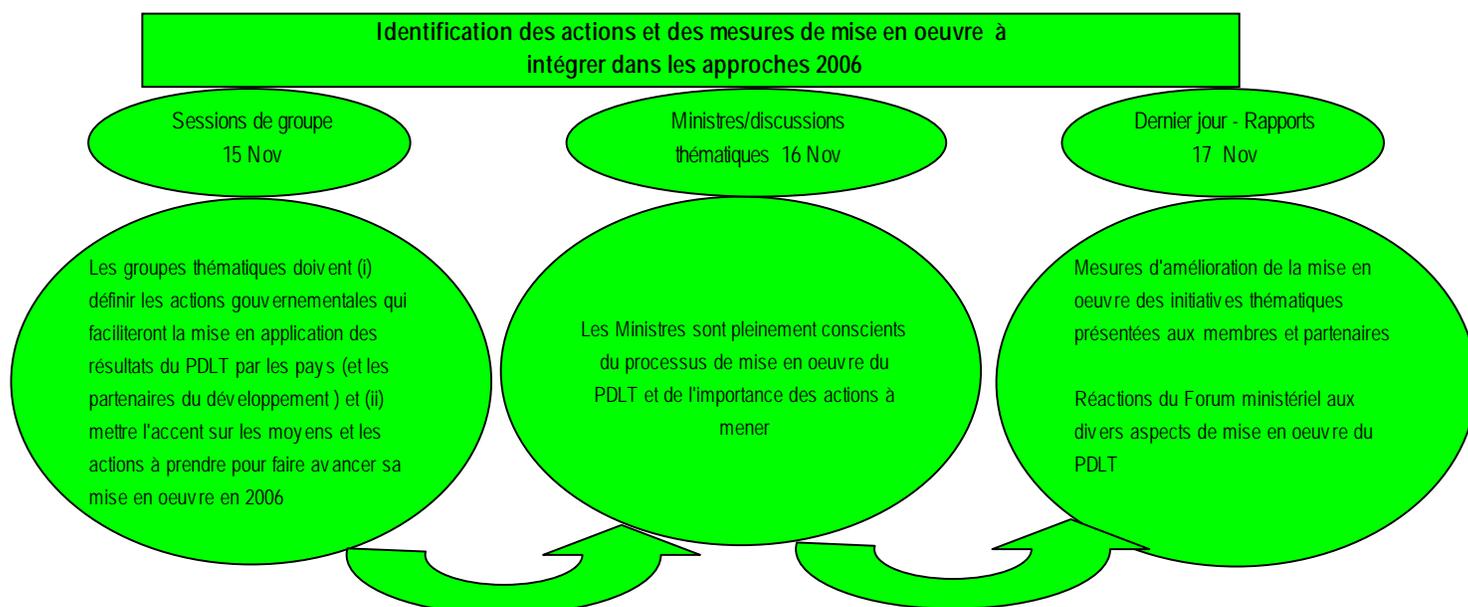
La définition de l'objectif et les résultats attendus ont déterminé le déroulement de la réunion qui a permis de bâtir un programme quotidien. La réunion s'est déroulée en deux grandes phases : i) faire le bilan du Plan de développement à long terme (PDLT) et ii) définir les futures actions de mise en œuvre du point de vue « opérationnel » et « des orientations ». Chaque phase comportait trois éléments. La figure 1 ci-dessous résume l'ensemble du processus.

Figure 1

Phase 1 : Analyse des progrès réalisés, problèmes liés à la mise en œuvre, partage des connaissances et des expériences, enseignements tirés



Phase 2 : Améliorer la mise en œuvre du PDLT, principales mesures à prendre et actions prioritaires pour 2006 et au-delà



Première phase :

- Commencer par analyser les procédés employés dans la mise en œuvre du PDLT en se demandant si les préoccupations des femmes sont prises en compte et en quoi elles peuvent en bénéficier - Séances des 10 et 11 novembre ;
- faire le point avec tous les participants sur les progrès réalisés au niveau thématique et les expériences et enseignements tirés - Séances préparatoires des groupes thématiques et séance plénière d'ouverture du 12 au 14 novembre.

Seconde phase :

- les groupes thématiques ont identifié et transmis les messages clés aux responsables politiques - travail de groupe et forum ministériel en plénière, les 15 et 16 novembre ;
- les groupes thématiques ont identifié et présenté les actions prioritaires pour 2006 - Travail de groupe, le 15 novembre et séance plénière le 17 novembre ;
- les responsables politiques définissent leur rôle dans la mise en œuvre du PDLT - 17 novembre.

Le rôle du groupe des femmes dans le déroulement des travaux mérite qu'on s'y attarde. Il s'est traduit par un suivi continu et une participation assidue à la réunion et aux séances thématiques accompagnées de présentations en séance plénière pendant les phases clés de la réunion annuelle. De tous les groupes présents, le groupe des femmes a été celui le plus longuement engagé dans la réunion sur une période continue, du matin du 10 novembre jusqu'à la séance de clôture sept jours et demi plus tard.

L'atelier organisé au cours des deux premiers jours des travaux de la réunion (10 et 11 novembre) sur le thème « Femmes et transport » a eu comme résultat principal un certain nombre de mesures permettant de s'assurer que les besoins et les préoccupations des femmes sont pris en compte dans la mise en œuvre du PDLT. Les participantes ont ensuite présenté leur travail et les messages qu'elles voulaient transmettre durant la séance plénière consacrée aux groupes thématiques avant le début des séances préparatoires du samedi 12 novembre. Par la suite, le « groupe des femmes » s'est dissous pour que ses membres défendent au sein des divers groupes thématiques ces messages et comprennent mieux la nature des défis à relever. Le groupe a présenté ses premières conclusions en séance plénière d'ouverture le lundi 14 novembre. La présentation de la « stratégie » finale du groupe s'est faite en séance plénière en présence des ministres le jeudi 17, en même temps que celle des autres groupes thématiques sur leurs actions prioritaires pour 2006.

2.2 Programme de la réunion

Séances préliminaires et préparatoires, du 10 au 13 novembre

Atelier sur le thème « Femmes et transport », les 10 et 11 novembre, Hôtel Olympe

Les participants à l'atelier « Femmes et transport » venaient de 13 pays membres du SSATP, dont une forte délégation malienne. Les femmes qui avaient joué un rôle clé dans les groupes de pilotage de l'analyse PRTSR et les personnes actives sur le terrain avaient également été conviées à participer.

L'atelier a été ouvert par Nigel Ings qui a présenté un exposé sur le programme de travail et les résultats du PDLT, affirmant qu'à quelques exceptions près, les besoins des femmes n'étaient pas bien définis dans la planification ou lors de la mise en œuvre des actions du programme de travail. De la même façon, les femmes étaient mal représentées au sein même du SSATP (3 femmes sur 19 membres de l'équipe) et sous-représentées à Bamako (40 femmes sur 310 participants). Intervenant sur le processus PRTSR, Mary Braithwaite a mis l'accent sur la manière dont la parité homme-femme et les questions s'y rapportant doivent être traitées pendant la réunion.

L'atelier qui s'est déroulé sur deux jours a été animé par Antoine Lema avec l'appui de Margaret Ombai et d' Adama Moussa.

Réunions préparatoires et séances des groupes thématiques, les 12 et 13 novembre, Palais de la Culture

Plusieurs participants aux groupes thématiques étaient arrivés à Bamako le vendredi 11 novembre, et au matin du samedi 12 novembre, presque 200 d'entre eux se sont rassemblés au Palais de la Culture pour une brève séance plénière de bienvenue pendant laquelle Nigel Ings a décrit la manière dont la réunion allait se dérouler et indiqué les résultats attendus à chaque étape. Ensuite, Mme Scola Mahinda a présenté les résultats de l'atelier « Femmes et transport » qui avait clôturé ses travaux la veille.

Les participants se sont alors répartis en sept groupes pour dresser le bilan de l'année 2005, partager les enseignements et expériences, et pour préparer les exposés à présenter pendant les séances plénières du lundi 14 novembre. Les groupes thématiques portaient sur :

- Transport et réduction de pauvreté - processus d'analyse des stratégies de transport/réduction de la pauvreté (PRTSR) du SSATP
- Collecte de données
- Gestion et le financement de la route (RMF)
- Services de transport adaptés (STA)
- Sécurité routière
- Transport et intégration régionale (TIR)
- Coordination SSATP

Certains groupes thématiques se sont subdivisés pour traiter des différents aspects de leur travail - par exemple les séances d'analyse PRTSR ont porté sur les résultats et les enseignements dégagés de l'expérience des pays ayant achevé le processus PRTSR, puis sur les problèmes auxquels font face les pays en phase préparatoire ou au début du processus. Les groupes ayant travaillé sur le financement et la gestion de la route (FGR), les services de transport adaptés (STA) et la collecte de données ont commencé leur travail par une séance conjointe, puis se sont scindés en fonction de leurs secteurs thématiques. Pour utiliser les installations de façon optimale et permettre aux participants, autant que possible, de se joindre à plus d'un groupe, quelques séances ont été décalées. Cependant, inévitablement, la plupart des participants ont été obligés de se concentrer sur les activités portant sur leur thème particulier.

Les travaux de groupe se sont poursuivis au Palais de la Culture le dimanche 13 novembre avec pour objectif de conclure l'analyse des progrès réalisés et de préparer les exposés à présenter en séance plénière.

Le SSATP a offert le samedi soir un cocktail de bienvenue sur la terrasse de l'Hôtel Olympe.

Programme principal des travaux de la réunion du SSATP

Premier jour : lundi 14 novembre

Lundi a marqué l'ouverture officielle de la réunion annuelle 2005. Initialement programmé comme premier événement du jour, l'ouverture solennelle a dû être reportée à 14 heures pour permettre à l'invité d'honneur et aux participants venant des ministères de s'occuper dans la matinée des affaires pressantes.

Présentations thématiques

Les participants se sont réunis dans la salle de réunion de l'Hôtel De l'Amitié baptisée « Union africaine » à 8 heures 30, et la séance plénière a débuté sous la présidence de **M. Makan-Fily Dabo** (Secrétaire général du ministère de l'Équipement et des Transports). Les résultats des réunions préparatoires tenues pendant le week-end ont été présentés, entrecoupés de séances de questions et de réponses. Toutes les présentations ont été faites par des personnes issues (et choisies par) les groupes thématiques qui ont intervenu dans l'ordre suivant :

Femmes et transport - Madame Betty Ddungu

Processus d'analyse des stratégies de transport/réduction de la pauvreté - Mme Margaret Ombai, M. Temwa Gondwe, M. Mamadou Niang, M. Kwedi Dipoko, M. Boubakar Barry, Mme Joséphine Mwankusye, Mme Nana Aicha Cisse, M. Marius Pokou, M. Goodwill Sibanda, Mme Mammuru Machai, Mme Chazile Magongo, M. Claudio Duarte, M. Victor Rotalira

Gestion et financement de la route, Services de transport adaptés, Sécurité routière et Collecte de données - Dr. Frank Nyangaga, M. Noble Appiah et M. Jean de Dieu Hatungimana

Cérémonie d'ouverture

Après déjeuner, la cérémonie d'ouverture a commencé par l'invitation du président, M. Makan-Fily Dabo, à M. Hachim Koumare, Président de du Conseil du SSATP, d'accueillir l'invité d'honneur, S.E Abdoulaye Koita, ministre de l'Équipement et des Transports. Ensuite, M. Bruce Thompson de la Commission européenne et membre du Conseil du SSATP, représentant les donateurs bilatéraux a prononcé une allocution d'ouverture. S.E Abdoulaye Koita a conclu la cérémonie par un discours liminaire.

Aussitôt après la cérémonie d'ouverture, Madame Scola Mahindo a pris la parole pour introduire le reste des présentations thématiques comme suit :

Transport & Intégration régionale – M. Yao Adzibey et M. Joseph Atta-Mensah

Coordination SSATP– M. Vincent Lissom

Table ronde – Le transport en Afrique : une vision pour l’avenir (voir la section 11).

Deuxième jour : mardi 15 novembre

Bien qu'un ou deux ministres participaient déjà aux travaux de la réunion, c'est le mardi que la plupart des ministres des transports sont arrivés à Bamako, pour le « forum ministériel » prévu le mercredi, 16 novembre.

Les autres participants se sont rassemblés au Palais de la Culture pour poursuivre les séances thématiques de groupe. Au nombre des résultats de la journée figuraient la définition des messages clés d'orientations à communiquer aux ministres le jour suivant, et l'identification des priorités du programme de travail pour l'année 2006 à présenter le jeudi 17 novembre. En outre, quelques groupes thématiques ont saisi l'occasion pour insérer dans le programme des exposés sur des questions spécifiques, dont notamment les résultats préliminaires des études sur les services de transport ruraux (STA), l'étude sur le régime juridique des fonds routiers (FGR).

Pour renforcer ces messages clés à porter à l'attention des ministres, les groupes thématiques ont effectué des échanges d'information le mardi après-midi au cours d'une séance ayant abouti à la réorganisation desdits messages sous quatre thèmes : réduction de la pauvreté et transport, intégration régionale, sécurité routière, et gestion et financement. Cette séance s'est avérée extrêmement difficile, le processus n'ayant pas été compris par quelques participants.

Table ronde – « Transfert du SSATP en Afrique » (voir la section 11)

Troisième jour : mercredi 16 novembre

Le forum ministériel

Les participants se sont une fois de plus réunis dans la grande salle de réunion de l'Hôtel De l'Amitié qui pour la circonstance avait été réaménagée avec brio pour réduire « l'écart » entre les ministres et le reste des participants.

À 9 heures, **S.E. Abdoulaye Koita**, Ministre de l'Équipement et des Transports a ouvert la séance en invitant **M. Hachim Koumare** à souhaiter la bienvenue à l'invité d'honneur, **M. Nancoman Keita**, Premier Ministre par intérim, M. Koumare a ensuite enchaîné avec son discours d'ouverture. En sa qualité de maître de cérémonie, M. Koumare a convié les autres invités de marque à faire de brèves déclarations, dans l'ordre suivant :

Bruce Thompson, Commission européenne et membre du Conseil du SSATP, représentant les donateurs bilatéraux ;

Michel Wormser, Directeur, Division de l'Infrastructure, Région Afrique, Banque mondiale ;

Ian Curtis, Département pour le développement international (Royaume-Uni).

Après la pause-café, le Président **Abdoulaye Koita** et son co-président **M. Hachim Koumare** ont invité les groupes thématiques à présenter aux ministres et aux autres participants les actions prioritaires à engager. Celles-ci ont été présentées comme suit :

PRTSR & Collecte de données : Mamadou Talla, Caroline Matje

FGR & STA : Marie-Claire Bitouanga

TIR : Amos Marawa

Sécurité routière : Nestor Vitodegni

Après la première présentation (PRTSR/Données) le président a invité les ministres à apporter leurs contributions et une longue série de déclarations a dominé la séance jusqu'au déjeuner. Après déjeuner, toujours sous la direction conjointe du Ministre Koita et du Président du Conseil du SSATP, M. Koumare, les exposés sur les thématiques FGR, TIR et Sécurité routière ont été présentés jusqu'à la pause-café de l'après-midi suivie par la troisième table ronde.

Table ronde : « **Les défis du transport en Afrique** » (voir section11)

Quatrième jour : jeudi 17 novembre

La première séance plénière a également eu lieu dans la grande salle de réunion de l'Hôtel De l'Amitié où les aménagements de la veille avaient été maintenus. Présidée par **M. Makan-Fily Dabo**, cette séance a été l'occasion pour chacun des groupes thématiques de présenter les actions prioritaires pour 2006, résultats de leur travail de groupe. Une fois de plus, les présentations ont été faites par les membres des groupes thématiques, comme suit :

PRTSR : Temwa Gondwe et Scola Mahindo

Données : Francis Ahlidza

RMF : Ahmak Imam Ben Moctar

ATS : Ousmane Thiam

Sécurité routière :

TIR : Augustin Karanga

Coordination du SSATP : Vincent Lissom

Femmes et transport : Florence Coly Tavares de Souza

Après la pause-café, les ministres ont rendu une visite de courtoisie au Premier ministre du Mali, puis se sont retrouvés pour une séance à huis clos pour préparer leur position vis-à-vis des sessions. De leurs discussions est sortie une déclaration commune dans laquelle ils s'engagent à apporter leur appui dans la mise en œuvre d'actions relatives à tous les points thématiques présentés par les parties prenantes.

Séance de clôture

La séance de clôture de la réunion annuelle 2005 a débuté vers 14 heures, et après une motion de remerciements présentée par **Madame Maryvonne Plessis-Fraissard** (membre du Conseil d'administration du SSATP représentant les institutions multinationales), le Ministre de l'Équipement et des Transports, M. Abdoulaye Koita, a levé la séance à environ 14 heures 30.

Le programme de la réunion figure à l'Appendice 2.

2.3 Évaluation de la réunion

L'évaluation de la réunion par les participants montre un niveau élevé de satisfaction par rapport aux résultats globaux de la réunion annuelle, aux différentes séances organisées, aux travaux thématiques accomplis et aux résultats obtenus, et à l'organisation en général.

	Bon ou très bon	Acceptable	Mauvais ou médiocre
Préparatifs de la réunion et accueil à l'arrivée			
- Information disponible avant l'arrivée à Bamako	75 %	13 %	12 %
- Visa et dispositions relatives au transport aérien	69 %	11 %	19 %
- Accueil à l'aéroport et transport à l'hôtel	65 %	17 %	18 %
- Enregistrement à l'hôtel	70 %	16 %	14 %
- Information disponible à l'arrivée à l'hôtel y compris les documents contenus dans les sacs de conférence	68 %	13 %	19 %
Organisation de la réunion, documentation et indemnités journalières			
- Hébergement	69 %	15 %	16 %
- Navettes	86 %	13 %	1 %
- Lieu des sessions en atelier (Palais de la Culture)	40 %	24 %	36 %
- Site des séances plénières (Hôtel De l'Amitié)	93 %	6 %	1 %
- Distribution des documents de la réunion en français et en anglais	90 %	6 %	4 %
- Disponibilité des publications en français et en anglais	86 %	10 %	4 %
- Versement des indemnités journalières	50 %	14 %	36 %
Séances de réunion			
- Atelier des jours suivants : samedi, dimanche et mardi	81 %	15 %	4 %
- Séances plénières du lundi	87 %	11 %	2 %
- Réunion ministérielle du mercredi	82 %	8 %	10 %
- Dernière séance du jeudi	93 %	5 %	2 %
Travaux thématiques et résultats obtenus			
- Femmes et transport	63 %	30 %	7 %
- PRTSR	89 %	10 %	1 %
- Transport régional	82 %	18 %	-
- FGR / STA	79 %	19 %	2 %
- Données et indicateurs	76 %	24 %	-
- Coordination du SSATP	69 %	30 %	1 %
- Sécurité routière	88 %	11 %	1 %
Appréciation globale des résultats de la réunion annuelle 2005			
- Progrès réalisés dans le renforcement de la mise en œuvre du PDLT	67 %	26 %	7 %
- Utilité pour votre travail sur la politique et les stratégies de transport	91 %	8 %	1 %

Les suggestions suivantes ont été faites pour améliorer les rencontres futures, en particulier :

- La nécessité de mesurer les avancées de manière plus spécifique, de revoir les plans d'action de l'année passée et d'évaluer l'exécution et les résultats. Il a également été suggéré que les actions soient plus axées sur les résultats et que le nombre d'études soit réduit.
- Bien que de toute évidence les participants aient été très satisfaits de la pertinence, de la cohérence et de l'utilité des thématiques, certains ont noté le besoin de renforcer la relation entre les travaux thématiques (y compris entre les thèmes sectoriels et le PRTSR) et d'accorder une plus grande attention à la mobilité urbaine et aux transports aériens dans la réduction de pauvreté. L'intégration des questions transversales doit être cadrée par des directives et un spécialiste de la problématique homme-femme et d'autres questions transversales doit être présent dans chaque groupe thématique, a suggéré un participant.
- Alors que trois participants ont proposé de réduire la durée de la réunion (3 à 4 jours), d'autres ont demandé que plus de temps soit consacré aux discussions entre les participants, que soit organisée une visite de terrain et que les réunions préparatoires soient structurées de manière à favoriser la participation d'experts nationaux à plusieurs séances.
- Un certain nombre de participants ont demandé que les dates et lieux de la réunion soient communiqués longtemps à l'avance et que plus d'informations et de documents soient fournis à l'avance (bien avant l'arrivée des participants).
- Quelques participants ont suggéré d'améliorer le paiement des indemnités journalières (le montant payé par jour et le nombre de jours couverts) ainsi que les dispositions relatives aux visas et à l'hébergement.

3. STRATÉGIES DE TRANSPORT ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

3.1 Questions abordées et résultats attendus

Le groupe thématique sur l'analyse des stratégies transport/réduction de la pauvreté (PRTSR) a traité des questions suivantes :

- Résultats des analyses PRTSR conduites, recommandations - et mise en application - pour ancrer les stratégies et les politiques nationales de transport dans les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) ;
- Progrès réalisés par d'autres pays membres du SSATP pour lancer et mettre en application le processus d'analyse PRTSR ;
- Appui à la mise en œuvre du processus et des recommandations, en particulier par les ministres des pays participants et par le SSATP.

Le groupe PRTSR avait pour objectif de porter à la connaissance des responsables politiques l'importance des principes et du processus PRTSR et de s'y rallier en s'assurant qu'avec l'appui des partenaires de développement, ils se proposent d'intégrer les résultats de l'analyse PRTSR dans les stratégies nationales de développement. Les sessions de groupes devaient par ailleurs permettre de mieux faire comprendre le processus d'analyse, de favoriser les échanges d'expérience entre pays et enfin, d'identifier les priorités pour renforcer la mise en œuvre et améliorer les résultats en 2006.

3.2 Participants

Les membres des groupes nationaux de pilotage des 20 pays qui ont achevé ou entreprennent l'analyse PRTSR ont participé aux sessions PRTSR. Trois membres de chaque groupe national de pilotage représentant des secteurs (public, privé ou société civile) et des domaines différents (transport, réduction de la pauvreté, planification et finances) ainsi que des hommes et des femmes ont été invités. Les séances de travail d'analyse PRTSR comptaient comme autres participants les observateurs venant d'autres pays et d'organisations partenaires, notamment de la Banque islamique de développement.

3.3 Programme et déroulement de la réunion

Le programme des séances PRTSR comprenait :

- une séance de travail d'une journée le samedi 12 novembre pendant laquelle les conclusions et les résultats de l'analyse PRTSR de 10 pays ont été passés en revue et synthétisés ;
- une séance de travail de six heures le dimanche 13 novembre sur l'analyse et l'amélioration de la mise en œuvre du PRTSR par 10 autres pays ;
- une présentation en séance plénière des principales conclusions et des résultats du processus PRTSR par les représentants des pays le lundi 14 novembre ;

- une séance de travail d'une demi-journée le mardi matin, 15 novembre, pendant laquelle les participants ont marqué leur accord sur les messages clés destinés aux ministres et les actions prioritaires pour 2006, afin de renforcer l'application et les résultats du processus ;
- des exposés en séances plénières relatifs aux messages clés portés par les représentants des pays aux ministres dans la matinée du mercredi 16 novembre et aux priorités de mise en œuvre pendant la séance de clôture, le jeudi matin 17 novembre.

Les méthodes participatives et les techniques de visualisation ont été employées pour toutes les séances de travail qui ont été facilitées par des membres de l'équipe d'appui PRTSR (le consultant en charge de la coordination et les consultants régionaux de référence). Les participants des pays PRTSR ont fait la synthèse des informations sur les pays à partir de leurs analyses sur des cartes qui ont été ensuite rassemblées en tableau sous forme de matrice pour permettre aux participants de comparer et d'évaluer les résultats, conclusions et expériences. Les participants ont alors identifié les points clés et les résultats communs à présenter en séance plénière, et ont choisi leurs rapporteurs parmi les participants des pays PRTSR.

Dans le but de fournir des informations supplémentaires sur le processus PRTSR aux participants, un rapport sur l'état d'avancement en anglais et en français a été distribué (disponible sur le site Web du SSATP). Ce document contient plusieurs chapitres dont un sur la vue d'ensemble et plusieurs autres écrits par la plupart des représentants des pays PRTSR, faisant la synthèse des progrès réalisés et des résultats obtenus au mois de novembre 2005.

3.4 Résultats et réalisations

Résultats obtenus

Un résultat important a été obtenu lorsque les 17 ministres responsables du transport et de l'infrastructure participant à la réunion ont signé la « Déclaration de Bamako », dont l'objectif premier est de « *procéder à l'analyse des stratégies de transport et de réduction de la pauvreté et en adopter les résultats afin de les intégrer dans les politiques et stratégies nationales de transport et de réduction de la pauvreté* ». Le même engagement de la part des partenaires de développement reste à obtenir. Des efforts devraient être faits en 2006 dans ce sens vis-à-vis des bailleurs mais aussi des acteurs nationaux, et plus particulièrement des ministres des finances ou de la planification.

Conclusions du processus PRTSR

Les sessions PRTSR ont également servi à approfondir la compréhension du processus d'analyse et ont été une occasion d'échange entre les pays. Les diagrammes de synthèse des résultats par pays et des progrès réalisés dans 21 pays sont présentés à l'Annexe 3. Les points clés ont été présentés à la séance plénière d'ouverture et sont reproduits dans les quatre tableaux ci-dessous. Ils récapitulent les résultats des analyses sous quatre titres : 1) Comment les problèmes relatifs au transport sont pris en compte dans les stratégies de réduction de la pauvreté ? 2) Comment les stratégies de transport traitent-elles de la question de la réduction de la pauvreté ? 3) Comment le lien est-il établi dans le processus d'élaboration de la politique entre le transport et la réduction de la pauvreté ? 4) Le processus PRTSR et les facteurs du succès.

1. Comment les problèmes relatifs au transport sont-ils traités dans les stratégies de réduction de la pauvreté ?	
ANALYSE	RECOMMANDATIONS
<p>Le transport est une priorité dans les SRP. Cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La notion de transport n'est pas développée de façon adéquate - en raison de la manière dont les SRP sont formulées. ▪ La question relative à l'infrastructure de transport est abordée, mais a trait principalement au transport rural. ▪ Les questions relatives aux services de transport et aux besoins des pauvres issus des zones urbaines sont abordées avec légèreté, ainsi que les importantes comme la sécurité routière. ▪ Les besoins de mobilité des femmes, des personnes handicapées et groupes défavorisés sont pour ainsi dire ignorés. ▪ La route est exagérément mise en avant au détriment des autres modes de transport (fleuve, lac, rail...). ▪ La question des services de transport adaptés aux activités spécifiques (production agricole, distribution) n'est pas prise en compte. Les besoins propres des secteurs socioéconomiques sont mal présentés. ▪ De faibles liens sont établis entre planification du transport et planification des services (santé, éducation). ▪ Les diversités géographiques et écologiques sont à peine traitées (réponses standard, par exemple, routes rurales). ▪ Le transport est non seulement au service d'autres secteurs et groupes (un service transversal donc) mais est également un facteur d'intégration et un élément à prendre en compte lorsque l'on traite des questions horizontales telles que la protection de l'environnement. ▪ Les SRP ne précisent pas les rôles respectifs des secteurs public et privé, pour les prestations de services, par exemple (important si le secteur privé intervient à la place du secteur public). ▪ Ces priorités (biaisées) se reflètent dans la répartition budgétaire. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le transport doit demeurer une priorité mais doit être traité d'une façon transversale, c.-à-d. sa contribution à d'autres stratégies sectorielles doit être claire. ▪ Les indicateurs relatifs à la contribution du transport à la réduction de pauvreté doivent être définis et incorporés dans les SRP. ▪ Les SRP doivent clairement définir les besoins d'accès et de mobilité des groupes vulnérables - en particulier les femmes et les personnes handicapées. ▪ Les SRP doivent se pencher sur les besoins des pauvres des zones rurales et urbaines, et des femmes et des hommes, de façon plus équilibrée. ▪ Les SRP doivent servir de cadre pour les stratégies et plans de transport, c.-à-d. définir clairement ses objectifs et ses priorités sans entrer dans des détails opérationnels. ▪ Les SRP doivent clairement décrire comment le transport prendra en compte les profils régionaux de la pauvreté et les différences géographiques/écologiques. ▪ Un mécanisme de vérification et de validation des SRP avant leur finalisation est nécessaire.

2. Comment les stratégies de transport traitent-elles de la question de la réduction de la pauvreté ?	
ANALYSE	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les stratégies de transport n'abordent pas d'emblée la question de la réduction de la pauvreté. L'hypothèse est que si des routes sont construites ou améliorées, la croissance économique s'en suivra avec toutes ses retombées. Ce qui n'est pas le cas. ▪ La stratégie nationale se compose généralement de différents documents – sous-secteurs, secteur privé, questions spécifiques (par exemple transport rural, VIH/SIDA). Ceci pose des problèmes de cohérence. ▪ Certaines stratégies de transport sont orientées vers la réduction de la pauvreté, par des actions telles que l'accès en milieu rural, la création d'emploi (exemple du Lesotho). Mesures provisoires qui ne tiennent pas compte du problème du développement durable. ▪ Les besoins spécifiques des secteurs socioéconomiques des populations prioritaires sont rarement reconnus. ▪ Les services de transport sont très faiblement pris en compte. ▪ Les questions importantes, telles que la parité homme-femme, l'environnement ou la gouvernance, sont souvent ignorées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une stratégie de transport intégrée et multisectorielle - liées à la stratégie de réduction de la pauvreté – doit être formulée dans chaque pays et couvrir infrastructure et services. ▪ La réduction de la pauvreté aussi bien que la croissance économique doivent être au centre d'une stratégie de transport. Le transport doit être un catalyseur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. ▪ Une stratégie de transport doit délimiter les rôles des secteurs public et privé dans la prestation de services de transport. ▪ Les transports motorisés et non motorisés en zone rurale et urbaine, doivent être convenablement pris en compte. ▪ Une plus grande priorité doit être accordée à la sécurité routière, à l'environnement et à la bonne gouvernance. ▪ Des données et des indicateurs appropriés pour le suivi de la contribution du transport à la réduction de la pauvreté sont nécessaires.

3. Comment le lien est-il établi entre transport et réduction de la pauvreté dans le processus d'élaboration des politiques ?	
ANALYSE	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La société civile n'est pas impliquée dans la formulation des stratégies de transport. ▪ Absence de capacités pour l'élaboration des politiques. ▪ Absence de techniques et de mécanismes de formulation de stratégies sectorielles transversales et de coordination de la planification entre les secteurs. ▪ Aucun document n'indique le processus par lequel les stratégies de transport sont formulées. Ce processus n'est connu que de ceux qui y interviennent, presque uniquement des acteurs du secteur des transports. ▪ Les approches participatives impliquant un large éventail de parties prenantes (y compris les usagers des services de transport), ne sont pas utilisées dans la formulation des stratégies de transport. ▪ Le processus de formulation de la SRP est beaucoup plus transparent et plus participatif. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les mécanismes de coordination des SRP et des stratégies de transport pendant l'élaboration et le suivi sont nécessaires (par exemple le groupe de travail SRP sur les questions liées à l'économie et au transport public en Tanzanie). ▪ Les institutions nationales et les parties prenantes gagneraient à être dotées des compétences et capacités nécessaires à la formulation des politiques. ▪ Des méthodes participatives de formulation des politiques doivent être appliquées au secteur du transport. ▪ Les archives concernant la manière dont les politiques de transport ont été élaborées et l'identité des personnes qui y ont participé doivent être conservées. ▪ Un cadre clair permettant d'établir le lien entre pauvreté et transport, y compris des directives sur la manière dont l'élaboration de la politique doit se faire, est nécessaire. ▪ L'élaboration des politiques est un processus (pas un exercice ponctuel) qui nécessite un mécanisme continu d'examen et de mise à jour des stratégies. ▪ Les besoins et intérêts des femmes doivent être pris en compte pendant l'élaboration et le suivi, à travers la participation des femmes et des associations féminines au niveau des organes de décision et de suivi. ▪ Il importe de disposer de données de meilleure qualité pour une planification efficace, concernant notamment les liens entre transport et pauvreté.

4. Le processus PRTSR et les facteurs de succès	
MISE EN ŒUVRE	FACTEURS DE SUCCÈS
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au 15 novembre 2005, 11 pays avaient achevé leur analyse : 3 pays pilotes en 2003 : la Guinée, la Tanzanie, et le Rwanda , 8 en 2004/2005 : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Sénégal et le Zimbabwe. La RDC a presque terminé son analyse. ▪ 10 pays sont en phase de mise en œuvre ou en phase préparatoire : le Swaziland (progrès énorme), le Kenya (sur le point de recommencer). L'Angola, le Burundi, le Cap Vert, l'Éthiopie, le Ghana, le Niger, l'Ouganda et la Zambie sont en phase préparatoire. ▪ 11 pays n'ont toujours pas commencé leur analyse ! ▪ La méthode est fortement appuyée par les expériences des pays. Seules quelques petites adaptations sont recommandées, par exemple le calendrier des ateliers et le prolongement de leur durée. ▪ La passation des marchés de services d'appui pose de graves problèmes qui ont ralenti le processus et créé des difficultés de planification. De nombreux promoteurs ont dû pré-financer les ateliers. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Engagement politique dans le processus PRTSR, tant du secteur des transports que de la réduction de la pauvreté. ▪ Groupe de pilotage dynamique, de haut niveau, et intersectoriel - prêt à investir plus de temps et à consentir plus d'efforts. ▪ Vision stratégique du rôle de la société civile et du secteur privé dans la stratégie de transport - et ouverture du secteur public à leur participation. ▪ De bons travaux préparatoires sont essentiels, y compris une très bonne analyse des parties prenantes et le choix et la préparation des documents à analyser. ▪ Des groupes de parties prenantes représentatifs incluant des femmes et des hommes motivés, bien informés des enjeux et capables d'influencer les stratégies nationales. Il est nécessaire de choisir soigneusement et en connaissance de cause les parties prenantes. ▪ Excellent travail de facilitation entrepris par un facilitateur expérimenté. ▪ Bon appui technique au groupe de pilotage, par exemple des ministères apportant leur appui. ▪ Bonne communication entre le groupe de pilotage et le SSATP, et rétroaction et appui rapides du SSATP.

Priorités de mise en œuvre pour 2006

Les priorités de mise en œuvre pour 2006 telles qu'identifiées par le groupe sont récapitulées dans le tableau suivant. Ce tableau décrit les mesures à prendre par les pays PRTSR (ceux qui mettent en application leurs recommandations d'analyse, ceux qui entreprennent le processus d'analyse, et ceux qui se lancent dans le processus), et l'appui requis du SSATP.

	Mesures à prendre par les pays	Appui requis du SSATP
Pays appliquant les recommandations issues du processus PRTSR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Validation des recommandations et plan d'action par le groupe des parties prenantes. 2. Visa/adoption officiel du plan d'action. 3. Sensibilisation des parties prenantes au plan d'action. 4. Intégration des recommandations dans la stratégie de réduction de la pauvreté. 5. Pression pour l'exécution du plan d'action. 6. Suivi de la mise en œuvre des recommandations par le groupe de pilotage. 	<ol style="list-style-type: none"> 7. La validation des recommandations et plans d'action par le groupe des parties prenantes. 8. Approbation/adoption du plan d'action par les autorités. 9. Sensibilisation des parties prenantes au plan d'action. 10. Intégration des recommandations dans la stratégie de réduction de la pauvreté. 11. Pression l'exécution du plan d'action 12. Suivi de la mise en œuvre des recommandations par le groupe de pilotage.
Pays en cours de processus PRTSR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achever les actions préparatoires (trouver un facilitateur et un prestataire de services, commencer l'analyse par les parties prenantes, donner des instructions aux parties prenantes et organiser les ateliers, etc.). 2. Organiser les ateliers. 3. Présenter des recommandations et un plan d'action. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accélérer l'accomplissement des phases préparatoires. 2. Appuyer les réunions préparatoires pour orienter les membres du groupe des parties prenantes sur le processus d'analyse et leurs rôles dans ce cadre. 3. Accélérer le financement des ateliers.
Pays en voie de commencement du processus PRTSR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Créer un groupe de pilotage bien équilibré (secteurs, femmes et hommes). 2. Obtenir l'aval officiel des autorités compétentes pour le processus (réduction de la pauvreté et transport). 3. Communiquer avec l'équipe de gestion du SSATP et l'équipe d'appui à la facilitation. 	Fournir des orientations claires sur l'entrée dans le processus et à son lancement.

4. FEMMES ET TRANSPORT

4.1 Contexte général

La question de la parité homme-femme est l'un des thèmes transversaux du Plan de développement à long terme (PDLT) du SSATP et doit donc apparaître dans toutes les initiatives du Programme. Si la problématique homme/femme retient quelque peu l'attention (en particulier pour ce qui touche au transport rural et au processus PRTSR), il reste néanmoins que cette question doit être plus sérieusement prise en compte. La représentation des femmes au sein du SSATP est d'ailleurs elle-même encore faible : 16 pourcent à l'occasion de la réunion annuelle 2005 et le même pourcentage au sein de l'équipe de gestion du Programme. Dans certaines activités (stages de formation organisés par la thématique GFR), leur participation des femmes est encore plus faible.

Un premier effort a été fait pour combler ce fossé lors de la réunion annuelle 2004, quand un groupe de femmes des pays membres du SSATP a réclamé la création d'un réseau des femmes pour le secteur des transports. Cette initiative est à la base de l'un des grands défis de la réunion de 2005, faire en sorte que les femmes se fassent entendre et participent à la réalisation des objectifs du Plan de développement à long terme du programme SSATP.

4.2 Programme et déroulement de la réunion

Pour que la voix des femmes soit au premier rang des priorités de la réunion annuelle 2005, un atelier de deux jours sur le thème « Femmes et transport » s'est tenu les 10 et 11 novembre juste avant les séances préparatoires. De leurs discussions sont ressorties un certain nombre de conclusions sur la façon dont la problématique homme-femme était traitée dans les travaux du SSATP, et des suggestions ont été faites pour chercher à améliorer cette situation dans le cadre du PDLT.

Un résumé de ces conclusions et recommandations a été présenté le samedi matin à la séance plénière d'ouverture, avant la tenue des ateliers préparatoires du week-end, et le lundi matin durant la première séance plénière. Par ailleurs, les membres du groupe thématique « Femmes et transport » ont participé activement aux séances thématiques, soulevant des questions concernant les femmes et améliorant leur connaissance des activités du SSATP. Leur forte représentation parmi les rapporteurs ayant énoncé les messages clés à l'ensemble des ministres le mercredi matin et parmi les exposants des actions prioritaires le jeudi matin est le reflet de la stature des membres du groupe et de la qualité de leur participation aux travaux de la réunion.

Au terme de la réunion annuelle, le groupe était arrivé à un ensemble de conclusions et recommandation, avait identifié des actions prioritaires pour 2006 et esquissé le contour d'un réseau Femmes et transport (voir leur déclaration finale en Annexe 2).

4.3 Participants

Vingt-deux représentantes de haut niveau du secteur public et de la société civile de 13 pays membres du SSATP ont participé à l'atelier Femmes et Transport les 10 et 11 novembre. Au cours de la réunion annuelle, elles ont été rejointes par les délégués féminins d'autres pays (en particulier les membres des groupes de pilotage PRTSR), ce qui a permis au groupe de s'étendre à d'autres pays et d'intégrer un large éventail d'acteurs du secteur des transports.

4.4 Questions abordées

Cinq domaines prioritaires ont été couverts durant l'atelier : transport et pauvreté, données et indicateurs, financement et gestion de la route, transport et intégration régionale, et sécurité routière. Un certain nombre de questions clés relatives à l'intégration des aspects liés à la parité homme-femme ont été discutées et une série de solutions proposées. Certaines contraintes et difficultés ont été identifiées, dont les suivantes :

- Les aspects liés aux femmes en particulier ne sont pas pris en compte dans les programmes et les projets de transport ; les questions de parité ne sont pas suffisamment intégrées dans les politiques de transport, les stratégies de réduction de la pauvreté et le processus PRTSR.
- La sous représentation des femmes au sein des groupes de pilotage et de parties prenantes du SSATP.
- L'insuffisance de données désagrégées par sexe, ni d'indicateurs sexospécifiques dans la collecte et la gestion des données sur le transport et la pauvreté.
- La faible représentation des femmes dans la gestion des fonds routiers et dans le processus de passation des marchés de travaux publics.
- L'insuffisance d'aide financière ou de mesures destinées à faciliter l'accès des femmes au capital pour se lancer dans les travaux de construction de routes, et pour financer la participation d'organisations féminines à l'entretien des routes principales et rurales.
- L'insuffisance de prise de participation des entreprises gérées par des femmes dans les projets de facilitation et de transport à l'échelon régional ou dans le commerce extérieur.
- Le manque de prise en compte de l'impact socioéconomique des routes sur les activités génératrices de revenus des femmes lors de la conception et de l'évaluation d'un projet, de même que leurs préoccupations sont négligées lors du processus de conception des routes et de prestation de services de transport (ce qui explique, par exemple, l'absence d'aires d'arrêt repos et d'espaces destinés aux marchés le long des routes).
- L'ignorance ou l'incompréhension des conventions et réglementations relatives au transport et à l'intégration régionale, et la tenue à l'écart des organisations féminines de la gestion des observatoires du secteur des transports dans les corridors sous-régionaux.
- L'insuffisance de projets sur la prévention et le traitement du VIH/SIDA le long des corridors de transport, et les solutions favorisant des activités génératrices de revenus ne sont pas suffisamment intégrées comme solution de rechange pour les travailleurs du sexe.
- Le manque de connaissance des femmes sur ce qui touche au code de la route, aux documents de transport ou ce qui s'y rapporte et le manque d'éclairage sexospécifique dans les politiques de sécurité routière.

4.5 Priorités pour le PDLT et programme de travail pour 2006

Cinq propositions concernaient plus spécifiquement le PDLT :

- Les femmes doivent être bien représentées dans le processus de mise en place de nouvelles infrastructures en Afrique, et traitées comme des parties prenantes actives dans le processus de consultations et de prise de décision.
- Un groupe thématique sur les questions spécifiques à la parité homme-femme doit être créé pour améliorer la qualité du travail sur ce thème au sein du SSATP.
- Le réseau Femmes et transport (REFATE) doit être créé et lancé.
- Les données désagrégées par sexe et les indicateurs sexospécifiques doivent être incorporés dans le processus de collecte et de gestion des données et des indicateurs sur le transport.
- Les femmes doivent être représentées en juste proportion au sein du Conseil du SSATP, de l'équipe de gestion du programme, des structures nationales de coordination du SSATP et dans les groupes de pilotage et de parties prenantes du PRTSR. Des liens doivent également être établis entre le réseau Femmes et transport et ses agents de liaison nationaux, et les structures et actions du SSATP au niveau national.

Pour ce qui est des priorités du programme de travail 2006, quatre domaines d'actions prioritaires sont proposés : 1) femmes, transport et réduction de la pauvreté ; 2) données et indicateurs ; 3) intégration régionale et transport et 4) sécurité routière. Les quatre actions et les résultats s'y rapportant, de même que les acteurs, la portée et les moyens correspondants sont décrits dans le tableau ci-dessous.

Outre ces quatre domaines d'action, des mesures doivent être prises à l'égard d'autres priorités thématiques du SSATP afin d'augmenter la participation des femmes et d'intégrer les besoins et les intérêts des femmes, en particulier dans le cadre des consultations et de la prise de décision et dans les actions de renforcement des connaissances et des capacités (stages, conférences, etc.).

La liste complète des recommandations et des propositions, ainsi que leurs remerciements au responsable du Programme SSATP et à son équipe pour leurs efforts constants visant à assurer la participation efficace des femmes dans le secteur des transports, est contenue dans l'annexe 2.

L'importance d'une action visant à promouvoir la participation et les intérêts des femmes au sein du SSATP est renforcée par la réaction de quelques délégués lors de la réunion. Alors que plusieurs participants étaient favorables à une plus grande intégration des femmes, certains ont marqué une opposition ferme (en suggérant par exemple que la question manque de pertinence et « est imposée » à l'Afrique par la Banque mondiale). Par ailleurs, les stratégies adoptées par rapport à cette question doivent considérer les femmes comme des parties prenantes comme les autres, et non comme des actrices marginales pour qui des mesures spécifiques doivent s'appliquer. Au contraire, les actions génériques du SSATP doivent être adaptées pour inclure les femmes et tenir compte de leurs besoins et préoccupations de la même manière que ceux des hommes sont pris en compte.

PLAN DE TRAVAIL DU GROUPE FEMMES ET TRANSPORT POUR 2006

Action	Acteurs	Méthode	Résultats	Lieu/dates	Coût (\$)
Femmes, transport et réduction de la pauvreté					
Inclusion des questions sur le transport en relation avec les femmes dans les projets de transport en cours.	SSATP, REFATE, responsables d'associations féminines/ONG	Étude sur les projets de transport en cours pour évaluer le niveau d'inclusion des questions sur le transport en relation avec les femmes dans la préparation, la conception et l'exécution du projet.	Création d'une base de données pour constituer des dossiers sur le transport en relation avec les femmes dans les projets de transport en cours. Création d'une base de données analytique de référence à utiliser dans la préparation, la conception et l'exécution des projets de transport au profit des femmes.	Dans les 11 pays qui ont achevé le processus PRTSR. Février-juin 2006	140 000
Données et indicateurs					
Définition des données et de la méthodologie	Tanzanie, Niger, RDC, Mali, Cameroun, Guinée, Zambie, Ouganda, Congo, Côte d'Ivoire	Définition des données et de la méthodologie préparée par Arnaud ; synthèse des commentaires par le groupe de travail.	Rapport de synthèse	Washington, D.C. Janvier-mars 2006	Frais locaux
Transport et intégration régionale					
Évaluation des conventions et autres textes juridiques régissant l'intégration régionale et le commerce	SSATP, REFATE, responsables d'associations des femmes d'affaires et des associations féminines/ONG	Ateliers régionaux. Formation des membres du REFATE en matière de conventions et autres textes juridiques régissant l'intégration régionale et le commerce. Formation des responsables d'associations des femmes d'affaires travaillant le long des corridors.	Connaissance des conventions et autres textes juridiques régissant l'intégration régionale et le commerce. Projets de dossiers d'information contenant la liste des documents de voyage et de commerce et autres documents de formation pour les ateliers nationaux.	Burkina Faso (francophone)	60 000
				Tanzanie (anglophone)	50 000
				Février 2006	
				Ateliers nationaux	60 000
				Avril-juin 2006	
Sécurité routière					
Renforcement des capacités en matière de sécurité routière	REFATE	Identification des femmes parties prenantes dans le contexte de la sécurité routière.	Les femmes parties prenantes dans le contexte de la sécurité routière identifiées.	Avril-octobre 2006	Local

5. TRANSPORT ET INTÉGRATION RÉGIONALE

5.1 Questions abordées

Les discussions ont porté sur la mise en œuvre du plan d'action actualisé des communautés économiques régionales (CER), tel qu'approuvé à Addis Abeba en septembre 2004 et modifié à l'issue de la réunion du comité des CER pour la coordination du transport (CCT) qui s'est tenue à Nairobi en février 2005.

Les débats ont porté sur les principales questions suivantes : i) dispositifs de gestion des corridors, ii) mise en place d'observatoires de corridors, iii) sûreté portuaire, iv) harmonisation de la législation concernant la réglementation transfrontalière, v) sécurité routière, vi) initiatives VIH/SIDA, et vii) coordination des CER et méthodes de travail du CCT.

5.2 Participants

La quasi-totalité des CER était représentée parmi les quelques 50 participants à la réunion (CEDEAO, UEMOA, SADC, COMESA, CEMAC, CEEAC, CICOS, CEA) ainsi qu'un bon nombre d'organisations sous-régionales de professionnels du transport (NCTTCA, WBCG, PMAESA, AGPAOC, FESARTA, etc.), le Réseau des femmes africaines pour la promotion des transports (REFATE), les acteurs du secteur privé, la Banque africaine de développement, le NEPAD, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et quelques bailleurs de fonds bilatéraux.

5.3 Déroulement de la réunion

Les réunions préparatoires se sont déroulées les 12 et 13 novembre 2005 et ont permis de faire un bilan au regard des objectifs du plan de travail 2005, tel qu'établi à l'occasion de la réunion annuelle 2004 et adopté par le CCT. Sur la base des contributions transmises par toutes les CER avant les assises de Bamako à l'équipe de gestion du programme, un rapport d'activité a pu être préparé et présenté à la séance plénière du 14 novembre.

Le groupe s'est à nouveau réuni le 15 novembre pour i) préparer le programme de travail 2006, et ii) identifier les messages clés à transmettre aux ministres responsables du transport en Afrique subsaharienne, qui devaient participer à la réunion annuelle les 16 et 17 novembre. Dès le début des échanges, le groupe a eu l'occasion d'entendre des exposés de la CEA sur le rôle et l'importance des traités et conventions internationaux, du NEPAD sur son programme dénommé Initiative de développement spatial, d'ALCO sur le Projet régional conjoint de lutte contre le VIH/SIDA dans le corridor de migration Abidjan - Lagos, et du groupe *Walvis Bay Corridor Group* sur ses projets et activités de développement de corridors. (Voir Annexe 10).

Les trois messages clés ont été présentés aux ministres des transports de l'Afrique subsaharienne au cours de la séance plénière du 16 novembre, le plan du programme de travail 2006 a lui été présenté pendant la dernière séance plénière du 17 novembre.

5.4 Résultats

En résumé, les séances ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

- a) *Dispositifs de gestion des corridors* : le programme continuera de soutenir la mise en place de comités efficaces de gestion des corridors en favorisant la participation de toutes les parties prenantes à la définition et à l'établissement de procédures.
- b) *Observatoires de corridors* : la mise en place d'observatoires en zone CEDEAO/UEMOA se poursuivra (il en existe déjà un pour le corridor Abidjan-Lagos soutenu par le projet-VIH/SIDA), avec le concours de l'office NCTTCA dans le corridor Nord, avec la SADC dans le corridor Nord-Sud, l'IGAD dans le corridor Djibouti-Éthiopie, et avec la CEMAC/CICOS en Afrique centrale.
- c) *Sûreté portuaire* : le programme appuiera la réalisation d'audits de sûreté portuaire conformément aux programmes établis par les associations sous-régionales de gestion des ports.
- d) *Harmonisation de la législation concernant la réglementation transfrontalière* : outre la mise à jour du traité du corridor Nord, le Programme appuiera les initiatives pilotes de postes frontières en cours dans les différentes sous-régions.
- e) *Sécurité routière* : le programme convertira le manuel de la sécurité routière de la SADC en un manuel conçu pour les corridors et adapté aux particularités de chaque corridor.
- f) *Plan d'action et programme de travail 2006 du CCT* : en fonction des progrès accomplis jusqu'ici et des demandes complémentaires d'aide exprimées au cours de la réunion, le plan d'action a été actualisé, et constitue dès lors la description prévisionnelle des activités du programme de travail 2006. La réunion a convenu que le CCT devait se réunir deux fois par an pour assurer le suivi de l'exécution, i) une première fois dès le début de l'année, autour de février 2006, pour confirmer sa décision d'intégrer les nouvelles mesures arrêtées et pour finaliser les modalités d'exécution, notamment les demandes soumises au Programme, et ii) la seconde fois, en milieu d'année, pour suivre les progrès accomplis et modifier en conséquence les objectifs annuels, avant la réunion annuelle du programme.

6. FINANCEMENT ET GESTION DE LA ROUTE

6.1. Questions abordées

Les principales questions qui sous-tendent l'amélioration ou les insuffisances du financement durable et de la gestion efficace du secteur routier en Afrique subsaharienne ont été débattues au cours des séances consacrées à la thématique FGR. Ces questions ont porté sur : la création d'associations sectorielles, la perception que les routes rurales sont négligées, les obstacles à une meilleure utilisation des outils de gestion de la route, la construction de routes revêtues à faible trafic, et les voies et moyens d'accroître la participation du secteur privé ainsi que son efficacité. Les discussions ont globalement confirmé les orientations données au plan de travail et à son contenu mais en mettant l'accent sur la gestion des réseaux routiers, le développement institutionnel et le renforcement des capacités. Les parties prenantes ont procédé à un diagnostic des questions qui se posent dans ces domaines et ont identifiés les actions à examiner dans le cadre du programme de travail 2006 du SSATP.

6.2. Participants

La séance conjointe FGR/STA a attiré une cinquantaine de parties prenantes appartenant à des ministères des transports et des travaux publics, des agences routières, des fonds routiers, des offices de transport urbain (CETUD, LAMATA et AGETU) et du secteur privé ; soit au total 24 pays membres représentés dont le Mali, pays hôte. Nombre de partenaires techniques et d'organisations internationales ont aussi participé activement aux discussions (IFRTD, SITRASS et l'Institut agréé de la logistique et des transports). Une représentante du groupe Femmes et transport a pris part aux travaux préparatoires.

6.3. Programme et déroulement de la réunion

Les réunions préparatoires des 12 et 13 novembre ont permis de dresser le bilan du plan de travail 2005, préparé à l'avance par les équipes thématiques du SSATP FGR/STA et d'identifier les défis à relever pour renforcer la mise en oeuvre et les résultats du PDLT.

L'exposé reprenant les résultats accomplis dans le cadre du programme de travail 2005 a été suivi de la présentation des premiers résultats de l'étude institutionnelle et juridique, et de l'évaluation de la performance des fonds routiers et des agences routières. Au cours des séances préparatoires, l'Association des organismes routiers nationaux de l'Afrique australe (ASANRA) comme l'Association des fonds d'entretien routier africains (ARMFA) ont passé en revue leurs programmes de travail et les actions entreprises pour atteindre leurs objectifs.

Tout au long des sessions thématiques, des exposés mettant en exergue certains problèmes ou abordant de nouvelles évolutions ont été présentés, suivis d'exercices où les participants avaient pour

tâche de cerner les faiblesses et problèmes d'importance, ce qu'il y a lieu de faire et par qui. Les participants ont identifié un certain nombre de sujets lors des séances préparatoires, qui ont été présentés et débattus en plénière le lundi 14 novembre.

Les participants ont consacré les travaux du 15 novembre à la formulation des messages et observations à transmettre aux ministres le mercredi 16 novembre, et défini le contenu principal du programme de travail 2006 présenté à la séance plénière du 17 novembre.

Une séance spéciale organisée dans l'après-midi du 17 novembre a permis d'informer les participants des conclusions préliminaires issues de l'étude sur les outils de gestion des routes et du Guide des routes revêtues à faible circulation, ainsi que des résultats de son application dans la région de l'Afrique australe.

6.4. Résultats

À la lumière de ces débats et des remarques exprimées à l'occasion d'autres réunions et des discussions en plénières, un consensus s'est nettement dégagé en faveur des actions suivantes :

1) Accélérer les mesures permettant une gestion plus efficace de la route

Les **gouvernements** doivent se concentrer davantage sur la création d'agences routières autonomes et accorder une plus grande autonomie à celles qui existent déjà, définir clairement les rôles et compétences des ministères, des conseils routiers, des fonds routiers et des agences routières. Les gouvernements respectifs doivent par ailleurs s'assurer qu'une politique du secteur routier en conformité avec le DSRP est élaborée sous la tutelle d'un ministère, et doivent renforcer les capacités du secteur privé local, grâce par exemple à des marchés d'entretien par niveaux de service qui transfèrent une partie des responsabilités de gestion au secteur privé.

Les **associations régionales du secteur** doivent définir les modèles et les indicateurs appropriés pour évaluer la performance des réseaux et des agences routières, tout en renforçant la coordination interrégionale entre les associations du secteur elles-mêmes. Les **agences routières** doivent consolider les bases de données routières et améliorer la capacité de gestion des conseils routiers et des agences routières à l'aide par exemple de manuels et de procédures. Ces agences auraient besoin de procéder régulièrement à des audits internes, de confier les travaux routiers à des entreprises, de promouvoir des technologies appropriées et faire en sorte que la planification et la programmation des travaux routiers répondent bien aux besoins des usagers, en particulier des femmes et des enfants.

2) Maintenir le cap sur les fonds routiers de deuxième génération

Les **gouvernements** devraient reconnaître le besoin d'ajuster les redevances d'usage sur une base annuelle jusqu'à ce qu'elles permettent de financer les besoins d'entretien routier ; ils doivent aussi diversifier ces redevances comme de besoin et adopter la législation nécessaire au financement durable de l'entretien routier. L'**Union africaine** et l'**Association des fonds d'entretien routier africains** (AFERA) devraient organiser une réunion de haut niveau avec les ministres des finances et

des travaux publics, les responsables des conseils des fonds routiers dans l'objectif de travailler collectivement pour mieux comprendre et mettre en application des réformes du secteur routier en conformité avec les principes des fonds routiers de deuxième génération. L'AFERA et les **conseils des fonds routiers** auraient intérêt à améliorer la communication avec les usagers et les responsables politiques par les médias, et s'assurer que les audits techniques et financiers sont entrepris et publiés régulièrement. Il faudrait également renforcer la capacité des membres des conseils de fonds routiers et déterminer les indicateurs de performance et d'impact des fonds routiers.

En vue du forum ministériel, les participants du groupe FGR ont noté que *la création de 24 fonds routiers et de 12 agences routières a amélioré la mobilisation et la gestion des ressources consacrées à l'entretien routier. Toutefois, la réponse du secteur routier reste en deçà des efforts de lutte contre la pauvreté, car les routes ne desservent toujours pas les services de base et ne facilitent pas le transport des personnes et biens à la demande des populations.* Sur la base de ces observations, les messages clés ci-après ont été transmis aux ministres :

1) Créer des institutions efficaces et transparentes en poursuivant la mise en place de fonds routiers dotés d'une autonomie financière et de gestion dans les 27 pays restants de l'Afrique subsaharienne, et en renforçant la participation du secteur privé dans les conseils des fonds routiers. La création d'agences routières dotées d'une autonomie financière et de gestion dans les 38 pays restants de l'Afrique subsaharienne doit être poursuivie et une plus grande autonomie doit être accordée aux 12 agences existantes. Les capacités des ministères à élaborer des politiques et à suivre leur application doivent être renforcée.

2) Atteindre l'objectif de l'autofinancement de l'entretien routier par les pays de l'Afrique subsaharienne en relevant d'au moins 10 cents américains par litre de carburant le niveau des charges prélevées et en instituant d'autres redevances permettant de couvrir les frais d'entretien. Au moins 20 pour cent des ressources des fonds routiers doivent être affectés aux routes rurales.

3) Créer un environnement propice au développement du secteur privé dans la prestation des services routiers en encourageant les initiatives locales de renforcement des capacités des entreprises de travaux publics, et en favorisant l'institution de lois et de procédures de passation des marchés modernes.

4) Concevoir et mettre en œuvre des stratégies adaptées de transport rural en élaborant un programme permettant d'atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) relatifs au nouvel indicateur IDA14 de x pour cent de la population rurale vivant à deux kilomètres d'une route à viabilité permanente, et en encourageant la prestation des services de transport intermédiaires, renforçant de ce fait le pouvoir d'action des femmes.

Actions prioritaires de la thématique FGR en 2006

Sur la base des séances préparatoires et plénières, les participants du groupe FGR ont proposé que le programme de travail 2006 comprenne les actions suivantes.

<p>Gestion du réseau routier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réviser et élargir le modèle PAM d'évaluation de la performance des réseaux routiers - Organiser deux ateliers de formation des formateurs sur le modèle RED en Afrique de l'Est et de l'Ouest - Intégrer les bases de données routières aux outils de gestion routière - Préparer et diffuser des études de cas sur les routes revêtues à faible circulation - Évaluer l'impact de la police de la charge à l'essieu - Élaborer des directives pour la gestion des équipements routiers
<p>Amélioration du fonds routier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le partenariat SSATP/AFERA, en rapport notamment avec les indicateurs de performance et la matrice IGR - Finaliser l'analyse juridique, institutionnelle et de performance des fonds routiers - Passer en revue et identifier les exemples à suivre en matière de péage routier - Améliorer la transparence dans la gestion des fonds routiers
<p>Amélioration de la gestion de la route :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et officialiser le partenariat SSATP / associations interrégionales (ASANRA/AGEPAR) - Finaliser l'analyse juridique, institutionnel et de performance des agences routières - Identifier et diffuser les modèles à suivre d'accords entre organismes de financement et de prestation de services - Identifier et diffuser les modèles de manuels et de procédures adoptés par des agences routières, rapport et passation de marchés inclus - Mettre au point une matrice des indicateurs de performance des agences routières
<p>Renforcement des capacités et formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les cours FGR de Birmingham et de Paris - Consolider le programme régional anglophone basé à Nairobi et décentraliser le cours FGR de Paris à l'Afrique de l'Ouest et Centrale en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des membres du conseil des fonds routiers - Identifier les exemples à suivre de programmes de formation des PME - Créer une base de données sur les experts africains - Évaluer et renforcer les capacités locales de formation en Afrique subsaharienne - Publier des textes sur les conseils nationaux de bâtiment et de travaux public ainsi que les enseignements tirés de la privatisation de l'entretien routier - Concevoir un programme de formation pour les femmes à travers le réseau Femmes et transport et envisager des ateliers régionaux le cas échéant
<p>Appui direct aux pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aider les fonds routiers nouveaux ou anciens dans le cadre d'ateliers organisés dans les pays - Explorer la possibilité de tenir une réunion de haut niveau en vue de travailler collectivement à mieux comprendre et mettre en application des réformes du secteur routier en conformité avec les principes des fonds routiers de deuxième génération

7. SERVICES DE TRANSPORT ADAPTÉS

7.1. Questions abordées

Les discussions relatives aux services de transport adaptés (STA) ont porté sur les questions suivantes : i) organisation et réglementation des transports publics urbains dans les grands centres ; ii) introduction de systèmes de transport rapide par autobus dans les villes africaines ; iii) fourniture de services de transport en milieu rural ; et iv) revue des efforts passés de promotion des moyens de transport intermédiaires.

7.2. Participants

Environ 30 participants étaient présents aux sessions STA qui se sont tenues le mardi 15 novembre, parmi lesquels des anciens coordinateurs du Programme de transport en milieu rural (PTMR), le groupe de mobilité urbaine, des membres du SSATP, des consultants et des représentants de bailleurs de fonds et d'organisations telles que le SITRASS et LAMATA.

7.3. Programme et déroulement de la réunion

Le groupe STA n'a pas été en mesure de tenir les réunions préparatoires prévues durant le week-end du 12 au 13 novembre en raison de l'insuffisance du nombre de participants présents, qui ont dû se joindre à d'autres groupes). Toutefois, le mardi 15 novembre, une trentaine de participants ont pris part à des débats riches et fructueux sur les questions relatives aux services de transport urbain et rural.

Dans la matinée du mardi, deux exposés ont été présentés i) les résultats de l'étude sur l'organisation et la réglementation des transports publics urbains dans les grandes villes (Dakar, Douala, Nairobi et Kampala), présenté par Graham Gleeve ; et ii) les résultats préliminaires (sur le Ghana) de l'audit des efforts passés de promotion des moyens intermédiaires de transport dans divers pays, présenté par Farhad Ahmed, I.T. Transport Limited. Ces deux exposés étaient suivis chacun d'une séance de questions-réponses.

Après la pause-café, le groupe a procédé à la rédaction de messages relatifs à la prestation de services de transport devant être présentés le lendemain aux ministres.

Pendant la séance de l'après-midi, deux exposés ont été présentés respectivement: i) les résultats de l'étude sur les services de transport rural dans quatre pays (Burkina Faso, Cameroun, Tanzanie et Zambie), présenté par Paul Starkey ; et ii) la réforme du transport urbain à Dar es Salaam, Tanzanie, présenté par Reymond Mbilinyi, chef de projet, DART. Ces deux exposés étaient suivis chacun d'une séance de questions-réponses.

Les participants ont ensuite procédé à la préparation du programme de travail 2006 sur la base des exposés et des débats.

7.4. Résultats

i) Politiques recommandées aux ministres

Pour fournir des services de transport urbain et rural efficaces, abordables et sûrs, lesquels sont nécessaires à l'atteinte des Objectifs de développement pour le Millénaire, il est essentiel de :

- Reconnaître l'importance des moyens intermédiaires de transport (MIT) terrestres et fluviaux et de promouvoir un environnement propice à l'introduction, l'expansion et la diversification de technologies abordables soutenues par le secteur privé. Il faudrait envisager l'exemption des MIT de droits de douane et de TVA.
- Travailler avec les usagers et les associations pour convenir d'un service minimal, de sa fréquence et des normes, ainsi que des mécanismes pour y parvenir.
- Mettre en place des institutions autonomes et financièrement viables pour assurer la planification, la réglementation et le suivi des services et infrastructures de transport urbain.
- Dans la plupart des villes, l'essentiel de la demande de transport devra être satisfaite par les systèmes de transport public intégrés à d'autres modes de transport (marche/transport non motorisé/MIT). Dans cet objectif, il est nécessaire de promouvoir un système de transport par autobus viable en mettant l'accent sur le transport rapide.

ii) Programme de travail 2006

1. Organiser un **atelier bilingue sur le transport urbain** au cours du mois de mars/avril 2006, dans un lieu qui reste à déterminer, pour aborder les questions suivantes :
 - Analyser les **résultats des études** menées dans le cadre du programme de travail 2005 (et celle réalisée par le SITRASS sur les villes moyennes), tirer des enseignements sur les politiques et des conclusions sur la voie à suivre.
 - Revoir les exemples applicables et leurs défauts en vue d'introduire des **systèmes de transport en commun** à forte capacité dans les grandes villes.
2. Réaliser une étude modeste pour examiner l'impact de l'accroissement rapide escompté de la motorisation et notamment l'accroissement du nombre de **motocyclettes** dans les villes africaines.
3. Organiser conjointement avec le FITRD un **atelier bilingue sur le transport rural** au cours du mois de mars/avril 2006, dans un lieu qui reste à déterminer, pour aborder les questions suivantes :
 - Examiner les **résultats** du programme de travail 2005 du SSATP, y compris ceux du PTMR, l'audit des MIT, l'étude sur les services de transport rural, ainsi que les étu-

des réalisées par le FITRD ou d'autres, et tirer des enseignements sur les politiques en recherchant la voie à suivre.

- Conclure les discussions sur la création de l'**Association pour le développement du transport rural en Afrique (ARTTA)**.
4. **Diffuser** les connaissances et les exemples de bonnes pratiques, y compris à partir de sources externes au SSATP, en français et en anglais.

8. GESTION DES DONNÉES ET INDICATEURS

8.1. Questions abordées

Le groupe de travail sur les indicateurs de transport s'est essentiellement concentré sur les difficultés d'engager les réformes nécessaires à l'amélioration du cadre institutionnel qui régit la gestion des données dans le secteur des transports.

Un séminaire tenu à Nairobi sur les indicateurs au cours du mois d'avril 2004 avait permis d'identifier le cadre institutionnel comme question à débattre au cours du deuxième cycle de collecte de données relatives au transport (2005-2006), mais, depuis lors, les pays participants ont très peu avancé sur ce plan. Un formulaire simple avait été conçu pour permettre une évaluation rapide du cadre institutionnel, mais seuls quelques pays l'utilisent en première phase de l'amélioration du cadre institutionnel existant.

Les séances portant sur la gestion des données et les indicateurs ont également permis de dresser l'état des lieux des activités dans chaque pays et d'actualiser le plan d'action pour le deuxième cycle de collecte de données.

8.2. Participants

Les représentants des 20 pays participants actuels ont été conviés à la réunion et 18 parmi eux ont pu prendre une part active dans la plupart des sessions de groupe de travail. Les participants étaient tous des points de contact actifs de l'initiative au sein de leurs ministères respectifs des transports et/ou des travaux publics (certains à la direction de la planification/du suivi et d'autres à la direction des routes/agences routières).

8.3. Programme et déroulement de la réunion

La réunion préparatoire tenue le samedi 12 novembre a permis de dresser le bilan des progrès du deuxième cycle de collecte de données initié au mois d'avril 2005, au cours du séminaire de Nairobi sur les indicateurs. Ce bilan a été repris de manière concise dans l'exposé présenté en séance plénière le lundi 14 novembre. L'une des difficultés recensées avait trait à la complexité des procédures de la Banque mondiale concernant la passation des marchés de services de consultants, aussi un bref exposé a-t-il été présenté et un débat concis mené sur ces procédures en vue de faciliter l'engagement de consultants à l'avenir.

Le mardi 15 novembre, la première partie de la matinée a été consacrée à la recherche d'un accord sur le message à porter à l'attention des ministres le mercredi. La seconde partie a servi à présenter la récente expérience du Lesotho qui a entamé le processus d'amélioration du cadre institutionnel de la gestion des données relatives au transport, lequel s'articule autour d'un nouveau système d'information géographique (SIG) basé sur l'Internet et fonctionnant à partir des données existan-

tes. Cet exposé a suscité un débat très intéressant du point de vue technique et financier sur la meilleure méthode à suivre pour entreprendre des réformes institutionnelles. L'après-midi du mardi a servi à faire une nouvelle planification de la phase restante du deuxième cycle de collecte.

Dans l'après-midi du jeudi, une brève séance de travail a été organisée pour débattre de la manière d'obtenir l'appui financier des bailleurs de fonds en vue de financer les activités requises pour mettre en place une gestion saine des données relatives au transport.

8.4. Résultats

Au terme des débats au sein du groupe et compte tenu de l'état des activités du deuxième cycle dans chaque pays, il a été convenu de fixer au 28 février 2006 le délai de transmission des résultats finaux liés au deuxième cycle de collecte de données pour tous les pays participants.

Le prochain atelier au cours duquel ces résultats seront validés pourrait être programmé pour fin avril/début mai 2006. Avant la tenue dudit atelier, chaque pays devra produire un document de projet pour la mise en œuvre du cadre institutionnel de la gestion des données relatives au transport. Comme en 2005, cet atelier constituera l'occasion de passer en revue les données secondaires et séries d'indicateurs et leurs définitions et d'élaborer le plan de travail du troisième cycle.

L'objectif du prochain cycle consistera à réaliser une avancée majeure vers l'amélioration du système de gestion des données relatives au transport au niveau national. Des efforts importants devront être déployés pour rechercher des financements auprès des bailleurs de fonds.

La réunion annuelle du SSATP a permis de prendre en compte l'engagement des ministres à soutenir l'amélioration du cadre de suivi du transport en vue de produire des politiques sectorielles adaptées consignées par écrit.

Cette réunion a en outre donné l'occasion au Swaziland de formuler son vœu de rejoindre le groupe de travail sur les indicateurs. Il a été convenu que cela se ferait au cours du troisième cycle et le Swaziland commencera par prendre part au prochain atelier du groupe de travail qui se tiendra à la mi-2006.

9. SÉCURITÉ ROUTIÈRE

9.1. Questions abordées

Les séances thématiques sur la sécurité routière étaient à la fois rétrospectives et prospectives. Les questions suivantes ont été abordées pendant les séances préparatoires du week-end :

- Quelle est la situation actuelle de la sécurité routière dans les pays membres du SSATP ?
- Quels sont les enseignements tirés des bonnes pratiques existantes en matière de sécurité routière pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies efficaces relatives à la sécurité routière dans les pays membres du SSATP ?
- Comment accorder plus d'importance aux stratégies de sécurité routière dans la politique nationale et régionale et mettre à disposition davantage de ressources ?
- Comment s'assurer d'un soutien de haut niveau pour renforcer les stratégies de sécurité routière ? Qui doit-on influencer, et comment ?
- Quel rôle le SSATP joue-t-il, en plus de celui des partenaires, pour aider les pays à améliorer la sécurité routière ?
- Quel est le volume de travail qui a été réalisé dans le cadre du programme de 2005 ?

Les débats ont porté sur le manque de sécurité routière dans les pays membres, et il a été reconnu que beaucoup restait à faire, notamment en ce qui concerne l'affectation des ressources, les capacités, les données et le cadre institutionnel. Cependant, il existe de bons exemples qui méritent d'être diffusés et reproduits ailleurs. Compte tenu de la nature multisectorielle de la sécurité routière, une forte coordination des différentes parties prenantes s'impose. L'impact sur la réduction des accidents de la route et le renforcement de la sécurité routière serait faible sans un appui de haut niveau et une participation active des parties prenantes. Les débats étaient riches, variés et particulièrement constructifs dans la mesure où les questions étaient débattues sous différents angles.

Le groupe sur la sécurité routière s'est également rencontré le mardi 15 novembre en vue de préparer les messages clés à porter à l'attention des ministres des transports présents à la réunion.

Au cours des débats sur la sécurité routière qui ont eu lieu lors de la réunion annuelle du SSATP tenue à Addis Abeba en 2004, deux thèmes majeurs avaient été identifiés : la diffusion des bonnes pratiques et la conception et la mise en œuvre des politiques. Le programme de travail de 2006 sur la sécurité routière consistera à poursuivre les efforts de 2005, assorti de quelques modifications.

9.2. Participants

Les participants travaillant sur la sécurité routière représentaient plus de 15 pays anglophones et francophones, et parmi eux figuraient diverses parties prenantes dont les présidents de conseil de la sécurité routière, de hauts responsables de la prévention routière, des partenaires, des chercheurs, des agents d'exécution, des représentants du secteur privé, de la société civile et d'associations de femmes et des responsables politiques.

En raison de la nature transversale de la sécurité routière, il n'a pas été possible pour toutes les parties prenantes de participer aux travaux de ce groupe dans la mesure où elles devaient prendre part à d'autres séances thématiques. Les participants ont largement reconnu que ce groupe devrait collaborer avec les autres groupes thématiques en vue de mettre en œuvre un bon programme de travail.

Le SSATP mettra en place un réseau d'agents de la prévention routière sélectionnés parmi les participants ayant pris part aux séances de travail. Ces personnes deviendront les premiers agents de coordination de la sécurité routière dans les pays membres du SSATP. Ce groupe sera élargi aux parties prenantes concernées afin de s'assurer de leur implication effective dans les travaux sur la sécurité routière.

9.3. Programme et déroulement de la réunion

Les participants ont été identifiés après discussion avec des collègues de la Banque mondiale et les coordinateurs nationaux du SSATP. L'équipe du SSATP chargée de la sécurité routière a débattu des résultats attendus des séances de travail avec l'équipe de facilitateurs qui a permis de clarifier et de rationaliser le programme de ces séances.

Les travaux préparatoires du week-end ont débuté par de brefs exposés sur des expériences jugées intéressantes et à partager, et montrant clairement que bon nombre d'initiatives étaient en cours ou envisagées, en particulier par le GRSP, le CSIR, l'UEMOA et une initiative du secteur privé dirigée par Chevron. Un film promotionnel du FIA intitulé « Penser global » a clôturé les exposés. Une synthèse de la matrice du questionnaire sur la sécurité routière a été présentée, laquelle reposait sur l'enquête réalisée à partir du questionnaire. Cette synthèse présente une vue instantanée de la sécurité routière dans cinq pays qui avaient rempli le questionnaire avant la réunion annuelle. La collecte des réponses au questionnaire des autres pays est en cours. L'analyse des résultats sera diffusée au retour du questionnaire.

Les débats qui ont suivi ont été marqués par une forte participation, les membres de l'équipe du SSATP restant en retrait et n'intervenant qu'aux fins de facilitation le cas échéant. Le facilitateur a animé les séances de travail et suscité la recherche des mesures à prendre ; elles ont du reste été arrêtées de manière consensuelle afin de parvenir à un résultat unifié et consolidé.

La séance de mardi reposait sur la même formule que celles de samedi et de dimanche, conduite par les participants eux-mêmes et facilitée par les membres de l'équipe du SSATP. Cette séance avait pour objet la conception d'un message concis et précis à adresser aux ministres, soulignant les questions prioritaires et l'engagement attendu.

9.4. Résultats

Les séances de 2005 sur la sécurité routière ont conforté les conclusions retenues en 2004. En effet, parce que la sécurité routière constitue une priorité croissante pour l'Afrique subsaharienne, il faut lui accorder toute l'importance qu'elle mérite compte tenu de l'ampleur du problème. La faiblesse

des institutions contribue considérablement à aggraver les problèmes relatifs à la sécurité routière en Afrique subsaharienne, et le SSATP dispose d'un avantage comparatif pour aider à définir et diriger un programme à cet effet.

Les principaux résultats des travaux du groupe thématique sur la sécurité routière sont les suivants :

Séance du week-end :

- *Ampleur du problème* : coût annuel estimatif des accidents de la route : 1 à 2 pourcent du PNB, soit 3,7 milliards de dollars ; les accidents affectant des piétons et des passagers de transports en commun constituent la principale préoccupation en Afrique ; la Région Afrique de l'OMS a enregistré le taux de mortalité le plus élevé en 2002, soit 28,3/100 000 personnes et 4 pourcent des véhicules, pour un taux de décès global de 10 pourcent.
- *Principales questions identifiées* : contraintes liées aux capacités, gestion de la vitesse, mise en application et sécurité des piétons. Des questions présentées en faisant état des problèmes et en proposant des interventions.
- *Recommandations prioritaires du SSATP* : élaboration d'un cadre de politique élargi africain en matière de sécurité routière ; conception et distribution de supports sur les bonnes pratiques ; harmonisation aux niveaux régional et sous-régional des normes et réglementations ; assistance dans la mise en œuvre des plans d'action des pays pilotes et promotion de la sécurité routière dans les pays membres.
- *Partenaires du SSATP* : compte tenu de la nature transversale de la sécurité routière, il est nécessaire d'établir de fermes partenariats internes au sein du SSATP et avec les thématiques gestion des données et indicateurs, GFR, TIR et STA, mais aussi en créant des partenariats externes avec des regroupements économiques régionaux, des instituts de recherche africains, des associations régionales, le GRSP, l'AIPCR, le SITRASS, l'ISTED, le FIA, la société civile, les ONG et le secteur privé.

Messages clés adressés aux ministres :

1. D'après les prévisions de l'OMS, les accidents de la route constitueront la troisième cause de décès à l'horizon 2020. L'on estime à 1 à 2 pourcent du PIB le coût des accidents et décès. Les ministres des transports (avril 2005) et les pays membres de l'ONU (2004, 2005) ont pris l'engagement de réduire le nombre d'accidents de la route.
2. Il est nécessaire pour les pays de faire de la sécurité routière une question socio-économique prioritaire.
3. Il convient de promouvoir une approche multisectorielle, globale et intégrée de la sécurité routière. Il est capital de créer un organisme indépendant chargé de la sécurité routière, avec pour responsabilité la coordination, le suivi et l'évaluation ainsi que les actions de promotion.

4. Il est impératif de prendre un engagement à assurer un financement durable de la sécurité routière pour parvenir à une baisse subséquente du nombre d'accidents de la route. Le SSATP fournira son appui à la formulation des politiques le cas échéant.

Mesures prioritaires à mettre en œuvre en 2006 dans le cadre des travaux du SSATP sur la sécurité routière :

	Mesure	Responsabilité
1	Publier un bulletin SR et recenser les bonnes pratiques	SSATP, Partenaires, personnes chargées de la coordination
2	Promouvoir la sécurité routière et en élaborer les normes	SSATP, UEMOA (CER)
3	Soutenir la diffusion des connaissances et la promotion en matière de sécurité routière	SSATP, GRSP, CER, personnes chargées de la coordination
4	Harmoniser les réglementations et normes communes	SSATP, CER, CSIR, personnes chargées de la coordination
5	Examiner et élaborer des politiques de sécurité routière	SSATP, GRSP, CER, personnes chargées de la coordination
6	Soutenir la mise en œuvre des activités dans les pays (pilotes)	SSATP, SITRASS, ISTEAD, INRETS, UEMOA

10. COORDINATION SSATP AU NIVEAU NATIONAL

10.1. Questions abordées

La session sur la coordination SSATP avait pour principal objectif de consolider la fonction de coordination dans l'objectif de renforcer la mise en œuvre du PDLT. L'intention était d'expliquer en quoi cette fonction était importante et comment elle devait opérer. Ce travail a permis d'aborder les problèmes à régler, ses principales attributions et les conditions de sa mise en place.

10.2. Participants

Le groupe réunissant une vingtaine de 20 personnes était essentiellement composés de coordinateurs nationaux, de chargés de liaison et de hauts responsables au rang de directeur provenant de ministères responsables des politiques de transport. Les pays représentés étaient : l'Angola, le Cameroun, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, le Malawi, le Niger, l'Ouganda, la RDC, la République du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

10.3. Programme et déroulement de la réunion

Le renforcement de la coordination du SSATP au niveau national a été identifié comme résultat clé au cours de la retraite de planification de la réunion annuelle qui s'est tenue en Belgique au mois de septembre et au cours de laquelle le cadre de résolution de cette question a été défini. Suite à cette retraite, il a été demandé aux pays membres du SSATP de préparer des rapports nationaux dont les synthèses ont servi de contribution aux séances de la réunion annuelle.

Un atelier préparatoire sur la coordination nationale du SSATP s'est déroulé le dimanche 13 novembre. Il a débuté par un exposé des principales questions et réalisations des fonctions de coordination s'inspirant des rapports nationaux. Les difficultés à prévoir, les principales attributions de cette fonction et sa mise en place, de même que les réalisations des pays, les exemples à suivre et par la suite le renforcement de cette fonction ont été au centre des débats. Les participants se sont mis d'accord pour présenter leur exposé en séance plénière le lundi 14 novembre (voir l'Annexe 9 pour la présentation sur PowerPoint) et ont désigné leur rapporteur.

Le mardi 15 novembre, la session a porté sur les messages à adresser aux ministres et sur le programme de travail 2006.

10.4. Résultats

Les débats sur la coordination du SSATP au niveau national ont permis d'identifier les principales difficultés à surmonter, le rôle central de cette fonction, les conditions de sa mise en place et son éventuel renforcement.

Principales difficultés

- Manque de fonds pour la diffusion, la conduite et la gestion des activités du SSATP
- Adoption des initiatives du SSATP et désignation des agents de coordination pour assurer leur suivi
- Renforcement de la fonction de coordination pour gérer les activités sans cesse croissantes du SSATP
- Contraintes liées aux capacités de mise en œuvre et aux financements pour la réalisation des programmes de développement
- Rehaussement du profil des coordinateurs nationaux

Rôle central de la fonction de coordination

« Engager et promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politique de transport en adéquation avec les politiques recommandées » :

- Promouvoir la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes de transport cohérents dont la finalité serait la réduction de la pauvreté et la croissance
- Jouer le rôle de principal instrument de diffusion des savoir-faire du SSATP
- Constituer un réseau/une coordination avec les administrations et parties prenantes
- Participer à la promotion et à la facilitation de la recherche-développement en matière de politiques et de transfert des technologies
- Prendre part au processus d'élaboration et de suivi des indicateurs de performance du secteur des transports
- Prendre part aux activités de coordination des bailleurs de fonds
- Participer à la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre des programmes sectoriels.
- Promouvoir des stratégies qui assurent la fourniture de services de transport régionaux et de transit efficaces et la facilitation des échanges
- Promouvoir les questions transversales de nature à favoriser l'intégration (parité homme-femme, sécurité routière, emploi, environnement, etc.) dans le secteur
- Soutenir les initiatives de renforcement des capacités d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de transport, y compris le renforcement des capacités institutionnelles

Mise en place de la fonction de coordination

- Un cadre d'intervention constitué d'un coordinateur désigné par le département ministériel en charge des politiques de transport et d'un groupe consultatif sur les politiques de transport composé des parties prenantes clés ; chaque pays désignant des membres supplémentaires devant former cette équipe, en fonction des réalités nationales respectives et des résultats visés
- Les pays sont principalement responsables du financement des fonctions tandis que le SSATP fournit son appui le cas échéant

Renforcement de la fonction de coordination et amélioration de la mise en œuvre du PDLT

- Le SSATP devra mobiliser les pays, en leur demandant de veiller à ce que la fonction de coordination soit mise en place et fonctionne normalement

- Le SSATP devra satisfaire aux besoins des pays
- Des rapports et des retours d'information devront être transmis au SSATP tous les trimestres
- Une ligne budgétaire destinée à la fonction de coordination devra être incluse dans le budget annuel
- Le partage des données d'expérience sur les pratiques de coordination devra avoir lieu
- Il faudra s'assurer du soutien et de l'engagement des responsables politiques en faveur de la mise en œuvre des politiques

Les principaux résultats de la séance sur la coordination du SSATP portaient sur le message à adresser aux ministres et sur les activités prioritaires du programme de travail 2006.

Message adressé aux ministres

Le message adressé aux ministres préconisait :

- un appui continu des fonctions de coordination
- la mise en place et le renforcement des fonctions de coordination au niveau national
- la mise en place d'un mécanisme de financement de la coordination

Programme de travail 2006

Les activités prioritaires recensées par les coordinateurs du SSATP pour 2006 sont les suivantes :

Activités	Objectifs	Résultats	Délai	Organisme d'exécution
Mise en place de la coordination (désignation du coordinateur national, des coordinateurs thématiques et du groupe consultatif sur les politiques des transports)	Renforcer la fonction de coordination du SSATP au niveau national	Désignation des coordinateurs du SSATP dans chaque pays membre	Fin mars 2006	Ministère en charge des transports
Définir les indicateurs nationaux pour mesurer la performance de la coordination du SSATP	Finaliser les lignes directrices de la coordination du SSATP.	Lignes directrices de la fonction de coordination du SSATP	Avril 2006	Coordinateur
Atelier de sensibilisation et de diffusion	Procéder au lancement de la coordination et élaborer un plan d'action national.	Plans d'action nationaux prenant en compte les principales recommandations de chaque groupe thématique.	Mai 2006	Coordinateur
Définition des indicateurs de la coordination du SSATP et atelier régional d'examen à mi-parcours (Nairobi)	Examiner les progrès à mi-parcours et mettre en place un cadre de mesure de la performance du SSATP.	Rapport sur l'état d'avancement à mi-parcours et indicateurs de performance de la coordination du SSATP.	Juin 2006	SSATP

11. TABLES RONDES – VISIONS ET DÉFIS EN PERSPECTIVE

11.1. Visions du transport en Afrique

Le lundi 14 novembre, après la pause-café de l'après-midi, les participants ont interrompu leurs travaux thématiques pour prendre part à la première des trois tables rondes programmées. Chaque groupe thématique a désigné une femme et un homme pour présenter brièvement leur vision personnelle de l'avenir du transport en Afrique.

Présidée par M. Mizengo Pinda (vice-ministre au bureau du Vice-président de la Tanzanie) cette table ronde était composée des membres suivants : M. Mory Kante, Mme Edorh Kayikpoe, Dr. Charles Kunaka, Mme Darie-Claude Backe, Mme Josephine Mwankusye et M. Boubacar Barry.

Les opinions exprimées très variées comportaient les visions suivantes :

- Système de transport multimodal totalement intégré, à des tarifs abordables et exploitant les éléments naturels tels que les fleuves et les lacs.
- Les femmes ont la possibilité de jouer un rôle véritable dans la prestation de service de transport sans discrimination de la part des hommes qui dominent le secteur.
- Améliorer les mécanismes de partenariat entre le secteur public et privé pour la prestation des services de transport
- Développer des systèmes de transport qui facilitent l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés nationaux, régionaux et internationaux.
- Exploiter les occasions offertes par les diverses initiatives continentales et internationales de développement des infrastructures, notamment les infrastructures de transport en Afrique.

11.2. Transfert du SSATP en Afrique

L'un des cinq principaux objectifs du Plan de développement à long terme est de faire en sorte que le SSATP devienne un Programme de plus en plus piloté par les Africains. Cette question a été débattue dans le cadre d'une table ronde organisée le mardi 15 novembre. Le panel était **présidé** par le Dr. Charles KUNAKA de la SADC (prochainement Coordinateur régional du SSATP pour l'Afrique de l'Est et australe). Les autres **membres du panel** étaient : M. Godwin Punungwe (NEPAD), Madame Mamoketsi Ntho (Université nationale du Lesotho), M. C. Sanjivi Rajasingham (Banque mondiale) et M. Bruce Thompson (Commission européenne).

Résultats des débats

Ces débats ont révélé une réelle divergence de vues entre i) ceux qui pensent que les dispositions actuelles couplées à la tendance à créer en Afrique plus de postes au sein de l'équipe de gestion du

SSATP doivent être maintenues et ii) ceux qui estiment que l'équipe de gestion devrait être transférée en Afrique.

Un consensus s'est dégagé sur le fait que l'examen stratégique du SSATP prévu pour 2006 devrait étudier cette question dans le cadre des travaux d'évaluation du PDLT.

Les débats

Les débats étaient axés sur les questions clés suivantes :

- Les dispositions actuelles répondent-elles efficacement aux aspirations des partenaires et institutions de l'Afrique subsaharienne ?
- Le responsable du programme devrait-il être basé en Afrique ?
- Les dispositions actuelles assurent-elles cohérence et alignement des politiques entre les pays partenaires et les programmes de politiques de la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement ?

Arguments en faveur du transfert de la gestion en Afrique :

- Le SSATP est un partenariat sous-régional et son appropriation par les pays partenaires et les institutions serait renforcée par un transfert vers l'Afrique.
- Les modalités de gestion du programme ne peuvent être viables que si les capacités africaines sont développées et mobilisées pour servir un programme basé en Afrique.
- L'appropriation du SSATP sera compromise par l'établissement de l'équipe dirigeante hors de l'Afrique.

Arguments en faveur du maintien des dispositions actuelles :

- La Banque mondiale, avec l'accord des bailleurs de fonds, déploie des ressources humaines, financières, administratives et techniques pour servir le programme, lesquelles sont essentielles à son efficacité.
- La synergie entre le programme et les opérations de prêt de la Banque mondiale, notamment dans le domaine des accords sur des politiques sectorielles saines, constitue un moyen efficace de promouvoir <http://amlat.oneworld.net/guides/algeria/development> mouvoir des approches cohérentes d'élaboration de politiques au sein de la communauté des bailleurs de fonds.

Points de convergence généraux

i) Concernant le renforcement du rôle des parties prenantes africaines dans le programme :

- Le SSATP constitue un instrument clé d'élaboration de politiques de l'UA/NEPAD.
- Les principes d'élaboration de politiques préconisés par le SSATP sont en cours d'intégration aux niveaux national et régional.
- Le rôle du transport dans la lutte contre la pauvreté se précise grâce au SSATP.
- Davantage d'africains sont recrutés pour faire partie de l'équipe du Programme.

- ii) Les aspects relatifs au partenariat et aux relations avec les bailleurs de fonds :
- Le SSATP n'est pas une institution, mais un partenariat international composé de pays membres, d'institutions, de partenaires de développement et d'acteurs du secteur des transports opérant à travers l'Afrique subsaharienne.
 - Le SSATP assure la promotion d'approches participatives à l'élaboration de politiques adaptées à un certain nombre de programmes de bailleurs de fonds exécutés en Afrique subsaharienne.
 - D'importants avantages opérationnels sont tirés des rapports actuels avec la Banque mondiale.

11.3. Nouveaux défis pour l'infrastructure et appui des bailleurs de fonds

Les engagements récents des bailleurs de fonds en faveur de l'accroissement de l'appui à l'infrastructure et au transport en Afrique étaient au coeur des travaux d'une table ronde organisée dans l'après-midi du mercredi 16 novembre. Cette table ronde présidée par M. Patrick Achi, Ministre de l'Infrastructure économique de la Côte d'Ivoire, avait pour but d'informer les participants sur les nouvelles opportunités, de déterminer comment les engagements à la réduction de la pauvreté et à l'efficacité de l'aide sont pris en compte, et de permettre aux pays africains et aux partenaires de faire face aux nouveaux défis. Comme l'a relevé le M. Achi en introduction, l'année 2005 a été marquée par la publication de deux rapports de haut niveau (le Projet objectifs du Millénaire et la Commission pour l'Afrique de la Grande Bretagne) qui préconisent un accroissement massif de l'appui à l'Afrique subsaharienne, y compris à l'infrastructure et au transport. Conformément aux engagements pris à Paris sur l'efficacité de l'aide, ces deux rapports prônent de nouvelles voies pour apporter cet appui, en mettant l'accent sur les prises de décisions sous l'impulsion des pays (en d'autres termes, le maintien des anciennes pratiques n'est pas une option). Plus tard en 2005, la rhétorique émanant du sommet du G8 semblait indiquer qu'il y aurait un accroissement substantiel de l'appui. Par conséquent, cette table ronde avait pour objet de clarifier ce nouvel appui et la manière dont les pays membres et les partenaires du SSATP seraient pris en compte.

De hauts représentants de la Banque mondiale (M. Michel Wormser), de la Commission européenne (M. Bruce Thompson) et du Département pour le développement international du Royaume-Uni (M. Ian Curtis) ont ouvert les débats en présentant les grandes lignes des plans actuels d'accroissement des fonds pour l'infrastructure et le transport en Afrique.

- La Banque mondiale envisage un relèvement important de l'appui (bien que des chiffres spécifiques ne soient pas disponibles), en mettant l'accent sur la croissance, l'évaluation des résultats et le renforcement des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds (BAfD, UE) et au niveau national. Les financements, a relevé M. Michel Wormser, seront fonction des programmes menés par les pays et basés sur une approche complètement sectorielle, et intégreront l'entretien des infrastructures et le rôle du secteur privé.
- L'Union européenne qui propose une enveloppe d'investissements lourds et légers en mettant l'accent spécifiquement sur l'Afrique (à travers le partenariat UE-Afrique), vise à contribuer à atteindre les ODM et à accroître l'efficacité de l'aide. Cette enveloppe qui ré-

pond au Plan d'action à court terme du NEPAD vise à créer une « Afrique sans frontières » en appuyant des programmes qui facilitent l'« inter-connectivité » au niveau régional (routes, chemins de fer, voies maritimes, ports et aéroports) ainsi que les programmes relatifs à l'eau, à l'énergie et aux technologies de l'information et de la communication. Les pays qui pratiquent la bonne gouvernance, appliquent des politiques saines et mettent en œuvre des programmes sectoriels cohérents seront, d'après M. Bruce Thompson, en bonne posture pour bénéficier d'un appui à grande échelle.

- La réponse de la Grande-Bretagne, telle que présentée par M. Ian Curtis du DFID, est d'établir un consortium infrastructurel, qui ne sera pas un organisme de financement, mais plutôt un « espace de courtage » qui identifie les projets prioritaires et les fonds de contrepartie et place « plus d'informations sur le marché ». Pour s'assurer que les priorités sont fixées par l'Afrique, M. Curtis s'en est référé à l'importance des procédures et stratégies définies dans les DSRP et a déclaré que le consortium travaillera en étroite collaboration avec le NEPAD et la BAD.

Durant les débats qui ont suivi, de nombreuses questions et préoccupations ont été soulevées par les ministres et participants qui ont mis en exergue la nécessité de tirer des enseignements des expériences actuelles et d'améliorer la détermination des objectifs et la performance de l'appui futur dans nombre de domaines importants :

Délais : il est essentiel de réduire les délais actuels de préparation des projets et de négocier et obtenir des fonds ou des crédits (trois ans et plus...).

Conditions : si les résultats passés devraient constituer l'un des critères pour bénéficier de l'appui, alors les règles doivent être simplifiées de sorte à permettre aux pays bénéficiaires de produire les résultats attendus (par exemple, ne pas insister sur l'offre la moins disante, surtout lorsque l'expérience indique que cette offre n'est pas la meilleure et entraînera des problèmes de livraison et des retards dans l'achèvement du projet). Les conditions doivent être adaptées aux situations spécifiques des pays (pays sortant d'un conflit par exemple). Si des réformes sont requises, le mieux est de faire appel aux pratiques exemplaires, reposer sur des principes de bonne gouvernance et tenir compte de la capacité à mettre en œuvre des réformes.

Impact sur la pauvreté : il est nécessaire de mettre de plus en plus l'accent sur la réduction de la pauvreté. Ce qui veut dire, veiller à ce que les plans sociaux soient en place avant de procéder à une quelconque restructuration et licenciements et placer la réalisation des ODM et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté au premier plan. Les pays et les bailleurs de fonds doivent mettre l'accent sur des stratégies et des plans adaptés et placés au centre du dialogue et de la prise de décision. Une place plus importante doit être accordée au transport dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, aux côtés de l'éducation et de la santé. Dans la mesure où la réalisation des ODM requiert des investissements importants dans l'infrastructure rurale, celle-ci ne doit pas être lésée au profit de l'infrastructure régionale. Beaucoup plus de ressources que ne l'indiquent les nouvelles initiatives sont requises pour atteindre les ODM. L'investissement privé est important, mais on ne saurait s'y fier, et mettre un trop grand accent sur la privatisation comporte des risques économiques et sociaux (par exemple l'impact sur la fermeture de lignes ferroviaires dans les secteurs des mines et des forêts et l'emploi dans ces secteurs).

Autres ressources : l'incertitude qui entoure l'investissement financé par les bailleurs de fonds appelle le renforcement des marchés financiers nationaux et d'autres mesures telles que l'atténuation des risques, les garanties, etc. Il est nécessaire d'innover, de résoudre les problèmes au niveau local, en utilisant les ressources locales, et d'éliminer les dépenses inefficaces.

Implication des PME : les PME locales constituent un élément clé pour le développement du secteur des transports (infrastructure et services), mais elles n'ont pas la capacité financière ni l'accès aux financements (pour l'acquisition d'équipements par exemple) et sont mises sur la touche du fait de l'absence de transparence dans le processus d'appel d'offres. Il faudrait vivement encourager l'inclusion de l'appui aux PME et à l'industrie de construction locale dans les programmes du secteur des transports et le rattachement du développement du secteur privé aux programmes de transport/infrastructure. L'amélioration de la transparence dans le processus d'appel d'offres est capitale.

Transport ferroviaire et maritime : pendant des années, les pays africains ont souligné la nécessité du transport ferroviaire et de la navigation fluviale dans le cadre de l'intégration régionale et de la croissance, et les investissements futurs doivent accorder à ces sous-secteurs la priorité qui leur est due.

Capacités : il est nécessaire d'accroître les capacités des pays à absorber et gérer les fonds affectés aux projets. Les bailleurs de fonds doivent faire attention à ne pas s'engouffrer dans plus d'études, qui absorbent la capacité locale et entraînent parfois le double emploi, et mieux exploiter le savoir existant.

Intérêt régional et intérêt national : il est essentiel d'éviter d'agir d'une manière qui donnerait l'impression de s'écarter des stratégies nationales. Les priorités régionales peuvent en effet être très différentes d'un pays à un autre, aussi les intérêts régional et national doivent-ils être minutieusement évalués et équilibrés. Les stratégies de réduction de la pauvreté doivent rester la base essentielle du dialogue.

Les exposés et les débats ont clairement révélé que des éléments des plans et initiatives des bailleurs de fonds restent à clarifier et à diffuser, notamment les montants exacts qui seront mis à disposition, comment des liens seront établis avec les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et avec les ODM, et comment les principes d'efficacité de l'aide seront respectés. Un large consensus s'est dégagé sur le fait que le SSATP peut jouer un rôle important, en donnant forme au programme dans l'intérêt des pays africains et des partenaires, en permettant de partager les expériences et les pratiques recommandées, et en créant une synergie entre les partenaires de développement, les pays de l'Afrique subsaharienne et les CER. Au nombre des propositions formulées figuraient la mise en place de mécanismes de coordination des CER et l'organisation plus régulière de réunions ministérielles afin de faire valoir les vues des pays africains.

APPENDICE 1. LISTE DES PARTICIPANTS

S. E. M. Patrick Achi Ministre	Ministère des Infrastructures Economiques	Immeuble Postel 2001 Rue Lecoeur Plateau B. P. V6 - Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 20-347315 F: [+225] 20-213730 @: hachpat@aol.com
Mr. Freddy Addo-Abedi Chief Executive	TANROADS	3dr Floor Maktaba Complex Bibi Titi Mohamed Street P. O. Box 11364 - Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22-215-0932 F: [+255] 22-215-0022 @: addo.abedi@tanroads.org
Ms. Tawia Addo-Ashong Transport Specialist	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank Washington DC 20433 Washington, DC 20433 USA	T: [+1] F: [+1] 202 473 3038 @: taddoashong@worldbank.org
Mr. Getachew Adem Head of Department	Development Planning and Research Department Ministry of Finance and Economic Planning	Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 11-122-6637 F: [+251] 11-122-6638 @: welfare-medac2@ethionet.et
Mr. Charles Dele Adeola Director	Planning, Research and Statistics Department Federal Ministry of Transport	Plot 961 Port-Harcourt Crescent Area 11 P. M. B. 0336 Abuja Nigeria	T: [+234] 09 234 7498 F: [+234] 09 234 7457 @: deleadeola@hotmail.com
Mr. Yao G. Adzibey Principal Program Officer for Transport	ECOWAS	60 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District P O Box 401 Abuja Nigeria	T: [+234] 9 314 7647-9 F: [+234] 9 314 3005 / 314 76 46 @: gbevopega@yahoo.fr
Mr. Francis Afukaar Deputy Director (Principal Research Scientist)	Building and Road Research Institute - BRRI	BRRI-Funesua University P. O. Box 40 KNUST Kumasi Ghana	T: [+233] 51-60064 F: [+233] 5160080 @: fkafukaar@yahoo.com
Mr. Francis Dormeyo Ahlidza Assistant Civil Engineer	Research, Statistics and Information Ministry of Road Transport	Mox MB 57 Accra Ghana	T: [+233] 21-685686 F: [+233] 21-667935 @: francis.ahlidza@mrt.gov.gh
Mr. Assafoua Joseph Aka Secrétaire Général	SOTRA	Rue des Pecheurs Port Abidjan BP 1910 Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 21 75 71 09 F: [+225] 21 25 97 21 @: uatpabidjan@yahoo.fr
Mr. Mohamed Ali Ismael Conseiller	Ministère des Transports et de l'Equipement	B. P. 1845 Djibouti Djibouti	T: [+253] 250969 F: [+253] 251201 @: mohamedaismael@intnet.dj
Honourable Muhammed Habib Aliyu Minister of State	Federal Ministry of Transport	Buka Dipcharima House Central Area Abuja Nigeria	T: [+234] 9-234 0856 F: [+234] 9-234-757 @: muhabaliyu@yahoo.com
Mr. Assiba Amoussou-Guenou Directeur Général	Fond d'Entretien Routier du Togo	90 Rue Dague Tokoin Soted B. P. 8646 Lomé Togo	T: [+228] 220-7173 F: [+228] 222 8335 @: fertogo@laposte.tg
S. E. M. Kobena Innocent Augustin Anaky Ministre d'Etat, Ministre des Transports	Ministère d'Etat des Transports	01 BP 7053 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 20344857 F: [+225] 203444854 @: anakobena@yahoo.fr
Honourable Richard Winfred Anane Minister for Roads Transport	Ministry of Roads Transport	P. O. Box M.57 Accra Ghana	T: [+233] 21 672676 F: [+233] 21 673676 @: richard.anne@mrt.gov.gh
Mr. Edy Kokouvi Anthony Transport & MultiSector Specialist	Abidjan-Lagos Corridor Organization	Gbgamey, Bldg Gbedo 1st Flr 02 BP 2302 Cotonou Benin	T: [+229] 21307792 F: [+229] 21307791 @: kea@corridor-sida.org
Mr. Gordon J. Anyango Senior Economic Affairs Officer	UNECA	UNECA P.O. Box 4654 Kigali Rwanda	T: [+250] 250 86549 F: [+250] 250 86546 @: anyango@uneca.org
Mr. Kingson Aparara Senior Operations Officer	AFTTR The World Bank	New Bastos P. O. Box 1128 Yaounde Cameroon	T: [+237] 221 6875 F: [+237] 221 0722 @: kapara@worldbank.org
Mr. Noble John Appiah Acting Executive Director	National Road Safety Commission	South Ridge P. O. Box 01683 Accra Ghana	T: [+233] 21-726749 F: [+233] 21-775761 @: nobleappiah@yahoo.com
Mr. Joseph Atta-Mensah Senior Economic Affairs Officer	Trade & Regional Integration Division UNECA	P. O. Box 3001 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 11-54405379 F: [+251] 11-551 3038 @: jattamensah@uneca.org
Mr. Abdul Abeid Awadh Free Lance Engineer/Consultant		P. O. Box 105910 Msasani Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22-2151024 F: [+255] @: awadh@kicheko.com
Honourable Andruale Awuzu Minister of State	Ministry of Works	Airport Road P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41-320026 F: [+256] 41-320135 @: ministrywks@utlonline.co.ug
Mrs. Mirelle Francine Backo Secretary General	PMAWCA	Port Management Association of West and Central Africa 12 Park Lane - P. O. Box 11 Apapa Lagos Nigeria	T: [+234] 1 587 7977 F: [+234] 1 587 41 08 / 1 587 79 77 @: mbacko@yahoo.com

Mr. Garba Bako Directeur Générale des Travaux Publics	Direction Générale des Travaux Publics Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire	Place Nelson Mandela BP 235 - Niamey Niger	T: [+227] 725 926 F: [+227] 722 171 @: dgtp@intnet.ne
Mr. Mamadou Bano Sow Directeur National	DNTT - Direction Nationale des Transports Terrestres Ministère des Transports	BP 715 Conakry Guinea	T: [+224] 45 27 81 F: [+224] 41 35 77 @: ssatpguinee@yahoo.fr
Mrs. Fanny Barrett Consultant	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 3038 F: [+1] 202 473 3038 @: fbarrett@worldbank.org
Mr. Boubacar Bhoie Barry Assistant Chargé des Infrastructures de Base	SP/SRP - Secrétariat Permanent de la Cellule SRP Ministère des Finances	Cité des Nations - Villa 31 BP 579 - Conakry Guinea	T: [+224] 544530 F: [+224] 431085 @: bbhoie2barry@yahoo.fr
Mr. Issa Barry Directeur Général	Agence Autonome des Travaux Routiers - AATR	24070, Ouakam Dakar Senegal	T: [+221] 859-0752 F: [+221] 864-4833 @: dabaiss@sentoo.sn
Ms. Dioné Bayala		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Pierrot Thierry Bego-Lanzeret Secrétaire Général	Ministère de l'Équipement et des Transports	B. P. 978 Bangui Central African Republic	T: [+236] 617049 F: [+236] 614628 @: lanzeret@yahoo.fr
Mr. Mustapha Benmaamar Senior Transport Policy Advisor	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank Resident Mission P. O. Box 1128 Yaounde Cameroon	T: [+237] 220 3815 F: [+237] 221 0722 @: mabenmaamar@worldbank.org
Ms. Anil Bhandari Lead Specialist	Transport Sector, Africa Region - AFTTR The World Bank	1818 H Street NW Washington DC 20433 USA	T: [+1] 202 458 8943 F: [+1] 202 473 3038 @: abhandari@worldbank.org
S. E. M. Jean Bigirimana Ministre	Ministère des Transports, Postes et Télécommunications	Avenue de France No2 B. P. 2000 Bujumbura Burundi	T: [+257] 250336 F: [+257] 217773 @: bigirimanajean62@yahoo.fr
Mrs. Marie-Claire Bitouanga Administrateur	Fonds d'Entretien Routier Ministère de l'Équipement et des Transports	B.P. 962 Bangui Central African Republic	T: [+236] 61 57 18 F: [+236] 61 68 63 @: bgennet@bceom.fr
S. E. M. Evariste Bizimana Ministre	Ministère des Infrastructures	B. P. 24 Kigali Rwanda	T: [+250] 585503 F: [+250] 585755 @: bizimanaevariste@yahoo.fr
Mr. Madzabudzabu J. V. Bongwe Director	Ministry of Public Works and Transport	P. O. Box 58 Mbabane Swaziland	T: [+268] 404-6496 F: [+268] @: deptrans@realnet.co.sz
Mrs. Dikianga Lauren Braide Assistant Director	Federal Ministry of Transport	Bukar Dipcharima House Central Area Abuja Nigeria	T: [+234] 234 7498 F: [+234] @: dikibraide@yahoo.com
Dr. Mary Braithwaite Consultant	TACITUS SPRL	Avenue du Parc de Woluwe 9, bte.10 B-1160 Brussels Belgium	T: [+32] 2 502 7225 F: [+32] 2 502 4392 @: marybraithwaite@compuserve.com
Mr. Nils Anders Bruzelius Consultant	SIDA	Mataregranden 6 S-226 47 Lund Sweden	T: [+46] 708-151354 F: [+46] 708-151356 @: nils.bruzelius@euromail.se
Ms. Pamela Bwalya	Principal Economist Ministry of Planning and National Pplanning	Zambia	T: [+260] F: [+260] @: pkbpamela@yahoo.co.uk
Mr. Abdoulie O. Camara Deputy Permanent Secretary	Department of State for Works, Construction and Infrastructures Department of State for Works, Construction and Ifrastructure	MDI Road Kanifing Gambia, The	T: [+220] 4-37 80 09 F: [+220] 437 57 65 @: aocamara@yahoo.com
Mr. Jephitar G. L. Chagunda RTTP national coordinator	MRTTP/DLG - Malawi Rural Travel and Transport Programme	P. O. Box 265 Lilongwe Malawi	T: [+265] 1 754 766 F: [+265] 1 753 167 @: Mrttp@Malawi.Net
Mr. Samuel Chikapusa Principal Transport Economist	Planning Division Ministry of Transport and Public Works	P. O. Box 322 Lilongwe Malawi	T: [+265] 1-789377 F: [+265] @: chikapusa@yahoo.co.uk
Mr. Laxon Chinhengo Policy Analyst	Public Service, Labor and Social Welfare	Compensation House Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-794465 F: [+263] 4-790543 @: tchinhengo@sdf.org.zw
Mr. Henry M. Chipewo Chairman	Chartered Institute of Logistics and Transport President	P. O. Box 50695 Lusaka Zambia	T: [+260] 1-253145 F: [+260] 1-253154/252731 @: nrb@zamnet.zm
Prof. Preston Chitere Research Fellow	Governance and Development IPAR - Institute pf Policy Analysis and Research	Norfolk Towers, Harry Thuku Road/Kijabe Street Junction P.O. Box 45843-00100, GPO Nairobi KENYA	T: [+254] 20 251179 F: [+254] 20-251162 @: pchitere@ipar.or.ke
Mr. Maurice Chore Engineer (Planning)	Ministry of Roads and Public Works	Transcom House, Ngong Rd P. O. Box 30260 Nairobi Kenya	T: [+254] 20-2723101 F: [+254] 20-2719658 @: mauricechore@yahoo.com

Mr. Amadou Cisse	GIC OICM	Bamako Mali	T: [+223] 2218091 F: [+223] @: direction@gic-mali.net
Ms. Kaya Cissé		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Nana Aicha Cissé Secrétaire Administrative	CAFO - Coordination des Associations et ONGs Féminines	Bamako MALI	T: [+223] F: [+223] @: wuiyokondeye@yahoo.fr
Mr. Seydou Cissoko Secrétaire Général	Fédération Nationale des Groupements des Transporteurs du Mali FENA GROUP	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
S. E. M. Aliou Condé Ministre	Ministère des Transports	B. P. 715 Conakry Guinea	T: [+224] 413639 F: [+224] 413577 @: aconde@sotelgui.net.gn
Mr. Adama Coulibaly Représentant Secteur Privé	PRTSR Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Camara Coulibaly		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Barney Curtis Executive Officer	FESARTA	Federation of East & Southern African Road Transporters Association Box 70202 Bryanstown 2021 South Africa	T: [+27] 11 784 7116 F: [+27] 11 784 6704 @: fesarta@iafrica.com
Mr. William Ian Curtis Senior Advisor	Department for International Development - DfID	1 Palace Street London SW1E 5HE United Kingdom	T: [+44] 02070231609 F: [+44] 02070230342 @: i-curtis@dfid.gov.uk
Mr. Olugbenga Dairo		Lagos Nigeria	T: [+234] F: [+234] @: odairo@lamata-ng.com
S. E. M. Dakolé Daïssala Ministre	Ministère des Transports	Yaounde Cameroon	T: [+237] 223 2238 F: [+237] 223 2238 @: mintrans@camnet.cm
Mr. Richard Damas Conseiller au Ministre des Transport	PAPSUT Ministère des Travaux Publics, de l'Equipement et de la Construction	Fonds d'entretien routier BP 16201 Libreville Gabon	T: [+241] 76 58 30 F: [+241] 76 58 31 @: richarddamas@yahoo.fr
Ms. Maïga Damba		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mrs. Betty Babirye Ddungu Social Assessment Advisor	Ministry of Works, Housing and Communications	Airport Road P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41-322114 F: [+256] 41-321690 @: bettybabiryeddungu@yahoo.co.uk
Mr. Souleymane Dembele	Direction Nationale de la Plannification du Développement Ministère de l'Equipement et des Transports	B. P. 78 Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Lovemore Dembo Deputy Minister's Aide	Ministry of Transport and Communications	15th Floor Kaguvi Building CNR 4th Street and Central Box CY 595 Causeway - Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-704-100 F: [+263] 4-726-817 @: hubertmnya@yahoo.co.uk
Mr. Abdoulaye Deme	SOCETEC OICM	Bamako Mali	T: [+223] 2297230 F: [+223] @: socetec@cefib.com
Mr. Bruno dery Deputy Director	National Development Planning Commission	Flagstaff House P. O. Box CT633 Accra Ghana	T: [+233] 21 778 011 F: [+233] 21 773 055/046 @: bbdery2000@yahoo.co.uk
Mr. Arnaud Desmarchelier Consultant	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 4997 F: [+1] 202 473 3038 @: adesmarchelier@worldbank.org
Mrs. Monique Desthuis-Francis SSATP Publications Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 458 5953 F: [+1] 202 473 3038 @: mdesthuis@worldbank.org
Dr. Munorweyi E. Dhliwayo Senior Economic Affairs Officer	UNECA/SRDC-SA UNECA	P. O. Box 30647 Lusaka Zambia	T: [+260] 1 228502 F: [+260] 1 236 949 @: mdhliway@uneca.org
Mr. Lanciné Diaby Conseiller Technique - Coordonateur de la Cellule de la Lutte contre la Pauvreté	Secrétariat Permanent du Comité de Supervision du DSRP Ministère du Plan et du Développement	Immeuble CCIA - 23ème Etage BP V 165 Abidjan Plateau Côte d'Ivoire	T: [+225] 20 22 20 04 F: [+225] 20223019 @: diaby_lancine@yahoo.fr
Mr. Hamallah Kaba Diakité Membre Représentant du Secteur Privé	Conseil d'Administration du SSATP Entreprise Network	01 BP 5752 Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 22-526186 F: [+225] 22-526186 @: sokadys@yahoo.fr
Mr. Abdoul Wahad Diakité Vice-Président	Association des Consommateurs du Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:

Mr. Mamoudou Diallo Directeur Général	Bureau d'Etudes et de Planification Ministère des Transports	B. P. 715 Conakry Guinea	T: [+224] 41 36 15 F: [+224] 41 35 77 @: moud@mirinet.com
Mr. Dramane Diallo	INGERCO OICM	Bamako Mali	T: [+223] 2207226 F: [+223] @: ingerco@afribone.net.ml
Mr. Boubacar H. Diallo Membre du Groupe de Travail	Entretien des Routes par Niveau de Service - GENIS RT	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Ismail Diallo Directeur	EGENE-TP	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Issa Hassimi Diallo Directeur National Adjoint des Routes / RTP Coordinator	Direction Nationale des Routes Ministère de l'Équipement et des Transports	Avenue de la Liberté BP 1758 Bamako Mali	T: [+223] 222 29 02 F: [+223] 223 19 32 @: issadiallo@afribone.net.ml
Mr. Boubacar H. Diallo Directeur	SITAC	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Mamadou Diallo Conseiller Technique	Ministère de l'Équipement et des Transports	B. P. 78 Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Hamidou Diao Ingeniere Information	DEP/MITH Ministère des Infrastructures et Transport	01BO 7011 Ouagadougou Burkina Faso	T: [+226] 50324922 F: [+226] @: hdiao@hotmail.com
Mr. Yaya Diarra Coordinateur	Cellule Nationale de Coordination du PNIR Programme National d'Infrastructures Rurales - PNIR	Quartier Central BPE 922 Bamako Mali	T: [+223] 222 9174 F: [+223] 223 7727 @: ydiarra@pnir.org
Ms. Traoré Dicko		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Amadou Diori Secrétaire Général	Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire	Place Nelson Mandela Niamey Niger	T: [+227] 722209 F: [+227] 722171 @: dgt@intnet.ne
Mr. Ibou Diouf Transport Specialist	Senegal Country Office The World Bank	Senegal	T: [+221] 849-5000 Ext 131 F: [+221] @: idiouf@worldbank.org
Mr. Kwedi Dipoko Chargé d'Etudes	Ministère de l'Économie et des Finances	Immeuble CNR BP 13127 Yaounde Cameroon	T: [+237] 223-5244 F: [+237] @: kdipoko@yahoo.fr
Mr. Ahmed djamalladine Directeur Executif	Fonds d'Entretien Routier du Tchad	B.P. 6055 Ndjamena Chad	T: [+235] 51 68 48 F: [+235] 51 68 51 @: fer@intnet.td
Mr. Mamadou Djire Secrétaire Chargé des Relations du FENA GROUP	Fédération Nationale des Groupements des Transporteurs du Mali FENA GROUP	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. N'drin Martin Dogo	SOTRA	Rue des Pecheurs Zone 3 01 BP 2009 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22-441987 F: [+225] @: dogonm@yahoo.fr
Mr. Claudio Ramos Duarte Directeur Général	Cabinet d'Etudes et de Plannification Ministère de l'Infrastructure et des Transports	Ponta Belém CP 504 Praia Cape Verde	T: [+238] 260 8335 F: [+238] 261 6468 @: Claudio.Duarte@mih.gov.cv
Mrs. Catherine Djedji Ebah Chercheur, Science et Technologies Alimentaires	CNRA	Cocody Rue Jean Mermoz 01 BP 5215 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22-442858 F: [+225] 22-442108/22-486455 @: bomohebah@yahoo.fr
Mrs. Kayikpoe Eedorh Présidente	Wildaf-Togo	Angle Rues Khra et Georges Mensah BP 20388 Lomé Togo	T: [+228] 222 6986 F: [+228] 222 4926 @: ejosepha5@yahoo.fr
Mrs. Fatoumata Marthe Ehui Ière Vice-Présidente	Fédération Ivoirienne des PME (FIPME)	51 Bis Achalme Abidjan Marcory Côte d'Ivoire	T: [+225] 22412622 F: [+225] 22411657 @: fipme05@yahoo.fr
Mr. Daniel Ekwalla Bouma Chargé d'Etudes	Ministère des Transport	Ministère des Transport Secrétariat Général Yaoundé Cameroon	T: [+237] 222 6775 F: [+237] 222 6775 @: ptmr@camnet.cm
Mr. Osman Mahgoub Ahmed El Fiel Project Officer	Country Operations Department - 3 Islamic Development Bank - IDB	P. O. Box 5925 Jeddah Saudi Arabia	T: [+966] 2-6466610 F: [+966] 2-6467864/6661 @: omahmed@isdb.org
Mr. Olav Ellevset Senior Transport Specialist	SSATP The World Bank	1818 H street Nw Washington DC 20433 USA	T: [+1] 202-473-2954 F: [+1] 202-473-8038 @: ollevset@worldbank.org

Mrs. Esther G. Essombe Inspecteur Général	Ministère des Transport	Division des Etudes, de la Plannification et de la Programmation Yaounde Cameroon	T: [+237] 222-8707 F: [+237] 223-2365 @: ptmr@camnet.cm
Mr. Makan Fily-Dabo Secrétaire Général	Ministère de l'Equipement et des Transports	Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Rachel Flanary	I. T. Transport Limited	The Old Power Station Ardington, Wantage Oxon, OX12 8QJ United Kingdom	T: [+44] F: [+44] @: rachel.flanary@itttransport.co.uk
Honourable Rashid Abdul Gaffar Deputy Minister	Ministry of Transport and Public Works	Capital Hill Private Bag 322 Lilongwe Malawi	T: [+265] 1-789487 F: [+265] 1-788-409 @: johnndola@yahoo.co.uk
Mr. Mulugeta Demissie Geneme RTTP Program Coordinator	Ethiopian Roads Authority	P.O. Box 1770 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 1 525389 F: [+251] 1 514 866 @: Era@telecom.net.et
Mr. Ben Gericke Senior Highway Engineer	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 1 40 69 30 00 F: [+1] 1 40 69 30 64 @: bgericke@worldbank.org
Mr. Silas Wachira Gitau Senior Superintendent Engineer	Ministry of Roads and Public Works	Transcom House Ngong Road P. O. Box 30260 Nairobi Kenya	T: [+254] 20-2723101 F: [+254] 20-2719658 @: swgitau@africaonline.co.ke
Mr. Graham Gleave	Adam Smith International	3 Albert Embarkment London SE1 7SP UNITED KINGDOM	T: [+44] 20 7735 6660 F: [+44] (0)20 7793 0090 @: alaric.marsden@adamsmithinternational.com
Mr. Théodore Glele Directeur de Cabinet et Coordonateur du PST	Project Sectoriel des Transports Ministère des Transports	B. P. 246 Cotonou Benin	T: [+229] 21-318191 F: [+229] @: pst@intnet.bj
Mr. Temwa Roosevelt Gondwe Programme Manager-Trade Justice and Economic Literacy	MEJN - Malawi Economic Justice Network	Amina House Chilambula Road P. O. Box 20135 LLW2 Malawi	T: [+265] 1 750533 F: [+265] 1 750098 @: trgondwe@gmail.com
Mr. Guillaume C. Grosso Infrastructure Economist	NEPAD Unit AfDB - African Development Bank	B. P. 323 - 1002 Tunis Belvedere Tunis Tunisia	T: [+216] 71-103391 F: [+216] 71-332694 @: g.grosso@afdb.org
Mr. Frank Gschwender Business Development Executive	Corridor Development Walvis Bay Corridor Group	P. O. Box 25220 333 Independence Avenue Windhoek Namibia	T: [+264] 61 251 669 F: [+264] 61 251 683 @: wbcg@mweb.com.na
Dr. Ahmadou Gueye Directeur National Entretien Routier	Ministère Travaux Publics et des Transport	B. P. 581 Conakry Guinea	T: [+224] 217620 F: [+224] 41 35 77 @: ahgueye@yahoo.fr
Ms. Marie-Thérèse Guiébo Economist	Trade & Regional Integration Division UNECA	P. O. Box 3001 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 51 72 00 F: [+251] 51 44 16 @: mguiebo@uneca.org
Mr. Jean-Noel Guillosoy Senior Transport Economist	The World Bank	1818 H Street Nw Washington DC 20433 USA	T: [+1] 202-473-4943 F: [+1] 202-614-1213 @: jguillosoy@worldbank.org
Mr. Adama Guiro	SETADE OICM	Bamako Mali	T: [+223] 2205230 F: [+223] @: setade@afribone.net.ml
Mr. Bassirou Guisse Directeur des Travaux Publics (RTTP Coordinator)	Direction des Travaux Publics	BP 240 Peytavin Dakar Senegal	T: [+221] 822 0778 F: [+221] 823 8292 @: bassirouguisse@yahoo.fr
Ms. Lynn Harmon Consultant	Walvis Bay Corridor Group	Namlex Bldg Independence Avenue 2nd Floor c/o P. O. Box 25520 Windhoek Namibia	T: [+264] 61-251-669 F: [+264] 1-703-995-4479/61-251-683 @: lynn.harmon@gmail.com
Mr. Olivier Hartmann Secretary General	PMAESA	Port Management Association of Eastern and Southern Africa (PMAESA) P. O. Box 99209 Mombasa Kenya	T: [+254] 11 223 245 F: [+254] 11 228 344 @: pmaesa@africaonline.co.ke
Mr. Jean de Dieu Hatungimana Directeur Général	Office des Routes Ministère des Travaux Publics et de l'Equipement	Avenue Heha B.P. 1860 Bujumbura Burundi	T: [+257] 222940 F: [+257] 220 959 @: jengendakuriyo@yahoo.fr
Mr. Jonas Hermanson Transport Specialist	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202458-8122 F: [+1] 202 473 3038 @: jhermanson@worldbank.org
Mr. Ludwig Hesse Department Director	Department of Urban Roads Ministry of Roads and Transport	P.O Box M57 Accra Ghana	T: [+233] 21-685682 F: [+233] @: lahesse@hotmail.com
Mr. John Hine Senior Rural Transport Specialist	Transport and Urban Development The World Bank	1818 H Street NW Washington DC 20433 USA	T: [+1] 202-473-2488 F: [+1] 202-522-3223 @: jhine@worldbank.org
Mr. Nigel Ings SSATP Program Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 0767 F: [+1] (1) 202 473 3038 @: nings@worldbank.org

Mr. Ousmane Issa Directeur de l'Entretien Routier - RMI Coordinator	Direction Générale des Travaux Publics Ministère des Travaux Publics	BP 235 Place Nelson Mandela Niamey Niger	T: [+227] 72 21 57 F: [+227] 722171 @: ousmaneissa@yahoo.fr
Mr. Grace Itazi Director of Transport and Communication	Ministry of Works, Housing and Communication	P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41-321163 F: [+256] 41-320135/321364 @: mowhc@utlonline.co.ug
Mrs. Siga Fatma Jagne Programme Manager	Pro-Poor Advocacy Group	Garba Jahumpa Road Bakau New Town Gambia, The	T: [+220] 449-4338 F: [+220] 449-4219 @: sigajallow@yahoo.com
Mr. Carrington Yoram Jimu Member of Parliament	Transport Committee of Parliament	Kasungu Central Constituency P. O. Box 20 Kasungu Malawi	T: [+265] 1789497 F: [+265] 1788409 @:
Mr. Marc Juhel Trade and Transport Component Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 3038 F: [+1] 202 473 3038 @: mjuhel@worldbank.org
Eng. Alfred C. Juma Chairman	Kenya Roads Board	P. O. Box 73718 00200 - Nairobi Kenya	T: [+254] 20 272-2866 F: [+254] 20 272-2865/6 @: scjuma@kroadsboard.go.ke
Mr. Jean Kizito Kabanguka Transport Economist	TTCA-NC	Transit Transport Co-ordination Authority of the Northern Corridor - ACTT/TTCA Mama Ngina Drive P. O. Box 95341 Mombasa - Kenya	T: [+254] 41 2229066 F: [+254] 41 2311572 @: ttca@africaonline.co.ke
Mr. David Kajange Senior Policy Officer	African Union	P. O. Box 3243 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 11-5510413 F: [+251] 11-5510290 @: kajangeb@frica-union.org
Mr. Benon M. Kajuna Assistant Commissioner, Transport Policy and Planning	Transport Regulation Ministry of Works Housing and Communications	Airport Road P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41 321 364 F: [+256] @: kajunab@yahoo.co.uk
Mr. Mory Kanté Directeur	Autorité Routière	BP 2990 Bamako 03 Mali	T: [+223] 220 3261 F: [+223] 220 4956 @: morykante@cefib.com
Mr. Jean Kanyamuhanda Coordinateur des Projets et Programme de Transports	CGPT Ministère de l'Infrastructure	KigaliB. P. 6674 Kigali Rwanda	T: [+250] F: [+250] 585755 @: kanyamuhanda@yahoo.fr
Mr. Augustin Karanga Consultant	UEMOA	380 Rue Agostino Neto 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso	T: [+226] 50 31 88 73 F: [+226] 50 31 88 72 @: augustin.karanga@uemoa.int
Ms. Nancy Karingithu	Africa Union	Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] F: [+251] @:
Mr. Bekele Negussie Kebede Manager	Planning and Programming Division Ethiopia Roads Authority	P. O. Box 41043 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 1 51 18 82 F: [+251] 1 51 48 66 @: bnegussie@ethionet.et
Mr. Gabouné Keita Directeur National des Routes		BP 1758, Bamako Mali	T: [+223] 222 4096 F: [+223] 223 6092 @: dntp@cefib.com
Mr. Paul Kinyua King'ori Transport Economist	Ministry of Transport	Transcom House, Ngong Road P. O. Box 52692 Nairobi Kenya	T: [+254] 20-2729200 F: [+254] 20-2726362 @: kingoripk@yahoo.com
Mr. Bernando Kinkela	Ministry of Transport	Angola	T: [+244] 923-504-871 F: [+244] @: kinkelalice@hotmail.com
Mr. Joseph Wambugu Kiragu Superintending Engineer	Ministry of Roads and Public Works	Transcom House Ngong Rd P. O. Box 30260 Nairobi Kenya	T: [+254] 20-2723101 F: [+254] 20-2719658 @: jwkiragu2000@yahoo.com
Mr. Justin Nguessan Koffi Executive Secretary	Abidjan-Lagos Corridor Project	Gbegamey, Bldg Gbedo 1st Flr 02 BP 23 02 Cotonou Benin	T: [+229] 21307792 F: [+229] @: knj@corridor-sida.org
Honourable Abdoulaye Koita Minister	Ministère de l'Équipement et des Transports	Bamako Mali	T: [+223] 223 28 23 F: [+223] 222 08 74/222 3434 @:
Mr. Marcel Kouamé Konan Coordonnateur du PTMR (RTTP National Coordinator)	Ministère d'Etat, Ministère des Transports	BP V6 Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 20 21 20 72 F: [+225] 20 34 48 77 @: pokou@globeaccess.net
Mr. Mamadou Koné Directeur Régional	Direction des Transports du District de Bamako	korokokekone@yahoo.fr Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. T. Yoro Koné	PST	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Romain Kouakou Chef Unite Transport	BNETD Ministère des Infrastructures et Transport	OGBP9G5 Abidjan 04 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22 4883518 F: [+225] @: rokkouakou@yahoo.fr
Mr. Hachim Koumaré SSATP Board Chairman	Trade & Regional Integration Division UNECA	UNECA CDSR-AC, BP 836 Yaounde Cameroon	T: [+237] 223 5622 F: [+237] 23 21 85 @: hkoumarc@uneca.org

Mr. Bougouma Kouta Ingénieur des Travaux Publics	Secrétariat Exécutif du Transport Rural	Dakar Senegal	T: [+221] 689 0809 F: [+221] @: boukou@sunumail.sn
Mr. Jacques Koutoundou Inspecteur Général des Transports	Ministère des Transports	B.P. 2148 Brazzaville Congo, Republic of	T: [+242] 545 6896 F: [+242] 81 28 27 @:
Mr. Nelson Kudenga Director of Roads	Ministry of Transport and Energy	P.O. Box CY 595 Causeway - Harare Zimbabwe	T: [+263] 4 72 67 26 F: [+263] 4 70 08 17 @: nkudenga@africaonline.co.zw
Mr. Ajay Kumar Senior Transport Economist	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 3038 F: [+1] 202 473 3038 @: akumar3@worldbank.org
Dr. Charles Kunaka Senior Policy Officer - Transport	SADC	SADC Khama Crescent, Government Enclave Gaborone Botswana	T: [+267] 3951 863 F: [+267] 397 2848/1070 @: ckunaka@gmail.com
Mr. Edward Andrews Kwakye Director of Policy and Planning	Ministry of Roads and Transport	P. O. Box M.38 Accra Ghana	T: [+233] 21 66 41 76 F: [+233] 21 667 114/667935 @: eakwakye@hotmail.com
Mr. Paul Kwamusi Secretary	Uganda Private Road Users Association	5, Edinburgh Avenue P. O. Box 1291 Kampala Uganda	T: [+256] 41 288312 F: [+256] 41 286218 @: paulkwamusi@yahoo.com
Mr. Alain Labeau Lead Specialist	Transport Sector, Africa Region - AFTTR The World Bank	1818 H Street NW Washington DC 20433 USA	T: [+1] F: [+1] @: alabeau@worldbank.org
Honourable Popane Lebesa Minister	Ministry of Public Works and Transport	P. O. Box 20 Maseru 100 Lesotho	T: [+266] 22-234697 F: [+266] 22-310658 @: plebesa@yahoo.com
Mr. Antoine Lema Social Scientist	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] F: [+1] 202 473 3038 @: alema@worldbank.org
Ms. Camilla Israel Lema Technical Advisor	ILO-ASSIST - Africa	Block 8 Arundel Office Park Norfolk Road. Mt Pleasant P. O. Box 210 Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-369824 F: [+263] 4-369829 @: lema@ilosamat.org.zw
Mr. Jean-Paul Libebele Momboyo Kukuta Directeur Général	Groupe Etude Transport (GET) Ministère des Transports et Communications	117 Boulevard du 30 juin Bld Onatra Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] F: [+243] 775 242 6185 @: jplibebele@yahoo.fr
Mr. Robert Lisinge Transport Specialist	UNECA	P. O. Box 3005 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 11-544 3443 F: [+251] 11-551 3038 @: tlisinge@uneca.org
Mr. Vincent Lissom Sous-Directeur de la Plannification et de la Programmation	Ministère des Transports	Ministère des Transports Yaounde Cameroun	T: [+237] 222 6775 F: [+237] 222 6775 @: vincent_lissom@hotmail.com
Mrs. Maria Bamba Longue Coordinatrice	Association des Femmes PAG-LA-YIRI	09 BP 335 Ouagadougou Burkina Faso	T: [+226] 50363400 F: [+226] 50312421 @: longuebamba@yahoo.fr
Mr. Charles Lututa Ilongosi Chargé de Mission	Transports et Portefeuille Projet STUC Sarl en Formation	Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 896-7116 F: [+243] 1 775 242 6185 @: clututa@yahoo.fr
Eng. David Ssali Luyimbazi Senior Engineer	Ministry of Works, Housing & Communications	Plot 1 Airport Road P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41 320 101 F: [+256] 41 320135 / 321364 @: dluyimbazi@rafu.or.ug
Mrs. Mammuru Agnes Machai Principal Economic Planner	Ministry of Finance and Development Planning	Ha Hooхло Mashoeshoe Rd P. O. Box 7304 Maseru 100 Lesotho	T: [+266] 22 31 11 00 F: [+266] 22 31 02 81 @: M.Machai@finance.gov.ls
Mr. Issa Magassa Directeur	ECTM	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Boubacar Magassa Directeur	AMC-BTP	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Chazile M. Magongo Senior Planning Officer	Ministry of Public Works and Transport	P.O. Box 58 Mbabane Swaziland	T: [+268] 404 2321 F: [+268] 404 2364 @: Mpwt-cha@realnet.co.sz
Mrs. Scola Mahindo	Initiative congolaise pour la Gestion Autonome des Personnes Organisation Non Gouvernementale	05, 10ème Rue Quartier Industriel Commune de Limète Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 0814929585 F: [+243] @: sco_mahie@yahoo.fr
Mr. Amadou Maiga Secrétaire du Développement	Fédération Nationale des Transporteurs Routiers du Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mrs. Darie-Claude Makosso Chef de Service de la Réglementation	Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha	CICOS Immeuble Kilou Goisiment Avenue Dagenia BP 12645 Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 817 252 903 F: [+243] @: Darie-Claude Kébanociccos_inst@yahoo.fr
Mr. Miller Texas Malabwa SSATP Country Coordinator	Ministry of Communications and Transport	P. O. Box 50065 Lusaka Zambia	T: [+260] 254158 F: [+260] 253 165/251 795 @: mtsmalabwa@yahoo.co.uk

Mr. Mike Kalukusha Malembo-Mwale Deputy Director of Roads	Ministry of Transport and Public Works	Capital Hill P. I. B. 322 Lilongwe Malawi	T: [+265] 1-788503 F: [+265] 1-788503 @: mikekmwale2@yahoo.com
Mr. Amos Marawa Director, Infrastructure Development	COMESA	COMESA Centre, Cairo Road P O Box 30051, 10101-Lusaka Zambia	T: [+260] 1 229726 F: [+260] 1 225107/228849 @: amarawa@comesa.int
Mr. Karabo T. Marite Director of Planning	Ministry of Public Works and Transport	Industrial Area, Mashoeshoe Road P. O. Box 1283, Maseru 100 Lesotho	T: [+266] 22 32 43 81 F: [+266] 22 32 38 91 @: kb@mopwt.gov.ls
Mrs. Caroline Matje	Gender Lenses	B.P. 4449 Yaounde Cameroon	T: [+237] 342-3884 F: [+237] @: gender_lenses@yahoo.fr
Mr. Shadrack Matsimbe Executive Director	RTOA - Road Transport Operators Association	P. O. Box 30740 Chichir Blantyre 3 Malawi	T: [+265] 1 670 422 F: [+265] 1 671 423/33 @: rtoa@sdnp.org.mw
Mr. David Mbadanga	ECCAS	Economic Community of Central African States - ECCAS B. P. 2112 Libreville Gabon	T: [+241] 444731 F: [+241] 44 47 32 @: infosecgene@ceeac.org
Mr. Eddie Justin Mbanza Directeur	Direction des Transports et Télécommunications CEMAC	Communaute Economique et Monitaire de l'Afrique Centrale Avenue des Martyrs B. P. 969 Bangui Central African Republic	T: [+236] 611885 F: [+236] 61 21 35/611370 @: sgudeac@intnet.cf
Mr. Raymond Mbilinyi Program Manager	Dar Es Salaam Rapid Transit (DART)	Dar Es Salaam City Council Sokoine/Morogoro Rd P. O. Box 9084 Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22-2124583 F: [+255] 22-2150100/22-215589 @: mbilinyi_rp@yahoo.co.uk
Mr. Tawanda W. M. Mdarwima Director of Roads	Ministry of Transport and Energy	P.O. Box CY 595 Causeway Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-708 675 F: [+263] 4 708 675 @: tmdawarima@gtg.gov.zw
Mr. Donmequile Joachim Meda Directeur des Etudes et de la Législation	Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	03 BP 7001 Ouagadougou 03 Burkina Faso	T: [+226] 50 32 62 48 F: [+226] 50 32 45 51 @: dgttm@fasonet.bf
Dr. Gerhard Metschies Senior Transport Advisor	GTZ	Grosser Haingraben 9 65779 Kelkheim Germany	T: [+49] 6195-725 354 F: [+49] 6195-725 356 @: Gerhard.Metschies@gmx.de
Dr. Anthony Ekundayo Mobereola Managing Director	LAMATA - Lagos Metropolitan Area Transport Authority	Block C 2nd Floor Motoways Centre 1 Motoways Avenue Ikeja - Lagos Nigeria	T: [+234] 1 773 3780 F: [+234] 1-320-5584 @: dmobereola@yahoo.co.uk
Mr. Ahmat Imam Ben Moctar Directeur des Routes	Ministère des Travaux Publics et Transports	BP 436 N'Djamena Chad	T: [+235] 524376 F: [+235] 522196/523709 @: drtchad@intnet.td
Ms. Palesa Mokete Deputy Principal Secretary	Ministry of Public Works and Transport	Maseru Lesotho	T: [+266] 223-23624 F: [+266] 223-10125 @: kb@mopwt.gov.ls
Mr. Stephen Molefe Principal Road Safety Engineer	Road Safety Department Ministry of Public Works and Transport	P.O. Box 7027 Maseru 100 Lesotho	T: [+266] F: [+266] 22-321516 @: s.molefe@mopwt.gov.ls
Ms. Petra Mollet Director of Corporate Development	International Union of Public Transport (UITP)	Rue Sainte Marie 6, 1080 Brussels, Belgium Belgium	T: [+32] 32 2 661 31 96 F: [+32] 32 2 660 10 72 @: petra.mollet@uitp.com
Mr. Seabata Motsamai Executive Director	Lesotho Council of NGOs	Hoohle Extension House No 544 Private Bag A445 Maseru Lesotho	T: [+266] 22 317 205 F: [+266] 22 310 412 @: seabatam@lecongo.org.ls
Mr. Adama Moussa Consultant	ONG AFEM	S/C ONG AFEM BP E47 Bamako Mali	T: [+223] 221 8086 F: [+223] 221 8086 @: adamamoussa69@yahoo.fr
Mr. Azoumana Moutayé Conseiller Technique	Ministère d'Etat, Ministère des Transports	Tour Postel 2001 12ème Etage Porte 18 BP V6 Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 20 344 885 F: [+225] @: moutavepre@yahoo.fr
Pr. Yvon Bongoy Mpekesa Professeur d'Economie	Université de Kinshasa	Mont Amba Kinshasa X1 B. P. 3005 Congo, Democratic Republic of	T: [+243] F: [+243] @: mbongoy@hotmail.com
S. E. M. Heva Muakasa Ministre	Ministère des Transports et Communications	21 Av. Mama Sese Q. Binza I. P. N. Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 0815199228 F: [+243] @: hevamuakasa@yahoo.fr
Ms. Rahab Mundara Project Manager	ITDG - Practical Action	State House Crescent AAYMCA Building P. O. Box 39493 Code 00623 - Nairobi Kenya	T: [+254] 271-3540 F: [+254] 271-0083 @: rahab.mundara@itdg.or.ke
Eng. Emmanuel William Musumba Principal Engineer (SSATP Coordinator)	Ministry of Works, Housing & Communications	P.O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41 320 125 F: [+256] 41 320 135 @: Twins@utlonline.co.ug
Mr. Douglas Nkambwe Mutimba Project Manager	Uganda Arrive Alive Road Safety Project Chevron	P. O. Box 7095 Kampala Uganda	T: [+256] 41-231661 F: [+256] 41-342369 @: DnkambweMutimba@chevron.com

Ms. Josephine Mwankusy Senior Social Scientist	TANROADS	Bibi Titi Mohamed Street Maktaba Complex P. O. Box 1364 - Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22 215 0932 F: [+255] 22 215 0022 @: josephinemwankusy@yahoo.com
Mr. Lazarus Mwiinga Director of Information and Planning	Ministry of Communications and Transport	P. O. Box 50065 Lusaka Zambia	T: [+260] 1-254675 F: [+260] 1-251795 @: lmwiinga@mct.gov.zm
Mr. Alphonse Mwingira Senior Transport Planner	Ministry of Communications and Transport	Sokoine/Pamba Street P. O. Box 9144 Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22 213 7650 F: [+255] 22 211 2751 @: alphonse_mwingira@yahoo.com
S. E. M. Emmanuel Nadingar Ministre	Ministère des Travaux Publics et des Transports	Ndjamena Chad	T: [+235] F: [+235] @: mtp@intnet.td
Mr. Tesfamicheal Nahusenay Deputy Program Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 6769 F: [+1] 202 473 8038 @: tnahusenay@worldbank.org
Mr. Auguste Nambea Directeur Général de l'Equipement	Ministère de l'Equipement et des Transports	B.P. 978 Bangui Central African Republic	T: [+236] 61 41 24 F: [+236] 6146 28 @: augustenambea@yahoo.fr
Mr. Vital Narakwiye Directeur Général	Ministère des Transports, Postes et Télécommunications	Avenue de France No2 B. P. 2000 Bujumbura Burundi	T: [+257] 219324 F: [+257] 217773 @: narakwiyevital@yahoo.fr
Mr. Aloys Ndayisenga Chef de Service Administratif et Financier	Fonds Routier National	Quartier Kabondo Avenue Heha BP 456 - Bujumbura Burundi	T: [+257] F: [+257] @: andayisenga55@yahoo.fr
Mr. John M. L. Ndola Civil Engineer	Ministry of Transport and Public Works	Capital Hill Private Bag 322 Lilongwe Malawi	T: [+265] 1-789487 F: [+265] 1-788-409 @: johnndola@yahoo.co.uk
Mr. Dominique Ngassaki Expert Principal en Infrastructures	CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale Avenue des Martyrs B. P. 969 Bangui Central African Republic	T: [+236] 611885 F: [+236] 61 21 35/611370 @: dongaluc@yahoo.fr
Mr. N'Guessan N'Guessan Consultant ECA		01 B. P. 5752 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22-526186 F: [+225] 22-526186 @: nguessan_2ka@yahoo.fr
Mr. Mamadou Assane Niang Economiste	Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté chargée de la Mise en œuvre du DRSP Ministère de l'Economie et des Finances	Rue Carde Immeuble Petanvin MEF -Porte D Senegal	T: [+221] F: [+221] @: dsp@refer.sn
Mr. Maurice Niaty-Mouamba Président	SITRASS (Solidarité Internationale sur les Transports et la Recherche en Afrique Sub-Saharienne)	01 BP 4813 Cotonou Benin	T: [+229] 32 20 05 F: [+229] 32 20 05 @: n2mp@yahoo.fr
Mr. David Niyungeko President	Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU)	Chausse Prince Louis Rwagasore # 47 B. P. 2856 Bujumbura Burundi	T: [+257] 212113 F: [+257] @: atrabu@yahoo.fr
Mr. Sering Falu N'jie Facilitator PRTSR Process Gambia		Garba Jahumpa Road Banjul Gambia, The	T: [+220] 437-0575 F: [+220] @: falugalas@gmail.com
Mr. Mark Njore Program Assistant	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 458 9893 F: [+1] 202 473 3038 @: mnjore@worldbank.org
Mr. Edgar Nsitu-Vuvu Directeur	Direction de la Plannification Office des Routes	Avenue Office des Routes No 1 - Gombe Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 81 351 6594 F: [+243] @: or_drc@yahoo.fr
Mrs. Mamoeketsi Ntho Lecturer	National University of Lesotho	Mail Room 248 Roma 180 Roma Lesotho	T: [+266] 589842 F: [+266] 22340000 @: mne.ntho@nul.ls
Mr. Antoine Louis Ntsimi Menye Deputy Executive Secretary	Economic Community of Central African States - Eccas	B. P. 2122 Libreville Gabon	T: [+241] 444731 F: [+241] 444732 @: ntsimi1@yahoo.fr
Eng. Lambert Chukwuemeka Nwaezike National Corrdinator Rural Access and Mobility Project	Federal Project Management Unit Rural Access and Mobility Project Federal Ministry of Agriculture and Rural Development	Michael Okpara Street Zone 5 Wuse PMB 215 Abuja Nigeria	T: [+234] 9-523-8471 F: [+234] 9-523 8464 @: wazike@yahoo.co.uk
Eng. Francis N. Nyangaga Chief Operation Officer	Kenya Roads Board	P. O. Box 73718 00200 - Nairobi Kenya	T: [+254] 20 272 01 15 F: [+254] 2272-3161 @: fnyangaga@kroadsboard.go.ke
Mr. Hosea Yimbo Nyangweso Civil Engineer	East African Community (EAC)	East African Community - EAC AICC Building Kilimanjaro Wing, 5th Floor P. O. Box 1096 Arusha Tanzania	T: [+255] 27 2504253 F: [+255] 255 27 2504255 @: nyangweso@eachq.org
Honourable Hubert Magadzire Nyanhongo Deputy Minister	Ministry of Transport and Communications	15th Floor Kaguvi Building CNR 4th Street and Central Box CY 595 Causeway - Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-704-100 F: [+263] 4-726-817 @: hubertmnya@yahoo.co.uk

Mr. Elenga-Obat Nzenguet Directeur Général des Travaux Publics	Ministère des Transports et de l'Aviation civile	B.P. 2099 Brazzaville Congo, Republic of	T: [+242] 81 41 47 F: [+242] @: clengaobat@yahoo.fr
Mr. Jerome Obi-Eta Coordonateur	Association des Fonds d'Entretien Routier Africains - AFERA	B. P. 25018 Yaoundé Cameroon	T: [+237] 2217541 F: [+237] 2217541 @: jobieta@hotmail.com
Mr. Geir Oddsson Consultant		Vidrass 67 Reykjavik Iceland	T: [+354] 567-9995 F: [+354] @: geir@hi.is
Mr. Eric Oduro-Konadu Chief Executive	Ghana Highway Authority	P. O. Box 1641 - Accra Ghana	T: [+233] 21 66 99 22 F: [+233] 21 66 55 71 @: cokonadu@highways.mrt.gov.gh
Ms. Margaret Auma Ombai Consultant	TACITUS LTD.	P. O. Box 438 - 00517 Uhuru Gardens Nairobi Kenya	T: [+254] 20 60 59 38 F: [+254] 2 575786 @: tacitus@wananchi.com
Mr. Godfrey M. Onyango Executive Secretary	Transit Transport Co-ordination Authority of the Northern Corridor (TTCANC)	Mama Ngina Drive P.O. Box 95341 80104 Mombasa Kenya	T: [+254] 41 314643 F: [+254] 11 311 572 @: tta@africaonline.co.ke
Mr. Alex Opene Global Road Safety Consultant	Chevron Corporation	6001 Bollinger Canyon Road San Ramon, California 94597 USA	T: [+1] 925-842-1523 F: [+1] @: Aopene@chevron.com
Mr. Gylfi Palsson SSATP Program Administrator	AFTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 6713 F: [+1] 202 473 3038 @: gpalsson@worldbank.org
Mrs. Maselomo Celestina Pama Chief Engineer	Department of Rural Roads Ministry of Public Works and Transport	Industrial Area, Mashoeshoe Road P. O. Box 1283, Maseru 100 Lesotho	T: [+266] 22-326973 F: [+266] 22-323891 @: itppm@mopwt.gov.ls
Mr. Michael Pinard Managing Director	InfraAfrica (Pty) Ltd	Private Bag 00426, Gaborone, BOTSWANA Botswana	T: [+267] 267 3911 399 / 37 13 81 F: [+267] 267 3911 494 @: mipinard@global.bw
Honourable Mizengo Peter Pinda Deputy Minister	Regional Administration and Local Government President's Office	P. O. Box 1923 Dodoma Tanzania	T: [+255] 22-2120120 F: [+255] 22-2113984 @: ps@poralg.go.tz
Mrs. Maryvonne Plessis-Fraissard Director	The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, D.C. 20433 USA	T: [+1] 202 473 4314 F: [+1] 202 473 8038 @: mplessisfraissard@worldbank.org
Mr. Kouassi Pokou Directeur Général	Sonatt Ministère des Transports	01 BP 11726 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 21-216510 F: [+225] 21-216517 @: zorobina@aviso.ci
Mr. Marius Kouadio Pokou Chargé d'Opérations Routes Rurales à l'AGEROUTE	Ministère d'Etat, Ministère des Infrastructures Economiques	Immeuble AGEROUTE/FER Avenue Terrasson de Fougères 08 BP 2604 Abidjan 09 Côte d'Ivoire	T: [+225] 20 32 08 23 F: [+225] 20 25 10 23 @: mpokouk@yahoo.fr
Mr. Mark Povey Infrastructure Advisor	Department of Internation Development - DfID	1 Palace Street SW1E-5HE London United Kingdom	T: [+44] 0207-0231173 F: [+44] @: m-povey@dfid.gov.uk
Mr. Godwin Punungwe Transport/Infrastructure Advisor	NEPAP Secretariat	NEPAP Secretariat 1258 Lever Rd Headway Hill - Midrand 1686 South Africa	T: [+27] 11-313-3353 F: [+27] 11-313-3450 @: punungwegm@nepad.org
Ms. C. Sanjivi Rajasingham Sector Manager	Transport Sector, Africa Region - AFTTR The World Bank	1818 H Street NW Washington DC 20433 USA	T: [+1] 202 473 2068 F: [+1] 202 473 8038 @: srajasingham@worldbank.org
Mr. John Riverson Lead Highway Engineer	Transport Sector, Africa Region - AFTTR The World Bank	The World Bank Bole Road - P. O. Box 5515 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 1 62 77 00 F: [+251] 1 62 77 17 @: jriverson@worldbank.org
Mr. Patrick Claude Rugumire Directeur des Travaux Publics	Ministère des Infrastructures	Boulevard de l'Umuganda - Kyaciru B.P. 24 Kigali Rwanda	T: [+250] 586576 F: [+250] 577098/585755 @: diroute@rwanda1.com
Mr. Dominique Rurangirwa Conseiller	Chargé des Transports Terrestres et de la Sécurité Routières Ministère des Infrastructures	B. P. 24 Kigali Rwanda	T: [+250] 585503 F: [+250] 585755 @: ruradom@yahoo.fr
Mr. Victor Rutalira Chef de Section des Routes	Ministère des Travaux Publics et Infrastructures	71 Avenue Roi Baudouin Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 810 376494 F: [+243] @: vrc2005@yahoo.fr
Ms. Rikke Rysgaard Program Officer	GRSP	Global Road Safety Partnership 17, chemin des Crêts CH-1211 Genève 19 SWITZERLAND	T: [+41] 22 730 4249 F: [+41] 22 733 0395 @: Rikke.Rysgaard@ifrc.org
Mr. Muhammed A. Sadiq Personal Assistant to the State Minister	Federal Ministry of Transport	Bukar Dipcharima House Central Area Abuja Nigeria	T: [+234] 9-234 0856 F: [+234] 9-234-757 @: musadiq_a2000@yahoo.com
Ms. Kama Sakiliba		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Ibrahim M. Sanda Chef de Division	Direction de l'Entretien Routier Division Gestion et Suivi du Réseau Ministère de l'Equipelement	Niamey Niger	T: [+227] 722157 F: [+227] @: dgt@intnet.net

Mr. Kalilou Sanogo Directeur Général	L'Aéronautique Civile	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Antonio Santos Economist	Direcção Geral dos Transportes Rodoviaros	Cha Areia Praia Cape Verde	T: [+238] 261-3525 F: [+238] @: antonios@dgtr.gov.cv
Ms. Aguiratou Sawadogo-Tinto Operations Officer	Burkina Faso Country Office The World Bank	Ouagadougou Burkina Faso	T: [+226] 50306237 F: [+226] 50308649 @: asawadogotinto@worldbank.org
Mr. Dieter Schelling RTTP Component Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank Resident Mission 50 Mirambo Street - P. O. Box 2054 Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22 211 4575 F: [+255] 22 211 3039 @: dschelling@worldbank.org
Mr. Aaron Schildhaus Attorney	Law Offices of Aaron Schildhaus	1101 New Hampshire Avenue, NW Washington, DC 20037 USA	T: [+1] 202-775-4570 F: [+1] 202-478-1991 @: aaron@schildhaus.com
Mr. Ignatius Christiaan Schutte Transport Economist	CSIR Transportek	Meiring Naude Road - Brummeria P. O. Box 395 Pretoria South Africa	T: [+27] 12-841-3526 F: [+27] 12-841-4200 @: icschutt@csir.co.za
Mr. Yaya Seck Directeur Général	AGERROUTE	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mrs. Edna Sequeira Directrice de Service	Ministère des Infrastructures et Transports	Ponta Belem CP 114 - Praia Cape Verde	T: [+238] 2-615897 F: [+238] @: esqueira@mih.gov.cv
Ms. Helga Severyns Senior Director	International Union of Public Transport (UITP)	6 Rue Sainte Marie 1080 Brussels Belgium Belgium	T: [+32] 2 673 6100 F: [+32] 2-660 1072 @: Helga.Severyns@uitp.com
Mrs. Eliana N. O. Shiroko Senior Economist	Infrastructure Department Ministry of Planning and National Development	Treasury Building 9th Flr Room 906 P. O. Box 30005 - 00100 GPO Nairobi Kenya	T: [+254] 20 338 111 Ext 351 F: [+254] 2-218475 @: psplanning@treasury.go.ke
Honourable Elijah G.M Shongwe Minister	Ministry of Public Works and Transport	P. O. Box 58 Mbabane Swaziland	T: [+268] 404 23 21/9 F: [+268] 4042364 @: Mpwt-cha@realnet.co.sz
Mr. Goodwill Sibanda Administration Officer	Ministry of Transport and Communications	4th Street/Central Avenue Kaguvi Building 13th Flr Harare Zimbabwe	T: [+263] 4-700991 F: [+263] @: gsibandaa@yahoo.co.uk
Ms. Lonkhululeko Sibandze Principal Economist	Poverty Reduction Unit Ministry of Economic Planning and Development	4th Flr Finance Building P. O. Box 602 Mbabane Swaziland	T: [+268] 404-3765 F: [+268] 404-2157 @: lonkyp@africaonline.co.sz
Mr. Lamine Souley Sidibe	I-SEPT OICM	Bamako Mali	T: [+223] 6204208 F: [+223] @: laminesouley@hotmail.com
Mrs. Fatouma Sidikou	Secrétariat Permanent de la Réduction de la Pauvreté chargé du secteur Economique Cabinet du Premier Ministre	B. P. 893 Niamey Niger	T: [+227] 722152 F: [+227] 722158 @: dsrp@intnet.ne
Dr. Niklas Sieber Consultant		Heidestrasse 47 70469 Stuttgart Germany	T: [+49] 711-806-3269 F: [+49] 711-806-7426 @: Niklas.Sieber@T-Online.De
Mr. Siele Silué Senior Rural Transport Specialist	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank Resident Mission P. O. Box M. 27 Accra USA	T: [+1] 21 229681 F: [+1] 21 227887 @: ssilue@worldbank.org
Mr. Luis Nataniel Silva Road Agency Manager	Road Agency (Instituto de Estradas)	I.E. Av. De Santiago 43,45 Palmarejo Praia Cape Verde	T: [+238] 262-9950 F: [+238] 262-9949 @: ic@cvtelecom.cv
Mr. Jean-Pierre Simbilyabo Gunda Kakani Directeur	Office des Routes Ministère des Travaux Publics	CM 970 Cité Salongo Commune de Lemba Kinshasa Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 99-879 9880 F: [+243] @: or_drc@yahoo.fr
Mr. Siaka Singare Président Directeur Général	Industrie Navale de Construction du Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Tekie Sium SSATP Finance Manager	AFTTR/SSATP The World Bank	The World Bank 1818 H Street NW Washington, DC 20433 USA	T: [+1] 202 458 4208 F: [+1] 202 473 3038 @: tsium@worldbank.org
Mr. Stephen Chimwemwe Siwande Transport Economist	NRA - National Roads Authority	Chilambula Road Private Bag B346 Lilongwe 3 Malawi	T: [+265] 1-753 699 F: [+265] 1-750 307 @: ssiwande@nramw.com
Mr. Mouhamed Soumah Conseiller Chargé de Mission	Ministère des Transports	BP 715 Conakry Guinea	T: [+224] 2251143 F: [+224] @: mohamed_soum@yahoo.fr
Mr. Paul Starkey Team Leader	Rural Transport Services Study	Oxgate, 64 Northcourt Avenue Reading RG2 7HQ United Kingdom	T: [+44] 0118-987-2152 F: [+44] 0118-931-4525 @: p.h.starkey@reading.co.uk
Ms. Touré Sy		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:

Mrs. Mafoulla Sylla	Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme et de l'Enfance	Guinea	T: [+224] F: [+224] @: f.mafoula@yahoo.fr
Mr. Djibril Tall Directeur National Adjoint	Direction National des Transports Ministère de l'Equipement et des Transports	BP 78 Bamako Mali	T: [+223] 222 4112 F: [+223] 223 9930/8980 @: djibriltall2004@yahoo.fr
Mr. Mamadou Talla Consultant	Cabinet Conseil MGP Afrique	HLM 2 No673 BP 15.363 Dakar Fan Dakar Senegal	T: [+221] 825 8653 F: [+221] 8241625 @: mtalla2001@yahoo.fr
Ms. Touré Tamboura		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Alexander Parmeres Tameno Programme Officer, Roads	Embassy of Sweden - Nairobi	Lion Place, Waiyaki Way P. O. Box 30600 00100 Nairobi Kenya	T: [+254] 20-445-2000 F: [+254] 20-445-2008 @: alex.tameno@sida.se
Mme. Ramata Tanoh Directeur Général	Fonds d'Entretien Routier de la Cote d'Ivoire	Immeuble Ageroute/FER B. P. 3089 Abidjan 04 Côte d'Ivoire	T: [+225] 21 25 58 98 F: [+225] 21 25 51 48 / 20 21 38 20/20 31 13 06 @: r_tanoh@hotmail.com
Mrs. Florence Coly Tavares de Souza Présidente	Groupe d'Initiative des Femmes pour le DRSP Association Entre-aide Femmes Catholiques	Dakar Senegal	T: [+221] 690-5377 F: [+221] @: fafsnationale@yahoo.fr
Mr. Hagos Tesfaye Teklu General Manager	Trans-Ethiopia Plc	Bole Road P. O. Box 33319 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 0115516580 F: [+251] 0115510186 @: hagos_tesfaye@hotmail.com
Mr. Abisai N. Temba Director of Policy and Planning	Ministry of Communication and Transport	Tancot House Pamba Road/Sokoine Drive P. O. Box 9144 - Dar Es Salaam Tanzania	T: [+255] 22-2114425 F: [+255] 22-2116032/22-2112751 @: plandirector@yahoo.co.uk
Mr. Moctar Thiam	Senegal Country Office The World Bank	Dakar Senegal	T: [+221] F: [+221] @: mthiam@worldbank.org
Mr. Ousmane Thiam Président de l'Assemblée Plénière	CETUD - Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar	Ex-TP SOM - Route du Front de Terre - Hann BP 17265 Dakar Liberté Senegal	T: [+221] 859 47 26 F: [+221] 832 47 44 @: othiam@cetud.sn
Mr. Cheikh Amadou Bamba Thiouye Regional Advisor - West Africa	IFRTD - International Forum for Rural Transport & Development	TP SOM BP 6384 Dakar - Etoile Senegal	T: [+221] 832 1732 F: [+221] 221 832 2992 @: thiouye@ifrtd.org
Mr. John Bruce Thompson Transport Policy Coordinator/SSATP Board Member	Directorate General Development European Commission	Rue de Genève 12 Evere, 1140 Brussels Belgium	T: [+32] 2 299 3067 F: [+32] 2 299 0603 @: Johnbruce.Thompson@cec.eu.int
Mr. Yeo Tiovaga Directeur de Cabinet	Ministère d'Etat, Ministère des Transports	Immeuble Postel Abidjan Plateau B. P. V6 Abidjan Côte d'Ivoire	T: [+225] 20344874 F: [+225] 20344877 @: yeotiovaga@aviso.ci
Mr. Hama Toure Conseiller Technique	Ministère de l'Equipement et des Transports	B. P. 78 Bamako Mali	T: [+223] 223 222 29 01 F: [+223] 222 3434 @: dgcnrax@afribone.net.ml
Mrs. Germaine Alohio Touré Président	ONG PROSAF-Ministère d'Etat, Ministère des Transports	Cocody Riviera II Cité Universitaire 25 BP 1456 Abidjan 25 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22 43 19 45 F: [+225] @: gertoure@voila.fr
Mr. Issoufou Touré Membre du Groupe de Travail	Entretien des Routes par Niveau de Service - GENIS RT	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mrs. Aicha Traoré Secrétaire Adjoint	Coordination des Associations et ONG Féminines - CAFO	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @: cafo@datatech.net.ml
Mr. Youssouf Traoré Vice-Président	Fédération Nationale des Transporteurs Routiers du Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Mary Traoré Membre du Groupe de Travail	Entretien des Routes par Niveau de Service - GENIS RT	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Ousmane Marouf Traoré Secrétaire aux Relations de FNTR	Fédération Nationale des Transporteurs Routiers du Mali	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Cheikna Traoré Directeur	Sud Service	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Oumou Touré Traoré Secrétaire Exécutif	CAFO - Coordination des Associations et ONGs Féminines	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @: woiyokondeye@yahoo.fr
Mrs. Maimouna Kalifa Traoré Assistante au Coordonateur	CSLP - Cellule du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté Ministère de l'Economie et des Finances	Bamako Mali	T: [+223] 223 8637 F: [+223] 2227160 @: maiktra@yahoo.fr

Mr. Seydina Oumar Traoré Chargé de la Formation	Syndicat des Entreprises de Transports (SET)	Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Ms. Fofana Traoré		Bamako Mali	T: [+223] F: [+223] @:
Mr. Bamory Traory Principal Civil Engineer	AfDB - African Development Bank	Agence BAD-ATR 1002 TUNIS Bélvédère - Tunisia	T: [+216] 216-71333511 F: [+216] 216-71332695 @: b.k.traore@afdb.org
Mr. Trevor M. Tshabalala Chief Roads Engineer/Acting Principal Secretary	Ministry of Public Works and Transport	P. O. Box 58 Mbabane Swaziland	T: [+268] 404-5729 F: [+268] 404-2364 @: tshabalatr@gov.ls
Mr. Steve Ukaegbu Senior Government And Public Affairs Representative	Texaco Nigeria Plc	B Macarthy Street, Okinan P. O. Box 1645 Lagos Nigeria	T: [+234] 1-491-4550 F: [+234] 1-461-1602 @: ukaegsi@chevron.com
Ms. Marinke van Riet Executive Secretary	International Forum for Rural Transport & Development IFRTD	The IFRTD Secretariat 113 Spitfire Studio 63-71 Collier Street, London, NI 9BE United Kingdom	T: [+44] 020-7713-6699 F: [+44] 020-7713-8290 @: marinke.vanriet@ifrtd.org
Mr. Mário Valdmiro Vaz Moniz Secrétaire Exécutif	Plate-Forme des ONG	Achada São Filipe 76-C Praia Cape Verde	T: [+238] 262-7843 F: [+238] @: mmmrrrvv@hotmail.com
Dr Pieter Rudolph Venter Programme Manager	CSIR South Africa	Meiring Naude Road P. O. Box 395 Brummeria - Pretoria 0001 South Africa	T: [+27] 12 841 3930 F: [+27] 12 841 4200 @: pventer@csir.co.za
Mr. Nestor Vitodegni Ingénieur Polytechnicien	Centre National de Sécurité Routière du Bénin	PK 13 Route de Porto-Novo 03 BP 2151 Benin	T: [+229] 21-337200 F: [+229] 21-333725 @: nesvito@yahoo.fr
Mr. Armin Wagner Transport Policy Advisor	GTZ - German Technical Cooperation	Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5 65760 Eschborn Germany	T: [+49] 6196 79 6467 F: [+49] 6196 79 80 6467 @: Armin.Wagner@gtz.de
Mr. Clement Wasah	Community Action for Popular Participation	Plot 556A Borno Street Area 10 Garki Nigeria	T: [+234] F: [+234] @: shekowas@yahoo.co.uk
Mr. Lambert Watun Yeresong Directeur	Administration Ministères des Transports et Communications	117 Boulevard du 30 Juin Bld Onatra B. P. 6514 Kinshasa/Ndolo Congo, Democratic Republic of	T: [+243] 0818107467 F: [+243] @: dnc_yeresong@yahoo.fr
Mr. Frederick M. Were-Higenyi Assistant Commissioner for Quality Assurance	Ministry of Works, Housing & Communications	P. O. Box 10 Entebbe Uganda	T: [+256] 41320063 F: [+256] 321690 @: fmwhere@yahoo.co.uk
S. E. M. Jean-Prospér Wodobode Ministre Délégué	Ministère de l'Équipement, des Transports et de l'Aviation Civile	BP 978 Bangui Central African Republic	T: [+236] 611873 F: [+236] 614628 @: pwodobode@yahoo.fr
Mr. Michel Wormser Director, FPSI	Africa Regional The World Bank	1818 H Street NW Washington, DC 2433 USA	T: [+1] 202-473-7878 F: [+1] @: mwormser@worldbank.org
Mr. Vincent Yai Directeur Général	SOTRA	Rue des Pecheurs Zone 3 01 BP 2009 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 22-441987 F: [+225] 21-259721 @: yai_vincent@hotmail.com
Ms. Heidi Joy Yamaguchi Global Program Manager	Chevron	6001 Bolinger Canyon Road, T2296 San Ramon, CA 94583 USA	T: [+1] 925-842-1781 F: [+1] 925-842-4349 @: Hpervin@chevron.com
Mr. Kouakou Casimir Yao-Bhorey Directeur de Cabinet Adjoint	Ministère d'Etat, Ministère des Transports	Ministère d'Etat, Ministère des Transports 01 BP 7053 Abidjan 01 Côte d'Ivoire	T: [+225] 20347911 F: [+225] 20347945 @: yaobhorey@yahoo.fr
Mr. Gouali Emmanuel Yoro Expert Détaché en Sécurité Routière	UEMOA	380 Agostino Neto 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso	T: [+226] 5038784 F: [+226] 50318872 @: yorogouali@yahoo.fr
Mr. Nelson Zeeman Director	Zeeman's Transport Co.	Nyontame Ezulwini P. O. Box 208 Mbabane Swaziland	T: [+268] 416-1966 F: [+268] 416-1967 @: mpwt-cha@realnet.co.sz
Mr. Debebe Zewdie Head, Monitoring and Evaluation	Planning and Proramming Division Ethiopia Roads Authority	P. O. Box 41982 Addis Ababa Ethiopia	T: [+251] 1-153576 F: [+251] @: debebe_zewwdie@yahoo.com
Mrs. Tichasharwa Tracy Zinanga Senior Officer	Development Coopretation and Resource Mobilization SADC	SADC Secretariat Khama Crescent Private Bag 0095 - Gaborone Botswana	T: [+267] 395-1683 F: [+267] 397-2848 @: tzinanga@sadc.int
Mr. Bi Nagoné Zoro Directeur Général	AGETU - Agence des Transports Urbains	17 BP 1162 - Abidjan 17 Côte d'Ivoire	T: [+225] 2030-4137 F: [+225] 2030-4139 @: zorobina@aviso.ci

APPENDICE 2. PROGRAMME DE LA RÉUNION

Atelier Femmes & Transport, Jeudi 10 & Vendredi 11 novembre

Les participants auront pour tâche de :

1. Partager les expériences relatives aux femmes et au transport
2. Analyser les diverses initiatives de mise en oeuvre du PDLT en dégagant les problèmes et leurs répercussions sur les femmes
3. Identifier les mesures à prendre pour mieux intégrer les préoccupations et besoins des femmes dans le cadre des initiatives et interventions liées au PDLT
4. Rechercher des mécanismes par lesquels les femmes auront un plus grand poids à jouer dans la formulation des politiques de transport
5. Agree specific areas of intervention in the SSATP Annual Meeting

RÉUNIONS PRÉPARATOIRES

Samedi 12 et dimanche 13 novembre 2005

Processus PRTSR - Mise en œuvre :

Évaluation comparative - expérience, enseignements, bonnes pratiques, obstacles, solutions, appui nécessaire.

Processus PRTSR - Résultats :

Conclusions de l'évaluation comparative, mesures et appui nécessaires à la mise en œuvre des Plans d'action.

FGR/STA : Provisoire

1. Examen de l'avancement du Programme de travail
2. Enjeux/problèmes identifiés par l'ASANRA, l'AGEPAR, l'AFERA
3. Enjeux, problèmes mis en évidence par l'étude sur les fonds routiers/agences routières ;
4. Session de groupe - identifier les défis majeurs concernant les politiques et programmes FGR.

STA : Provisoire

1. Commencer par une session conjointe avec FGR - rapport sur le travail relatif aux indicateurs, études sur le transport urbain, services de transport rural, audit des MIT
2. Sessions avec les consultants chargé d'une étude dans 4 villes, l'étude transports ruraux, l'audit des MIT

Indicateurs : Provisoire

1. Commencer par une session conjointe FGR/STA - rapport d'étape
2. Session sur les pays participant à l'établissement d'indicateurs, enseignements tirés, défis pour la phase 2
3. Mise en œuvre GSI

Coordination SSATP :

1. Évaluation des performances, bonnes pratiques, défis
2. Mesures, appui nécessaires pour renforcer la fonction de coordination

Sécurité routière : Provisoire

1. Présentation, rapports sur la matrice Sécurité routière (enquête de base)
2. Présentations par les partenaires : présentation par les CER
3. Identification des mesures prioritaires, élaboration du Plan d'action, identification de l'appui nécessaire

Transport régional :

1. Présentation sur l'avancement du PT, obstacles, enseignements, solutions
2. Atelier - évaluation du degré de cohérence entre les initiatives SSATP et le Plan d'action Almaty, mesures propres à assurer une concordance et une coordination.

Ensemble des groupes thématiques :

Préparation des présentations pour la séance plénière du lundi 14 novembre.

Séance plénière, lundi 14 novembre

Cérémonie d'ouverture
Discours officiels, déclarations

Présentations thématiques

Table ronde : Perspectives d'avenir - le transport au service du développement de l'Afrique

Séances de travail et séance plénière, mardi 15 novembre

Séances de travail thématiques :
Renforcer la mise en œuvre du PDLT - Préparation des présentations sur les enjeux d'ordre politique pour les discussions ministérielles

Table ronde : Transfert du SSATP en Afrique

Séance plénière, mercredi 16 novembre

Problèmes de mise en œuvre prioritaires :
Sous la direction d'un modérateur, échange de vues avec les ministres sur les problèmes de mise en œuvre qui se posent pour les réalisations thématiques et le plan d'action - réduction de la pauvreté et transport, réforme du financement et de la gestion du secteur routier, facilitation du commerce et des transports ; pays enclavés ; Programme d'action Almaty

Table ronde :
Sous la direction d'un modérateur, échange de vues sur les défis auxquels fait face le secteur des transports en Afrique subsaharienne.

1. Transport et ODM
2. Financement accru pour le transport en Afrique subsaharienne ; cohérence des propositions et instruments institutionnels BM & UE ; questions d'«efficacité de l'aide».

Séance plénière, jeudi 17 novembre

Comptes rendus des groupes thématiques sur les questions de mise en œuvre pour 2006

Forum ministériel :
Réunion à huis clos des ministres consacrée à l'examen d'un programme d'actions de haut niveau sur des aspects clés du PDLT - formulation d'une résolution conjointe Ministres/SSATP

Vendredi 18 novembre

Assemblée générale annuelle

APPENDICE 3. DÉCLARATION DE BAMAKO

Déclaration des Ministres responsables des transports et infrastructures pour les pays membres du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne (SSATP)

Nous, Ministres responsables des transports et infrastructures pour les pays membres du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne (SSATP), réunis à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle du SSATP, les 16 et 17 novembre 2005, à Bamako, pour examiner la mise en œuvre du Plan de développement à long terme du Programme SSATP :

Réaffirmant la Déclaration des ministres africains responsables des transports et infrastructures adoptée à Addis Abeba, en avril 2005, sur l'importance des transports pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;

Reconnaissant l'importance du rôle du SSATP dans l'élaboration des politiques de transport et le renforcement correspondant des capacités dans le secteur des transports en Afrique subsaharienne ;

Préoccupés par les coûts élevés des services de transport en Afrique, du fait des infrastructures insuffisantes et des nombreuses barrières non physiques qui subsistent ;

Conscients de l'importance des accords sur les corridors de transit et des conventions et traités internationaux destinés à faciliter, simplifier, normaliser et assurer la transparence des réglementations et procédures ;

Convaincus de la nécessité des politiques de transport efficaces pour la compétitivité extérieure, l'accès aux marchés, la création d'opportunités économiques et enfin de leur contribution significative dans la réduction de la pauvreté ;

Notant la détérioration de la qualité du réseau de transport et la nécessité d'assurer la gestion et le financement durable de l'entretien routier ;

Soucieux du taux élevé d'accidents de la route et de leurs répercussions socio-économiques sur le continent ;

Prenant en compte les besoins spécifiques des femmes dans le secteur des transports ;

Déterminés à améliorer les infrastructures et services de transport en Afrique subsaharienne ;

NOUS ENGAGEONS, PAR LA PRÉSENTE, À

1. Procéder aux analyses des stratégies de transport et de réduction de la pauvreté et en adopter les résultats afin de les intégrer dans les politiques et stratégies nationales de transport et de réduction de la pauvreté.
2. Intégrer les traités relatifs aux corridors régionaux et les conventions internationales sur les transports dans les législations nationales, et éliminer l'ensemble des barrières non physiques.
3. Prendre les mesures nécessaires pour mettre en place des mécanismes de financement et de gestion durables des infrastructures et des services de transport.
4. Prendre des mesures spécifiques en vue d'assurer le financement durable et la gestion appropriée du réseau routier.
5. Adopter des mesures adéquates pour instaurer un cadre national de suivi et d'évaluation du secteur des transports nécessaire à son efficacité et à sa pérennité.
6. Privilégier et appliquer une approche intégrée et multisectorielle de la sécurité routière considérée comme une question socio-économique majeure.
7. Faire en sorte que toutes les activités et initiatives de mise en œuvre intègrent des mécanismes appropriés pour associer les femmes à la gestion du secteur et répondre à leurs besoins et préoccupations.
8. Appuyer les coordonnateurs nationaux du SSATP dans leur rôle de coordination et de mise en œuvre des activités du SSATP au niveau national.

Adopté à Bamako, le 17 novembre 2005